

# Schéma d' Aménagement et de Gestion des Eaux de la Canche

## le plan d'aménagement et de gestion de la ressource et des milieux aquatiques

*Agir ensemble pour l'eau*



Version janvier 2008

ABON NOTRE DAME  
ABON SAINT VAUST  
AIX EN ESART  
ALETTE  
AMBRICOURT  
AMBRUES  
ANVIN  
ATTIN  
AUBIN SAINT VAUST  
AUBROMETZ  
AUCY LES HESDIN  
AVERDONGT  
AVONDANCE  
AZHOCOURT  
BAILLEUL AUX CORNAILLES  
BALENCOURT  
BEAUCOURT  
BEAUFORT BLAINCOURT  
BEAUMERIE SAINT MARTIN  
BEAURAINVILLE  
BEAUVOIS  
BERGUEUSE  
BERLENCOURT LE CAUDON  
BERNAICOURT  
BERNIEULLES  
BEUSSENT  
BEUTHIN  
BEZINGHEM  
BIMONT  
BLANGIERVAL BLANGIERMONT  
BLANGY SUR TERNOISE  
BLINGEL  
BOISJAN  
BONNIERES  
BOUBERS LES HESMON  
BOUBERS SUR CANCHE  
BOUIN PLUMOTSON  
BOURET SUR CANCHE  
BOYVAL  
BREXENT EN HOOG  
BRVAS  
BRUMEUR  
BURE LES SEC  
BUREVILLE  
CAMPAGNE LES HESMON  
CAMPONVILLE LES HESMON  
CAMPONVILLE LES FLETTES  
CANNIEFONT  
CAVRON SAINT MARTIN  
CLERLEY  
CONCHY SUR CANCHE  
COMTES  
CONTREVILLE  
CORMONT  
COURSET  
CREPY  
CROQUY  
CROUETTE  
CROIX EN TERNOISE  
CUCQ  
DENIER  
DOUDEAUVILLE  
ECLAUEUX  
ECOURVES  
ECURIES  
EMBY  
ENQUIN SUR BAILLOIS  
EPS  
EQUIRE  
EHN  
ESTREE  
ESTREE WAMIN  
ESTREELLES  
ETAPLES SUR MER  
FIEFS  
FILLEVRES  
FLEURY  
FOURNE LES ROULANS  
FOULIN REAMETZ  
FRAMICOURT  
FRANCOY  
FRESSIN  
FRESSIN  
FRESSIN  
GALANETZ  
GAUCHIN VERLONGT  
GOUY EN TERNOISE  
GOUY SAINT ANDRE  
GRAND RULLECOURT  
GRIGNY  
GRIFFECOURT  
GUXY  
HAULINGHEM  
HAUTE CLOQUE  
HERICOURT  
HERLIN LE SEC  
HERLINICOURT  
HERLINICOURT  
HESDIN  
HESMON  
HESTRUS

HEUCHIN  
HOUMIN HOUMINEUL  
HUBERTSANT  
HUBY ST LEU  
HUCLEUR  
HUCOURT  
HUMBERT  
HUMBERCOURT  
HUMIERES  
INCOURT  
INCENT  
IVERGHY  
LA CALOTENE  
LA LOGE  
LA MADELAINE SOUS MONTREUIL  
LACRES  
LE PARCQ  
LETOUCOURT  
LEBIEZ  
LEFAUX  
LESPINCHY  
LIGNICOURT  
LIGNERIEUL  
LIGNY SAINT FLOCHET  
LIGNY SUR CANCHE  
LINZEUX  
LOISON SUR CREQUETTE  
LONGVILLERS  
MAGNICOURT SUR CANCHE  
MAISONCELLE  
MAIZIERES  
MANINGHEM AU MONT  
MARANT  
MARCONNE  
MARCONNELLE  
MARENLA  
MARESCQUELLE  
MAREVILLE  
MARLES SUR CANCHE  
MARQUAY  
MERLUMONT  
MESNIL  
MONCHEAUX LES FREVENT  
MONCHEL SUR CANCHE  
MONCHY CAVEUX  
MONTCAVIEL  
MONTREUIL SUR MER  
MONTS EN TERNOISE  
NEULLETTE  
NEUVILLE AU CORNET  
NEUVILLE SOUS MONTREUIL  
NOYELLE LES HUMIERES  
NUNCO HAUTE COTE  
OELF EN TERNOISE  
OFFIN  
OSTREVILLE  
PARENTY  
PIERREMONT  
PLANCQUES  
PREUX  
QUEN  
RAMECOURT  
REBEURVE SUR CANCHE  
REBEURVETTE  
RECOUES SUR COURSE  
REMOVAL  
ROELLECOURT  
ROLLANCOURT  
ROYON  
RUESSAUVILLE  
SAINS LES FREVENT  
SAINT AUBIN  
SAINT AUSTREBETHIE  
SAINT DENOIX  
SAINT GEORGES  
SAINT JOSSE SUR MER  
SAINT MICHEL SOUS BOIS  
SAINT MICHEL SUR TERNOISE  
SAINT POL SUR TERNOISE  
SARS LES BOIS  
SEMPY  
SERICOURT  
SERVILLE  
SIRACOURT  
SIRUIS  
TIEUR  
TERNAS  
TILLY CAPELLE  
TORCY  
TRAMECOURT  
TRICHANUX  
TUBERSANT  
VACQUIERE LE BOUCQ  
VIELHESDIN  
WAIL  
WAILLY BEAUCAMP  
WAMBERCOURT  
WAMIN  
WAVRANS SUR TERNOISE  
WICHEM  
WILLEMANN



# **SOMMAIRE**

## **Présentation générale du S.A.G.E et du bassin versant de la Canche**

### **1 - LES PRINCIPES, LA PORTEE ET LE CONTENU DU S.A.G.E.**

- A l'échelle européenne...
- A l'échelle nationale ....

### **2 - L'HISTOIRE DU PROJET DE SAGE EN BASSIN VERSANT DE LA CANCHE**

### **3 -L'ORGANISATION ET LES ACTEURS DU S.A.G.E.**

La Commission Locale de l'Eau : le « parlement de l'eau »

Les Commissions thématiques et géographiques : les « chevilles ouvrières » du SAGE

Déroulement des étapes de rédaction du SAGE

### **4 - LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU ET DU BASSIN VERSANT**



# Etat des lieux et diagnostic global du bassin versant

## 1 – PRESENTATION GENERALE DU BASSIN VERSANT DE LA CANCHE

- Un bassin versant : C'est quoi ?
- Le bassin versant de la canche : un territoire rural organisé par ses vallées
  - ❑ **La Canche et son bassin versant\***
  - ❑ **Les caractéristiques physiques**
    - LA GEOLOGIE ET L'HYDROGEOLOGIE
    - UN FONCTIONNEMENT HYDROLOGIQUE FLUVIAL
    - LE CLIMAT/LA PLUVIOMETRIE
    - PAYSAGE, PATRIMOINE NATUREL ET MILIEUX AQUATIQUES ASSOCIES
  - ❑ **Le paysage socio-économique et les usages liés à l'eau et aux milieux aquatiques**
    - UN TERRITOIRE ORGANISE AUTOUR DE QUELQUES VILLES PRINCIPALES
    - LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES
    - UNE PART PREPONDERANTE DE L'AGRICULTURE
    - DES ACTIVITES AGRO-ALIMENTAIRES CONCENTREES AUTOUR DES PRINCIPALES VILLES
    - DES VALLEES ET UN LITTORAL ATTRACTIF
    - L'EAU, SOURCE D'ENERGIE

## 2 - LES GRANDS CONSTATS DU DIAGNOSTIC

- ❑ **Qualité des eaux superficielles et souterraines, pression de pollution**
  - LA RESSOURCE EN EAU SOUTERRAINE
  - LES EAUX SUPERFICIELLES
- ❑ **Les risques liés à l'hydraulique : Erosion, ruissellement, inondation**
  - DEPUIS LA FIN DES ANNEES 90, LA PREVENTION S'ORGANISE
  - DES PROGRAMMES DE TRAVAUX SPECIFIQUES POUR PREVENIR LES DEGATS CONSECUTIFS AUX INONDATIONS



- **Les milieux aquatiques : connaissance, gestion, pressions**
  - VALEURS, MENACES ET EVOLUTION DES ZONES HUMIDES DU BASSIN VERSANT DE LA CANCHE**
  - VERS UN PROGRAMME D’ACTION ET UNE DEMARCHE DE PRESERVATION : L’INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES ALLUVIALES ET LITTORALES DANS LE CADRE DE LA REDACTION DU SAGE**
  - LA GESTION, L’ENTRETIEN ET LA RESTAURATION DU RESEAU DE COURS D’EAU DU BASSIN VERSANT DE LA CANCHE**
  - L’ECOSYSTEME<sup>i</sup> DES COURS D’EAU, LES HABITATS PISCICOLES ET LA RESTAURATION DE LA LIBRE CIRCULATION DES POISSONS MIGRATEURS**
  - LE CAS SPECIFIQUE DES ETANGS**

**Quel état des eaux en 2015 à l’échelle du bassin Artois Picardie et du bassin de la Canche ?**

**CE QU’IL FAUT RETENIR DE L’ETAT DES LIEUX**

**CE QU’IL FAUT RETENIR DU DIAGNOSTIC**

## **La stratégie du SAGE**

- Introduction
- Les orientations stratégiques

**ORIENTATION STRATEGIQUE 0 : METTRE EN ŒUVRE LE SAGE DE LA CANCHE EN MOBILISANT L’ENSEMBLE DES PARTENAIRES**

**ORIENTATION STRATEGIQUE 1 : SAUVEGARDER ET PROTEGER LA RESSOURCE EN EAU SOUTERRAINE**

Rappel de l’état des lieux et du diagnostic  
La stratégie  
Les orientations spécifiques



Orientation spécifique 1-1 : Mieux connaître et prévenir la pollution des eaux souterraines par la maîtrise des pollutions ponctuelles et diffuses

Thème 1 : Maîtriser la qualité des eaux de captage et protéger les sites actuels d'approvisionnement

Thème 2 : Prévenir et réduire les pollutions générées par les produits phytosanitaires et les nitrates

Thème 3 : Prévenir et réduire les risques de pollutions lors du recyclage de matières organiques sur sols agricoles (cf. Orientation Stratégique 2 « Reconquête de la qualité Environnementale » et Orientation Stratégique 3 « Maîtrise des écoulements à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains »)

Thème 4 : Prévenir et réduire les pollutions générées par les installations défectueuses de l'assainissement collectif et non collectif (Cf. orientation stratégique 2 « Reconquérir la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques »)

Thème 5 : Prévenir et réduire les pollutions générées par les eaux pluviales

Thème 6 : Améliorer la connaissance du système hydrogéologique

Orientation spécifique 1-2 : Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable

Thème 1 : Assurer la sécurisation de la distribution de l'eau potable

Thème 2 : Améliorer les rendements de la distribution de l'eau potable

Orientation spécifique 1-3 : Recenser et protéger les sites potentiels pour la production d'eau potable

Orientation spécifique 1- 4 : Sensibiliser les populations aux économies d'eau



## **ORIENTATION STRATEGIQUE 2 : RECONQUERIR LA QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

Rappel de l'état des lieux et du diagnostic

La stratégie

Les orientations spécifiques

**Orientation spécifique 2-1 : Améliorer globalement la qualité des eaux superficielles par la maîtrise des pollutions d'origine domestique, agricole et industrielle**

Thème 1 : Suivi global de la qualité des cours d'eau et respect des objectifs de qualité

Thème 2 : Mettre en oeuvre et améliorer les dispositifs d'assainissement collectif et non-collectif ainsi que les réseaux de collecte

Thème 3 : Prévention et réduction des risques de pollution lors du recyclage de matières organiques sur sols agricoles (cf orientation strat 1 eaux souterraines ainsi que 3 Bassins versants)

Thème 4 : Prévention des pollutions d'origine industrielle

**Orientation spécifique 2-2 : Restaurer et entretenir les cours d'eau et les chevelus associés (fossés, ruisseaux,...) dans le respect des fonctions hydrauliques, écologiques et paysagères essentielles**

Thème 1 : Mieux connaître les cours d'eau et assurer un suivi permanent

Thème 2 : Assurer une gestion raisonnée des cours d'eau

**Orientation spécifique 2-3 : Assurer la reproduction, le développement et la circulation des espèces piscicoles**

Thème 1 : Assurer la libre circulation des poissons migrateurs et favoriser la continuité écologique suivant les prescriptions du Code de l'Environnement et de la Directive Cadre sur l'Eau

Thème 2 : Tendre vers une gestion raisonnée des activités de loisirs



## Orientation spécifique 2-4 : Préserver et reconquérir les zones humides

Thème 1 : Poursuivre les inventaires et améliorer globalement la connaissance

Thème 2 : Préserver et reconquérir les zones humides et leurs fonctions

Thème 3 : Désenclaver les milieux humides en favorisant les continuités écologiques et un maillage des sites (voir mesures liées aux orientations stratégiques 1 « Protection de la ressource en eau souterraine » et 3 « Bassins versants ruraux et urbains »)

Orientation spécifique 2-5 : Sensibiliser, informer et responsabiliser le public (particuliers, agriculteurs, entreprises, collectivités, associations, services de l'Etat, etc.) à la protection des milieux aquatiques

## **ORIENTATION STRATEGIQUE 3 : MAITRISER ET PREVENIR LES RISQUES A L'ECHELLE DES BASSINS VERSANTS RURAUX ET URBAINS**

Rappel de l'état des lieux et du diagnostic

La stratégie

Les orientations spécifiques

Orientation spécifique 3-1 : Maîtriser les écoulements et ruissellements en vue de réduire les risques d'inondation et de contamination par les pollutions diffuses

Thème 1 : Maîtriser et prévenir les ruissellements en milieu rural

Thème 2 : Maîtriser et prévenir des ruissellements dans les zones bâties ou issus des surfaces imperméabilisées

Thème 3 : Organiser, coordonner et évaluer les actions à l'échelle des bassins versants

Orientation spécifique 3-2 : Préserver, améliorer ou reconquérir les capacités d'expansion des crues en fond de vallée afin de prévenir les inondations et protéger les espaces vulnérables



## **ORIENTATION STRATEGIQUE 4 : PROTEGER ET METTRE EN VALEUR L'ESTUAIRE ET LA ZONE LITTORALE**

Rappel de l'état des lieux et du diagnostic  
La stratégie  
Les orientations spécifiques

Orientation spécifique 4-1 : Améliorer la connaissance de l'estuaire et du littoral et mettre en place des suivis scientifiques particuliers si nécessaire

Orientation spécifique 4-2 : Garantir la bonne qualité des eaux littorales notamment au niveau bactériologique (eaux de baignade, eaux conchylicoles) et traiter les pollutions ponctuelles

Orientation spécifique 4-3 : Mettre en place une gestion concertée des zones littorale, Estuaire et Bas-Champs

Thème 1 : Assurer une gestion et un entretien écologique adaptés des cours d'eau et des réseaux hydrauliques des bas-champs

Thème 2 : Préserver et réhabiliter le complexe des zones humides de la plaine maritime picarde correspondant principalement à la zone des Bas-Champs, aux zones humides arrières littorales et à l'estuaire

## **LE PROGRAMME D' ACTIONS**

**Programme 1 : Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins**

**Programme 2 : Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource**

**Programme 3 : Préserver les milieux aquatiques et appliquer une gestion raisonnée**

**Programme 4 : Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable**



**Programme 5 : Prendre en compte la gestion de l'eau dans l'aménagement des territoires pour améliorer la qualité et prévenir les risques d'inondation**

**Programme 6 : Améliorer la connaissance**

**Programme 7 : Informer et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau**

**Programme 8 : Les actions spécifiques au littoral**

**Programme 9 : Assurer la mise en œuvre et l'animation du SAGE**

## **La mise en œuvre et le suivi des objectifs portés dans SAGE**

**1 - LA COMPATIBILITE DU SAGE AVEC LE SDAGE**

**2 – EVALUER ET SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DU SAGE**

GLOSSAIRE

ANNEXES



# LE PLAN D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE EN EAU

« **Article L212-5-1** (inséré par Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 art. 77 II Journal Officiel du 31 décembre 2006)

I. - Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en oeuvre du schéma. »

« **Art. R. 212-46** (Décret n° 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux).

Le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques comporte :

« 1° Une synthèse de l'état des lieux prévu par l'article R. 212-36 ;

« 2° L'exposé des principaux enjeux de la gestion de l'eau dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins ;

« 3° La définition des objectifs généraux permettant de satisfaire aux principes énoncés aux articles L. 211-1 et L. 430-1, l'identification des moyens prioritaires de les atteindre, notamment l'utilisation optimale des grands équipements existants ou projetés, ainsi que le calendrier prévisionnel de leur mise en oeuvre ;

« 4° L'indication des délais et conditions dans lesquels les décisions prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives dans le périmètre défini par le schéma doivent être rendues compatibles avec celui-ci ;

« 5° L'évaluation des moyens matériels et financiers nécessaires à la mise en oeuvre du schéma et au suivi de celle-ci.

« Il comprend le cas échéant les documents, notamment cartographiques, identifiant les zones visées par les 1°, 3° et 4° du I de l'article L. 212-5-1 ainsi que l'inventaire visé par le 2° des mêmes dispositions. »



# Présentation générale du S.A.G.E et du bassin versant de la Canche

## 1 - LES PRINCIPES, LA PORTEE ET LE CONTENU DU S.A.G.E.

L'élaboration du S.A.G.E. de la Canche entre 2000 et 2007 prend place dans un contexte d'évolution importante de la gestion de l'eau à la fois à l'échelle nationale mais également européenne.

En effet, une nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques a été promulguée le 30 décembre 2006. Ce texte rénove le cadre défini par les lois du 16 décembre 1964 et du 3 janvier 1992 qui posaient les fondements de la politique française de l'eau.

Cette nouvelle loi sur l'eau répond aux enjeux de la politique européenne de l'eau et conforte plusieurs outils existants en vue d'atteindre en 2015 l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000.

### ▪ A l'échelle européenne...

#### La Directive Cadre Européenne sur l'Eau

Depuis 1975, plus de 30 directives et décisions relatives aux usages de l'eau et aux milieux aquatiques ont été adoptées par la Communauté Européenne. Ces textes ont chacun une vision sectorielle et essentiellement axée sur les rejets mais ne visent pas la gestion de la ressource dans son ensemble. C'est dans un souci d'harmonisation de ces textes, que la directive 2000/60/CE, appelée également Directive Cadre sur l'Eau, a été adoptée le 23 octobre 2000.

Cette directive fournit un cadre général et cohérent aux multiples directives antérieures mais surtout, elle ajoute un objectif de résultat essentiel : celui du « bon état » des eaux (2015).

Même si certaines notions sont familières (la gestion par bassins par exemple), elles s'appuient sur des concepts nouveaux comme par exemple la notion « d'état écologique » appliquée à des masses d'eau. Par ailleurs une dimension importante a été introduite : celle de l'approche économique qui devra accompagner les principales analyses exigées par la Directive Cadre sur l'Eau.

De plus, cette directive affiche d'emblée des objectifs de résultats au contraire de certaines directives qui fixent des objectifs de moyens : cet objectif est donc le « bon état » des eaux à atteindre en 2015, à charge pour les Etats-membres de justifier les éventuels reports de délais demandés.

Enfin, cette directive fait une large place à la consultation du public afin de l'associer à l'élaboration des stratégies pour atteindre les objectifs.



Les principaux éléments de la Directive sont :

- **Une unité de base définie par le « District hydrographique »**, constituée d'un ou plusieurs bassins hydrographiques : en France, 12 districts ont été identifiés ; 94 % du bassin Artois-Picardie est intégré dans le district international de l'Escaut intitulé « District hydrographique Escaut, Somme et côtiers Manche-Mer du Nord » (territoire en France, Belgique et Pays-Bas) 6% restant au district de la Meuse ;
- **Tous les domaines physiques sont concernés** : l'ensemble des milieux aquatiques, superficiels et souterrains ; chacun de ces milieux est subdivisé en « masses d'eau cohérentes sur le plan de leurs caractéristiques naturelles et socio-économiques » ; on distingue les masses d'eau de surface (rivières, lacs), les masses d'eaux de transition (estuaires) ou eaux côtières ; et les masses d'eau souterraines ; certaines masses d'eau peuvent être qualifiées « d'artificielles » ou « fortement modifiées » ;
- **Un objectif commun de « bon état » en 2015** : bon état écologique et chimique pour les eaux de surface ou quantitatif et bon état chimique pour les eaux souterraines ; lorsque le milieu est artificiel ou fortement modifié, on ne parle plus « d'état écologique », mais de « potentiel écologique », constituant un objectif adapté à l'hydrologie de ce type de masses d'eau et pouvant être aussi contraignant ; la définition de seuils de classes de la qualité du bon état est l'objet de nombreux travaux de la part des états membres ;
- **De nouveaux instruments de planification** :
  - o L'état des lieux présentant les principales caractéristiques du district au plan physique, humain, économique et environnemental (2004) ;
  - o Le registre des « zones protégées » devant faire l'objet de protection spéciale ;
  - o Le plan de gestion du district contenant un document de synthèse et d'orientation (2009) qui constituera le nouveau SDAGE ;
  - o Le programme de mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs : il doit comprendre les dispositions réglementaires (police des eaux) ainsi que les mesures d'ordre techniques et économiques (2009).

Les programmes d'intervention des agences de l'Eau devront permettre la mise en œuvre des programmes de mesures, dont un résumé sera inclus dans les plans de gestion.

Certains domaines non abordés par la Directive Cadre sur l'Eau comme les inondations, seront traités dans le cadre de la révision des SDAGE (2008) . Le SDAGE fera office de plan de gestion au sens de la Directive. Il comprendra bien des thèmes hors DCE tels que :

La gestion quantitative de la ressource en eau

La sécurisation de l'alimentation en eau potable

Les règles de gestion en situation de sécheresse

La réglementation de l'extraction de granulats

La gestion des risques liés aux inondations

Les poissons migrateurs

La gestion intégrée (politique en faveur des SAGE)

La gestion des zones humides.



- **L'objectif de faire participer le public à l'établissement des documents de planification ;**
- **L'analyse économique** est largement prise en compte au travers de 4 aspects :
  - La justification de reports et des dérogations aux objectifs ;
  - L'inscription des outils de tarification comme instrument d'action sur la demande afin d'inciter à une utilisation efficace des ressources et afin d'atteindre les objectifs environnementaux ;
  - Le principe de récupération des coûts en tenant compte par exemple du principe « pollueur-payeur » ;
  - L'optimisation des choix d'investissements pour atteindre les objectifs : analyse coûts/efficacité.

## **A l'échelle nationale ....**

C'est la loi sur l'eau N° 92-3 du 3 janvier 1992 qui a modifié profondément le cadre de la gestion de l'eau en France et a initié la démarche des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

Depuis le 30 décembre 2006, la loi relative à l'Eau et aux milieux Aquatiques permet d'optimiser les outils de gestion en renforçant leur portée comme pour les SAGE.

**Art L 210-1 du code de l'environnement (Loi du 30 décembre 2006) :** « L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous. Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques ».

**Art L 211-1 du code de l'environnement (Loi du 30 décembre 2006) :** la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau « prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :

- La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;



- La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;
- La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;
- Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;
- La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;
- La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau. »

« La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

- De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;
- De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;
- De l'agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées. »

Pour atteindre ces objectifs, les deux outils de planification mis en place par la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 sont utilisés mais la nouvelle loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 modifie leurs objectifs pour tenir compte de la DCE :

**- Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) :**

**Extrait de l'article L 212-1 du code de l'environnement (Loi du 30 décembre 2006) :** « Chaque bassin ou groupement de bassins hydrographiques est doté d'un ou de plusieurs schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ».

Le SDAGE fixe des « objectifs de qualité et de quantité des eaux qui correspondent :

- Pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, à un bon état écologique et chimique ;
- Pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, à un bon potentiel écologique et à un bon état chimique ;
- Pour les masses d'eau souterraines, à un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement de chacune d'entre elles ;



- A la prévention de la détérioration de la qualité des eaux ;
- Aux exigences particulières définies pour les zones visées au 2° du II, notamment afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Ces objectifs doivent être atteints au plus tard le 22 décembre 2015.

Il fixe également les orientations permettant de satisfaire aux principes prévus aux articles L. 211-1 et L. 430-1.

Le SDAGE Artois-Picardie est en cours de révision et devra être approuvé pour 2009. Ce nouveau document remet à jour la version de 1996 (qui fait encore référence) mais a également pour objectif de répondre aux objectifs de la DCE. Dans ce cadre, le SDAGE correspondra au plan de gestion et devra être coordonné au programme de mesures.

#### - **Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) :**

**Extrait de l'article L 212-3 du code de l'environnement (Loi du 30 décembre 2006) :** « Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux institué pour un sous-bassin, pour un groupement de sous-bassins correspondant à une unité hydrographique cohérente ou pour un système aquifère fixe les objectifs généraux et les dispositions permettant de satisfaire aux principes énoncés aux articles L. 211-1 et L. 430-1. »

« Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu à l'article L. 212-1 ou rendu compatible avec lui dans un délai de trois ans suivant la mise à jour du schéma directeur. »

Le SAGE de la Canche doit être compatible avec les orientations fondamentales du SDAGE Artois-Picardie : Le SAGE ne doit pas être en contradiction avec le SDAGE.

#### ▪ **Contenu**

**Extrait de l'article L 212-5 du code de l'environnement (Loi du 30 décembre 2006) :** « Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux dresse un constat de l'état de la ressource en eau et du milieu aquatique. Il recense les différents usages qui sont faits des ressources en eau existantes. Il prend en compte les documents d'orientation et les programmes de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des syndicats mixtes, des établissements publics, des autres personnes morales de droit public, ainsi que des sociétés d'économie mixte et des associations syndicales libres de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ayant des incidences sur la qualité, la répartition ou l'usage de la ressource en eau. Le schéma prend également en compte l'évaluation, par zone géographique, du potentiel hydroélectrique établi en application du I de l'article 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000. »



**Art L 212-5-1 du code l'environnement (inséré par la Loi du 30 décembre 2006) :** Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma. Il comporte également un règlement.

**La portée juridique des SAGE** est précisée à l'article L.212-5-2 du Code de l'environnement, à savoir: « Lorsque le schéma a été approuvé et publié, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article L. 214-2. ».

**L'opposabilité du SAGE est donc renforcée : le règlement et le document graphique du SAGE deviennent opposables aux tiers pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration ou autorisation selon la nomenclature Eau établis par décret en Conseil d'Etat. En contre-partie, les projets de SAGE sont soumis à enquête publique.**

« Les décisions applicables dans le périmètre défini par le schéma prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau dans les conditions et les délais qu'il précise. ».

**Le SAGE doit respecter les principes définis par les articles L 210-1 et L 211-1 du code de l'environnement dans leur nouvelle version issue de la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.**

L'article L 211-1 du code de l'environnement, dans sa nouvelle rédaction, préconise que la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau doit prendre en compte les adaptations nécessaires au changement climatique.

Dans son contenu, le SAGE doit respecter les articles L 212-2 ; L 212-3 et L 212-5 du code de l'environnement.

L'article L 212-3 du code de l'environnement a été modifié. Le SAGE fixe les objectifs généraux et les dispositions permettant de satisfaire aux principes énoncés aux articles L 211-1 et L 430-1 (protection du patrimoine piscicole).

L'article L 212-5 du code de l'environnement a été modifié par la Loi du 30 décembre 2006 ses 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> alinéas ont été supprimés.

**De plus, la loi du 21 avril 2004 portant transposition de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau impose que les documents d'urbanisme (cartes communales, Plan Locaux d'Urbanisme et Schéma de Cohérence Territorial) soient compatibles ou rendus compatible avec le SAGE dans un délai de 3 ans après son approbation.**



**Toutefois, outre son impact juridique, le SAGE joue un rôle majeur de référence technique sur le bassin versant : la CLE représentative de l'ensemble des acteurs de l'eau s'engage pour atteindre les objectifs et appliquer, au travers de leurs décisions, les recommandations techniques préconisées par le SAGE.**

**Le SAGE s'appuie sur deux grands principes :**

**- Passer de la gestion de l'eau à la gestion du milieu :**

Toutes les formes (eaux superficielles et souterraines, zones humides...) et toutes les composantes (chimique, biologique, physique,...) de l'eau et des milieux associés, doivent être prises en compte en intégrant leurs interactions, leur complexité et leur dynamique à l'échelle d'un bassin versant hydrologique.

Pour un devenir durable, il est nécessaire de restaurer et mieux gérer ces écosystèmes pour préserver le patrimoine écologique, maintenir les capacités d'auto épuration naturelles, réguler les événements extrêmes et préserver le patrimoine économique.

**- Privilégier l'intérêt collectif**

Le SAGE met en place une gestion patrimoniale de l'eau et des milieux dans l'intérêt de tous dans le cadre d'une gestion concertée. Il doit veiller à préserver au maximum les potentialités des écosystèmes, rationaliser les ressources naturelles, minimiser l'impact des usages et s'inscrire dans une logique économique globale. La santé publique et la sécurité des personnes constituent deux priorités.



## **2 - L'HISTOIRE DU PROJET DE SAGE EN BASSIN VERSANT DE LA CANCHE**

La question de l'eau en bassin versant de la Canche a longtemps été cantonnée à la gestion seule du fleuve Canche et ses affluents. La forte présence des milieux aquatiques a longtemps expliqué une approche plutôt fonctionnelle.

C'est au milieu des années 1990 que le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Basse Vallée de la Canche pose les limites de son intervention en aval du bassin versant. Compétent depuis 1988 pour la protection contre les inondations et l'entretien du fleuve, il doit faire face à plusieurs crues consécutives de la Canche (1994- 1995-1998) ainsi qu'à l'accroissement des phénomènes de ruissellement et d'érosion des sols. La forte vulnérabilité des terrains à l'érosion explique que durant les années 1990 et jusque 2002, le principal facteur déclassant de la qualité des eaux de la Canche est le paramètre relatif aux Matières En Suspension (M.E.S.). Une réflexion est alors lancée en 1996 sur la possibilité d'étendre les compétences à l'échelle du bassin versant complet. La volonté première est d'assurer un traitement « hydraulique » le plus en amont possible afin de limiter les crues en aval qu'elles soient fluviales ou générées par les ruissellements depuis les sous bassins versants. Cette phase située entre 1997 et 1999 est le lieu d'une concertation importante entre les élus du bassin versant et les administrations à l'issue de laquelle le principe d'élaboration d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux va être validé.

La consultation pour le périmètre du SAGE est réalisée auprès des 203 communes fin 1998 et donne lieu à l'arrêté préfectoral en date du 26 février 1999.

La composition initiale de la Commission Locale de l'Eau est fixée par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1999.

Le Syndicat Mixte pour la mise en œuvre du S.A.G.E. de la Canche créé le 13 avril 2000 est désigné comme structure porteuse chargée de piloter le S.A.G.E.. Il est composé des 16 communautés de communes et de 2 syndicats intercommunaux (18 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale).



### 3 -L'ORGANISATION ET LES ACTEURS DU S.A.G.E.

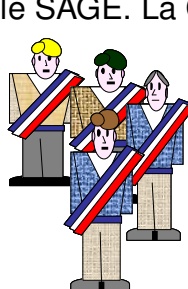
#### La Commission Locale de l'Eau : le « parlement de l'eau »

##### Rôle et composition de la Commission Locale de l'Eau

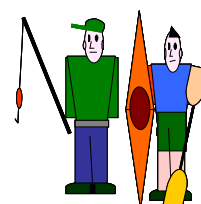
Ce sont les articles R 212-26 à R 212-42 du Code de l'Environnement (introduits par le décret 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux) qui définissent les modalités de mise en œuvre des SAGE.

L'organisation se structure autour de 3 collèges :

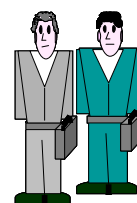
- **La Commission Locale de l'Eau (CLE)** : Assemblée délibérante chargée d'élaborer et de mettre en œuvre le SAGE. La CLE définit les axes de travail, les décisions stratégiques, consulte les partenaires institutionnels, organise la mobilisation des financements.



½ CLE : collège des élus



¼ CLE: collège des usagers



¼ CLE: collège des administrations

La CLE du bassin versant de la Canche a été instituée par le Préfet du Pas de Calais en juillet 1999. Après un premier mandat de 6 années, la CLE se prépare à une seconde phase de consultation principalement axée autour de la validation et de l'approbation du SAGE.

- **Le Bureau de la CLE** (ou Commission Permanente) : Ce comité exécutif, représentatif de la CLE, synthétise les travaux des différentes commissions thématiques et prépare les travaux de la CLE.
- **Les Commissions Thématiques** : Elles constituent les « chevilles ouvrières du SAGE ». Leur rôle est de définir et travailler sur les principaux thèmes et enjeux du SAGE.



La composition de la CLE fixée par arrêté préfectoral du 13 juillet 1999, a été modifiée et a donné lieu à plusieurs arrêtés préfectoraux :

- le 19 janvier 2001 : modification des représentations au collège des élus pour le Conseil Régional Nord Pas de Calais, la Communauté de communes du Canton d'Hucqueliers ; modification au collège des usagers pour la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- le 18 octobre 2002 : modification au collège des élus représentant la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale ;
- le 9 décembre 2002 : modification au collège des usagers par l'intégration de l'association « Groupement de Défense de l'Environnement de l'Arrondissement de Montreuil » en remplacement de l'association « Truite Ombre Saumon » ;
- le 1<sup>er</sup> juillet 2004 suite aux élections cantonales et régionales de mars 2004 : modification au collège des élus pour la représentation du Conseil Régional Nord Pas de Calais et du Conseil Général du Pas de Calais ;
- le 1<sup>er</sup> octobre 2004 : modification au collège des usagers pour la représentation des distributeurs d'eau ;

Après un premier mandat de 6 années, une nouvelle consultation a été organisée par Monsieur Le Préfet pour renouveler la représentation des différents collèges.

L'arrêté du 6 décembre 2006 fixe une nouvelle composition de la CLE de la Canche :

**En 2007, La CLE est composée de 64 membres :**

- 32 représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;
- 16 représentants des usagers ;
- 16 représentants des administrations.

## **Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux :**

### **Deux représentants du Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais**

Titulaires : - Mme Catherine BOURGEOIS  
- Mme Danièle LHOMME

Suppléants : - Mme Myriam CAU  
- Mme Régine SPLINGARD

### **Deux représentants du Conseil Général du Pas-de-Calais**

Titulaires : - M. Michel DRANSART  
- M. Jean WALLON

Suppléants : - M. Jean-Marie KRAJEWSKI  
- M. Maurice LOUF



**Un représentant de la Communauté de communes du Saint-Polois :**

Titulaire : M. Michel BECU, maire de PIERREMONT

Suppléant : M. Alexis DALLERY, maire de SAINT-MICHEL-SUR- TERNOISE

**Un représentant de la Communauté de communes de la Région de FREVENT :**

Titulaire : M. Roger PRUVOST- Maire de FREVENT

Suppléant : M. Christian DEQUIDT– Conseiller à la commune de Frévent

**Un représentant de la Communauté de communes du Canton d’HUCQUELIERS et environs**

Titulaire : M. Jean-Marie LECLERCQ - Maire d'HUMBERT

Suppléant : M. Philippe PIQUET - Maire de BEUSSENT

**Un représentant de la Communauté de communes Mer et Terres d'Opale :**

Titulaire : M. Léonce DEPREZ – Président

Suppléant : M. Yves MARTEL – Maire de Longvilliers

**Un représentant de la Communauté de communes du Montreuillois :**

Titulaire : M. Guy BEAL – Conseiller à la commune de la Madeleine sous Montreuil

Suppléant : M. André DUCROCQ – Adjoint à la commune de Montreuil sur Mer

**Un représentant du Syndicat Intercommunal d’Aménagement de la Basse Vallée de la Canche :**

Titulaire : M.. Jean-Marie LASSIMONE, Adjoint au maire de BEAURAINVILLE

Suppléant : M. Jean THERON, Adjoint au maire de CONTES

**Un représentant de la Communauté de communes de l'Hesdinois :**

Titulaire : M. Christian LECERF – Maire de Contes

Suppléant : M. Jean-Claude DARQUE – Maire d’Auchy les Hesdin

**Un représentant de la Communauté de Communes du Pays d’HEUCHIN :**

Titulaire : M. Claude HOGUET, Maire de MONCHY-CAYEUX

Suppléant : M. Xavier DELAMINE, Maire de TENEUR.

**Un représentant de la Communauté de Communes du Val de Canche et d’Authie :**

Titulaire : M. Pierre BATAILLE, Maire de LOISON-SUR-CREQUOISE

Suppléant : M. Pascal DERAY, Maire d'HESMOND



**Un représentant de la Communauté de Communes de la Région de DESVRES :**

Titulaire : M. Marc DENAVAUT, Maire Adjoint de COURSET  
Suppléant : Mme Brigitte DEPREMONT, Maire de BELLBRUNE

**Un représentant de la Communauté de Communes du Pernois :**

Titulaire : M. Bernard ROUSSEL , Maire de HUCLIER  
Suppléant : M. Claude GOSSELIN, Maire de HESTRUS

**Un représentant de la Communauté de Communes des Villages Solidaires :**

Titulaire : Mme Pierrette DUEZ, Maire de REBREUVIETTE  
Suppléant : M. Renée DELBEE, Maire de HOUVIN-HOUVIGNEUL

**Seize maires :**

Titulaires :

M. Roger PRUVOST, Maire de FREVENT  
M. Ghislain TETARD, Maire de BEAURAINVILLE  
M. Jean-Marie ROUSSEL, Maire d'HESDIN ,  
M. Maurice LOUF, Maire de SAINT-POL-SUR-TERNOISE  
M. Marc BRIDOUX, Maire de HAUTECLOQUE  
M. Marcel GUERVILLE, Maire d'ETAPLES  
M. Jean LEBAS, Maire de LA CALOTTERIE  
M. Jean-Marie LECLERCQ, Maire de HUMBERT  
M. Bernard PION, Maire de MONTREUIL  
M. Michel DEPLANQUE, Maire de GALAMETZ  
M. Germain DOLLE, Maire de CREQUY  
M. Arthur HERMANT, Maire d'EPS-HERBEVAL  
M. Guy LAMBERT, Maire d'HALINGHEN  
Mme Christiane BERTON, Maire de GRAND-RULLECOURT  
M. Régis PICQUE, Maire de BRIMEUX  
Mme Claudine PRUVOST, Maire de RECQUES-SUR-COURSE



Suppléants :

M. Michel OUDART, Maire de BOURET-SUR-CANCHE  
M. Alain DECAUDIN, Maire de MARESQUEL-ECQUEMICOURT  
M. Serge ROUSSEL, Maire d'HUBY-SAINT-LEU  
M. Jean-Michel SALOPPE, Maire de GAUCHIN-VERLOINGT  
M. Claude BACHELET, Maire de CROISETTE  
M. Pierre-Marie DUSANNIER, Maire de CORMONT  
Mme Geneviève MARGUERITE, Maire de LEFAUX  
M. Philippe PIQUET, Maire de BEUSSENT  
M. Léonce DEPRez, Maire du TOUQUET  
M. Jean-Claude DARQUE, Maire d'AUCHY-LES-HESDIN  
M. Pierre BATAILLE, Maire de LOISON-SUR-CREQUOISE  
M. Michel LECIGNE, Maire d'ANVIN  
M. Christian PENIGUEL, Maire de DOUDEAUVILLE  
M. Francis HENNEBELLE, Maire de MARQUAY  
M. Norbert TRUPIN, Maire de MARLES-SUR-CANCHE  
M. Dominique SZCZEPANSKI, Maire d'ESTRELLES

## **Collège des usagers**

### **Un représentant des propriétaires riverains :**

Titulaires : M. Jean BARDET  
Suppléant : M. Jean-Michel TROLLE

### **Un représentant des associations de défense de l'environnement :**

Fédération NORD-NATURE :

Titulaire : M. Jean-Charles BRUYELLE  
Suppléant : M. Raoul CADART

### **Deux représentants de la Chambre d'Agriculture :**

Titulaires : M. Hervé MARTEL  
M. Bruno ROUSSEL

Suppléants : M Michel DELATTRE  
M. Jean-Marie CARLU

### **Deux représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie :**

Titulaires : M. Jean Pierre SERGENT  
Mme Nathalie GHIDOSSI

Suppléants : M. Jean LANGLET  
M. Hubert DELEARDE



**Un représentant des pêcheurs :**

Titulaire : M. Jean-Claude DUPUIS, Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

Suppléant : M. Daniel VANTOUROUX, Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

**Un représentant de l'usage sports et loisirs :**

Titulaire : M. Guy DUPONT, Comité départemental de canoë kayak

Suppléant : M. Daniel RENARD, Comité départemental de canoë kayak

**Un représentant des distributeurs d'eau :**

Titulaire : M. Lionel TURPIN, Société des Eaux

Suppléant : M. Lionel MARQUIS, Société des Eaux

**Un représentant du Conservatoire du Littoral :**

Titulaire : M. Christophe LEFEBVRE

Suppléant : M. Etienne DUBAILLE

**Syndicat de dessèchement de la Vallée d'AIRON versant Nord :**

Titulaire : M. François DUSANNIER

Suppléant : M. Jean-François RAPIN

**Association Syndicale autorisée Canche/Authie :**

Titulaire : M. Octave FLAHAUT

Suppléant : M. Pierre-Marie DUSANNIER

**Groupelement de Défense de l'environnement de Montreuil-sur-Mer :**

Titulaire : M. Marc EVERARD

Suppléant : M. David CAILLET

**Association ELAN :**

Titulaire : M. René BAKOWSKI

Suppléant : M. Denis RATELADE

**Un représentant du Syndicat des Propriétaires Forestiers sylviculteurs :**

Titulaire : M. Serge De HAUTECLOQUE, Président

Suppléant : M. Charles DU HAYS



**Un représentant des chasseurs :**

Titulaire : M. Didier FREMAUX, Conseil départemental des chasseurs de gibiers d'eau

Suppléant : M. Philippe BETTIG, Fédération départementale des chasseurs



## **Collège des représentants des administrations et des établissements publics de l'Etat**

M. le Préfet du Pas-de-Calais ou son représentant  
M. le Directeur régional de l'Environnement ou son représentant  
M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ou son représentant  
M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant  
Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant  
M. le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau ou son représentant  
M. le Délégué régional du Conseil Supérieur de la Pêche ou son représentant  
M. le Directeur de l'Agence de l'Eau ou son représentant  
M. le Directeur départemental de l'Equipeement ou son représentant  
M. le Directeur du Centre de BOULOGNE-SUR-MER de l'IFREMER  
M. le Directeur du Service Maritime des Ports de BOULOGNE-SUR-MER et CALAIS  
M. le Directeur interdépartemental des Affaires Maritimes ou son représentant  
M. le Lieutenant Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie du Pas-de-Calais  
Mme la Déléguée régionale au Tourisme  
Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services départementaux de l'Education Nationale du Pas-de-calais  
Un représentant de Université du Littoral Côte d'Opale (représenté par M. Daniel FASQUELLE, professeur des Universités, Agrégé des facultés de droit, Doyen de la Faculté de droit du Littoral)

**Le bureau de la CLE ou Commission Permanente** (réélue lors de la séance plénière du 11 décembre 2006 suite au renouvellement de la CLE) se compose comme suit :

Collège des Collectivités Territoriales et Etablissements Publics Locaux :

- **Mme Catherine BOURGEOIS**, Conseillère Régionale ;
- **Mme Pierrette DUEZ**, Maire de Rebreuviette ;
- **Mr Christian LECERF**, Maire de Contes ;
- **Mr Jean Marie LASSIMONNE**, Président du SIABVC ;
- **Mr Jean Marie ROUSSEL**, Maire d'Hesdin ;
- **Mr Michel BECU**, Maire de Pierremont ;
- **Mr Roger PRUVOST**, Maire de Frévent ;
- **Mr Maurice LOUF**, Maire de Saint Pol sur Ternoise ;
- **Mme Christiane BERTON**, Maire de Grand Rullecourt ;
- **Mr Bernard PION**, Maire de Montreuil sur Mer ;
- **Mr Jean LEBAS**, Maire de La Caloterie.



Collège des Usagers :

- **Mr René BAKOWSKI**, Association ELAN;
- **Mr Lionel TURPIN**, Distributeurs d'Eau;
- **Mr François DUSANIER**, Ass. Vallée d'Airon Notre Dame;
- **Mr Octave FLAHAUT**, Ass. Syndicale Autorisée Canche Authie ;
- **Mr Serge DE HAUTECLOQUE**, Propriétaires Forestiers Sylviculteurs

Collège des Administrations et Etablissements Publics de l'Etat :

- Un représentant de la **Préfecture du Pas de Calais**,
- Un représentant de la **Direction Régionale de l'Environnement**,
- Un représentant de l'**Agence de l'Eau Artois-Picardie**,
- Un représentant de la **Direction Départementale de l'Equipement** ;
- Un représentant de la **Mission Inter service de l'Eau du Pas de Calais**.



## **Les Commissions thématiques et géographiques : les « chevilles ouvrières » du SAGE**

Le Décret n°92-1042 du 24 septembre 1992 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux, modifié par le décret n°2005-1329 du 21 octobre 2005 fixe les modalités d'élaboration d'un SAGE.

Lors de la première séance plénière de la Commission Locale de l'Eau le 22 juin 2000, 4 commissions thématiques furent installées en fonction des enjeux du bassin versant. Ainsi, les commissions se répartissent selon les thèmes suivants :

**Commission « Fonctionnement hydraulique et gestion du territoire »**

**Commission « Gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau »**

**Commission « Patrimoine naturel et piscicole – Barrages »**

**Commission « Information et sensibilisation »**

Ces commissions sont présidées par un membre de la CLE pouvant appartenir à l'un des deux collèges des collectivités ou des usagers. Composées de membres de la CLE et de toutes personnes volontaires, l'objectif des commissions était, dans un premier temps, de faire des propositions à la CLE pour la réalisation de l'état des lieux. Véritables cellules de concertation, les commissions devaient dresser le bilan des pratiques et usages en cours autour de la ressource en eau et des milieux aquatiques du bassin versant.

## **Déroulement des étapes de rédaction du SAGE**

Les travaux ont débuté en 2001 par les premières réunions des commissions thématiques. Globalement, 4 phases peuvent être distinguées :

### **De février 2002 à septembre 2004 : Rédaction de l'état des lieux, du diagnostic et définition des grandes orientations stratégiques**

L'écriture de l'état des lieux a été confiée au Syndicat Mixte pour la mise en œuvre du SAGE de la Canche, structure opérationnelle d'élaboration et de mise en œuvre du SAGE, lors de la Commission Permanente du 27 février 2002. Pilotée par les commissions thématiques, l'équipe du Syndicat Mixte a réalisé la synthèse et le recueil des données existantes auprès des nombreux partenaires et acteurs du bassin versant.

Lors de l'élaboration de l'état des lieux et pour la définition des orientations stratégiques, une consultation par sous-bassin a été organisée. Des commissions géographiques ont réuni par secteurs les acteurs de l'eau de manière à prendre en compte les éventuelles spécificités.

**Commission géographique : « Haute Canche » le 18 mai 2004**

**Commission géographique : « Ternoise » le 23 mai 2004**

**Commission géographique : « Littoral - Basse Canche » le 1<sup>er</sup> juillet 2004**

**Commission géographique : « Moyenne Canche et Affluents » le 5 juillet 2004**



Ainsi grâce aux propositions des commissions thématiques et géographiques et aux validations successives de la CLE, l'état des lieux-diagnostic du bassin versant de la Canche a été adopté par la CLE le 30 septembre 2004.

### **En 2005 et 2006 :**

La rédaction des mesures et des actions s'est appuyée sur une consultation dans un premier temps, technique avec 6 groupes d'experts techniques et dans un second temps, par une relecture et une validation des commissions thématiques.

Les groupes de travail techniques étaient composés des techniciens des administrations et des organismes partenaires, des associations spécialisées et des techniciens des collectivités locales :

- **Groupe « Eaux souterraines »** : 2 réunions en 2004 et 3 réunions entre février et avril 2005 ;
- **Groupe « Bassin versant »** : 1 réunion en 2004 et 3 réunions entre janvier et mai 2005 ;
- **Groupe « Cours d'eau »** : 1 réunion en 2004 et 3 réunions entre janvier et avril 2005 ;
- **Groupe « Zones humides »** : 2 réunions en 2004 et 2 réunions entre mars et mai 2005 ;
- **Groupe « Eaux superficielles »** : 1 réunion en 2004 et 2 réunions entre février et avril 2005 ;
- **Groupe « Littoral »** : ce groupe était composé des techniciens des administrations mais également des acteurs locaux notamment les représentants des associations syndicales autorisées des Bas-Champs : 2 réunions en 2004 et 3 réunions entre février et mai 2005.

Cette mission s'est clôturée par 2 « inter –groupes » les 12 et 18 juillet 2005 afin de s'assurer de la cohérence des propositions.

A partir de novembre 2005, les 4 commissions thématiques ont relu et analysé les propositions faites par les experts techniques et ont retenu les mesures et les actions pour les proposer ensuite à la CLE.

- **Commission « Gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau »** :
  - 2 réunions entre novembre et décembre 2005
  - 4 réunions entre janvier et juin 2006
- **Commission « Patrimoine naturel et piscicole-Barrages »** :
  - 1 réunion en novembre 2005
  - 3 réunions entre janvier et juin 2006
- **Commission « Fonctionnement hydraulique et gestion du territoire »** :
  - 1 réunion en 2005
  - 3 réunions entre janvier et mai 2006



- **Commission « Valorisation et sensibilisation »** : Cette commission a un rôle plus transversale mais s'est davantage focalisée sur les actions nécessaires pour améliorer la communication et sensibiliser l'ensemble des publics. Les rencontres ont permis d'orienter et de valider les différents programmes proposés par le Syndicat Mixte (animations auprès des scolaires, promotion de la journée mondiale de l'Eau,...)
  - 2 réunions en 2001
  - 1 réunion en 2002
  - 3 réunions en 2006

**A partir de 2007** : La phase de validation va s'organiser autour de la relecture du document en séance plénière de la CLE surtout au 2<sup>ème</sup> semestre.

Suite à la publication de la LEMA, l'année 2008 sera réservée aux grandes étapes de validation telles que la consultation du Comité de bassin et l'enquête publique.



## Calendrier récapitulatif :

26 février 1999	<b>Arrêté préfectoral instituant le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux</b>
13 juillet 1999	Arrêté préfectoral instituant la <b>composition de la Commission Locale de l'Eau</b>
22 juin 2000	Séance plénière de la CLE à Hesdin <b>Election du Président et installation des 4 commissions thématiques avec élection de leur président :</b> « Fonctionnement hydraulique et gestion du territoire » « Information et sensibilisation » « Patrimoine naturel et piscicole – Barrages » « Gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau »
10 juillet 2001	Séance plénière de la CLE à Auchy les Hesdin Suite aux élections municipales, réélection des présidents des commissions thématiques, désignation des membres de la Commission Permanente, adoption du règlement intérieur de la CLE.
De mars 2001 à janvier 2002	<b>Premières séances des commissions thématiques</b> Premières rencontres de concertation avec les principaux acteurs du bassin versant
27 février 2002 et 12 septembre 2002	Commission Permanente Validation des premiers travaux des commissions thématiques <b>Désignation du Syndicat Mixte pour la réalisation de l'état des lieux</b>
7 novembre 2002	Séance plénière de la CLE à Etaples sur Mer Information relative à la portée juridique du SAGE – Point d'avancement des études pour l'état des lieux
De mai 2002 à juin 2003	Recueil et synthèse des données par les commissions thématiques et propositions d'un état des lieux par thèmes avec validations successives de la Commission Permanente (20 juin 2003) et de la CLE
De juin 2003 à mars 2004	Mise en cohérence des états des lieux par thèmes pour aboutir à l'état des lieux-diagnostic global, finalisation de la partie cartographique
Avril 2004	<b>Consultation de la CLE, des commissions thématiques, des partenaires techniques pour modification et/ou validation de l'état des lieux diagnostic du bassin versant de la Canche</b>
23 avril 2004	Commission permanente : Pré validation de l'état des lieux-diagnostic et création de 4 commissions géographiques
De mai à septembre 2004	A partir des résultats de l'état des lieux diagnostic, définition des orientations du SAGE de la Canche avec l'appui de 4 commissions géographiques
30 septembre 2004	Séance plénière de la CLE à Gauchin-Verloingt précédée d'une Commission Permanente (23 septembre) <b>Validation de l'état des lieux des lieux diagnostic et validation des orientations stratégiques et spécifiques du SAGE de la Canche</b>
De octobre 2004 à juillet 2005	A partir des orientations stratégiques et spécifiques définies, rédaction des propositions de mesures et actions du SAGE de la Canche par des groupes d'experts



De septembre 2005 à juillet 2006	Réunion des commissions thématiques pour analyse critique des propositions des mesures et actions – Finalisation d'une première « maquette » du SAGE
11 décembre 2006	Renouvellement du mandat de la CLE
22 novembre 2007	Adoption en séance plénière de la CLE du PAGD
18 décembre 2007 18 janvier 2008	Séances de travail en commission permanente élargie pour la rédaction du règlement



## 4 - LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU ET DU BASSIN VERSANT

De nombreux acteurs sont concernés par la gestion de l'eau sur le territoire du bassin versant de la Canche.

Parmi les principaux, les missions et compétences des suivants peuvent être présentées :

### **Collectivités territoriales et structures intercommunales**

#### ▪ Conseil Régional Nord Pas de Calais

La région a défini quatre principaux programmes en matière de politique de l'eau :

- Protection des ressources en eau par la sauvegarde des milieux aquatiques ;
- Intervention dans les procédures contractualisées de contrat de rivière et de S.A.G.E ;
- Soutien aux efforts de sauvegarde des champs captant irremplaçables ;
- Amélioration de la qualité des eaux du littoral.

Le Conseil régional peut octroyer des subventions aux partenaires publics, socio-économiques et associatifs lorsqu'ils agissent dans certains domaines, dont celui de l'eau, afin de protéger la ressource en quantité et qualité, de prévenir le risque sur les zones inondables et humides et de maîtriser l'eau dans l'usage quotidien.

La région met également en place un certain nombre d'outils de gestion et de planification tels que la Trame Verte pour la gestion intégrée du paysage, ou encore la Trame Bleue pour la gestion de la ressource en eau et la préservation des espaces inondables.

Récemment, le Conseil Régional a pris compétence sur les réserves naturelles régionales. Ainsi, les réserves volontaires deviennent réserves régionales.

#### ▪ Conseil Général Pas de Calais

Depuis quelques années, le Conseil Général du Pas de Calais s'est engagé pour la protection de l'eau et ceci au travers de plusieurs axes :

#### **- La gestion des aides départementales pour la mise en place et le suivi des périmètres de protection des captages :**

Depuis 1976, le Conseil Général a accepté de prendre en charge, en qualité de maître d'ouvrage délégué, la mise en oeuvre des périmètres des captages d'alimentation en eau potable des collectivités du département. Leur réalisation associe des bureaux d'études désignés par le Conseil Général suite à un appel d'offre ouvert.

Face à la demande fortement croissante en 1996, le Conseil Général a revu ses conditions d'intervention en la matière.



Ainsi, la nouvelle politique arrêtée au Conseil Général du 10 Février 1997 est la suivante :

- Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée pour toutes les collectivités qui le souhaitent quelque soit la taille du captage : simple ou champ captant ;
- Adopter, en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée, un financement en fonction de la complexité de la protection et de la taille de la collectivité.

**- La réalisation du Schéma directeur de la ressource, de la production et de la distribution d'eau potable du département :**

Le CG réalise avec l'appui financier de l'Agence de l'Eau le schéma.

Ce projet a pour objectif d'aider les élus et maîtres d'ouvrage à faire des choix, à prendre des décisions et leurs permettre ainsi :

- De résoudre et anticiper les insuffisances relatives à la quantité et la qualité de l'eau potable,
- de sécuriser la desserte en eau des usagers,
- et de planifier et rationaliser les investissements aux niveaux communal et départemental avec une vision à court et moyen terme.

Après l'état des lieux (qui comprend le recueil des données auprès des administrations et les enquêtes auprès des collectivités), une analyse de l'existant établira un diagnostic précis en identifiant les problèmes actuels.

L'analyse prospective répondra aux questions suivantes :

Quels sont les besoins prévisibles à échéance 10 ans ?

Les ressources actuelles peuvent elles y répondre ?

Quelles sont les difficultés prévisibles ?

Quels programmes de prospection doit-on mener ?

Les mesures du SAGE proposent d'accompagner cette démarche et de prendre en compte les résultats du diagnostic. Un partenariat entre le Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche et le Conseil Général est proposé pour la mise en œuvre d'actions pertinentes sur le bassin versant de la Canche.

D'autre part, le Conseil Général intervient dans d'autres domaines qui ont un lien plus ou moins direct avec l'eau :

- l'aménagement foncier et rural ;
- les espaces naturels sensibles (Taxe Départemental des Espaces Naturels Sensibles).

Enfin, le Conseil Général intervient aux côtés de la Chambre d'Agriculture dans le cadre d'une convention pour la réalisation de diagnostic hydraulique pour les collectivités.



- Le Syndicat Mixte pour la mise en œuvre du SAGE de la Canche

Le Syndicat Mixte pour la mise en œuvre du S.A.G.E. de la Canche créé le 13 avril 2000 est désigné comme structure porteuse chargée de piloter le S.A.G.E.. Il est composé

- de 16 communautés de communes : structures à fiscalité propre dont certaines ont des compétences spécifiques pour la gestion de l'eau

Communauté de Communes de l'ATREBATIE

Communauté de Communes de CANCHE – TERNOISE

Communauté de Communes de la REGION DE FREVENT

Communauté de Communes du PAYS d'HEUCHIN

Communauté de Communes du PERNOIS

Communauté de Communes du SAINT - POLOIS

Communauté de Communes des VILLAGES SOLIDAIRES

Communauté de Communes du VAL DE CANCHE ET D'AUTHIE

Communauté de Communes de FRUGES ET SES ENVIRONS

Communauté de Communes d'HUCQUELIERS ET SES ENVIRONS

Communauté de Communes de DESVRES

Communauté de Communes MER ET TERRES D'OPALE

Communauté de Communes OPALE SUD

Communauté de Communes de l'HESDINOIS

Communauté de Communes du MONTREUILLOIS

Communauté de Communes de SAMER et ses ENVIRONS

- de 2 syndicats intercommunaux : structures sans fiscalité propre ; celles-ci ont des compétences particulières pour la gestion de l'eau ;

S.I.V.U de la Vallée de la Canche : Adduction eau potable et assainissement ;

Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Basse Vallée de la Canche : entretien de la basse vallée de la Canche et protection contre les inondations.

L'article 3 des statuts, fixe les compétences du Syndicat Mixte :

**Article 3** : Le Syndicat Mixte a pour objet d'intervenir dans l'aménagement et la gestion des eaux dans le cadre des compétences définies à l'article L.211-7 du Code de l'Environnement et notamment en mettant en œuvre les décisions issues de la Commission Locale de l'Eau.

1 – Elaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Canche :

Etudes, concertation avec les acteurs locaux, actions de communications et de sensibilisation ;

2 – Coordination des actions sur le bassin versant et conseil auprès des intercommunalités et des communes :

a) Pendant toute l'élaboration du SAGE, le Syndicat Mixte est associé aux opérations et actions menées par les intercommunalités et communes du bassin versant en matière de gestion et d'utilisation de la ressource en eau.



Il peut assurer le conseil et l'appui technique sur demande de ces collectivités ainsi que la conduite de certaines études et expertises.

La réalisation des travaux définis reste à charge des intercommunalités ou communes ou du Syndicat Mixte par délégation de maîtrise d'ouvrage publique (paraphe 3).

b) Réalisation coordonnées des objectifs du SAGE de la Canche, une fois approuvé : le Syndicat Mixte réalisera et/ou participera au montage technique et financier des travaux. Le Syndicat Mixte fixera, par voie de convention, avec les intercommunalités maître d'ouvrage, les conditions de réalisation et d'entretien pérenne des équipements et ouvrages réalisés dans le cadre du SAGE.

### 3 – Délégation de maîtrise d'ouvrage publique pour les travaux et opérations d'aménagement et de gestion des eaux sur le périmètre du Syndicat Mixte :

Selon l'application de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique n°85-704 du 12 juillet 1985 dite loi M.O.P., le Syndicat Mixte peut être nommé maître d'ouvrage mandataire pour le compte de la ou des communes, de la ou des intercommunalités compétentes qui le solliciteront officiellement. Les deux parties conformément aux dispositions de la loi citée ci-dessus, seront liées par une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage publique qui fixera le détail de la mission (article 3 de la loi M.O.P.)

Selon l'article 2 de la présente loi, les collectivités pourront en outre confier au syndicat mixte, l'élaboration « des études nécessaires à l'élaboration du programme et à la détermination de l'enveloppe financière prévisionnelle ».

Les programmes de travaux et opérations devront être compatibles avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois-Picardie et ensuite avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de la Canche, une fois approuvé.

L'intervention du Syndicat Mixte sera soumise pour validation aux membres du Conseil Syndical lors de leur assemblée ainsi que l'étude d'une éventuelle participation financière au programme concerné.

### 4 – Dans le cadre de la loi Pêche Art. 432-6 du Code de l'Environnement concernant la libre circulation des poissons migrateurs sur la Canche, la Ternoise (arrêté préfectoral de 1986) et leurs affluents (arrêté préfectoral de 1997), le Syndicat Mixte a pour mission :

. Réaliser des études sur les affluents afin de proposer aux propriétaires de barrages des projets permettant l'ouverture ou l'aménagement des ouvrages en vue d'assurer la libre circulation des salmonidés (notamment étude des affluents) ;



- Les territoires des Pays :

Le bassin versant de la Canche est concerné par 3 procédures de Pays dont l'état d'avancement est variable :

- Le Pays d'Artois ;
- Le Pays du Ternois
- Le Pays des 7 Vallées
- Le Pays du Montreuillois

Un pays désigne un territoire de projet caractérisé par une cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale, pour le développement de contrats de pays au sens de la loi du 4 février 1995, dite loi Pasqua ou LOADT (Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire), complétée par l'article 25 de la loi du 25 juin 1999, dite loi Voynet ou LOADDT (Loi d'Orientation de l'Aménagement Durable du Territoire)- (Décret d'application n° 2000-909 du 19 septembre 2000 paru au Journal Officiel le 20 septembre 2000).

Auparavant expérimentaux puis constatés par les préfetures, les pays ont depuis la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) de décembre 2000 vocation à être reconnus par l'État. Les pays actuels avaient jusqu'au 7 mai 2006 pour signer avec l'État.

Même s'il ne s'agit pas d'une structure territoriale proprement dit, le projet de pays au sein de la charte, propose de nombreuses actions et notamment en matière de protection de l'environnement dont la ressource en eau fait partie. La cohérence avec les préconisations du ou des SAGE selon les bassins versants concernés, doit être recherchées. Des actions communes peuvent également être engagées.

## **Administrations et établissements publics de l'Etat**

- Le Préfet du Pas de Calais:

Au niveau départemental, le Préfet est le chef de l'ensemble des services déconcentrés de l'Etat. Il anime et coordonne la politique de l'eau en matière de police et de gestion des ressources en eau afin de réaliser l'unité et la cohérence des actions déconcentrées de l'Etat. Il a pour cela autorité sur tous les services déconcentrés des différents ministères : Direction Départementale de l'Agriculture, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

C'est à lui qu'il revient d'accorder des autorisations au titre de l'article L214-1 et suivants du Code de l'Environnement et de la réglementation des installations classées. Ses arrêtés précisent en outre les prescriptions applicables à ces installations.



Le Préfet est compétent pour toutes les mesures relatives à la répartition des eaux, au libre écoulement et à la conservation des eaux (déversement, construction d'ouvrages, extraction dans le lit des rivières, exécution des travaux, curage et faucardage).

La loi du 2 février 1995 accroît les pouvoirs du Préfet en matière d'amélioration de l'entretien des cours d'eau, de la réglementation pour des motifs d'environnement, de la circulation d'engins nautiques sur les cours d'eau.

Le Sous-Préfet nommé par décret du Président de la République représente le Préfet, donc l'Etat, dans l'arrondissement.

Le Sous-Préfet est en charge de l'administration générale. Il concourt au maintien de la sécurité et de l'ordre public et veille à la protection des populations.

Il est le garant du respect des règles administratives dont il organise et supervise le contrôle tout en apportant aux collectivités territoriales les conseils appropriés.

Il joue un rôle d'animation et de conseil dans le souci de l'intérêt général dans les principaux domaines de la vie collective, économique, sociale, culturelle.

Dans le cadre des démarches préalables à l'instauration de la CLE et à la création du Syndicat Mixte, les Sous Préfets successifs de l'Arrondissement de Montreuil sur Mer ont œuvré et œuvrent encore beaucoup pour que le SAGE soit un outil fondamental de gestion de l'eau sur le territoire.

- La Mission Inter-Service de l'Eau du Pas de Calais:

La Mission Interservices de l'Eau a pour objectif général d'assurer la coordination des interventions de l'Etat dans le domaine de l'eau dans le département du Pas-de-Calais. Elle regroupe notamment différents services de l'Etat et établissements publics dont la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), le Service Navigation, le Service Maritime des ports de Boulogne-sur-Mer et Calais, la Direction Départementale de l'Equipement (DDE), la Direction Départementale des Services Vétérinaires (DDSV), la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN), la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE), la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS), l'Agence de l'Eau Artois Picardie et l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA).

- La Direction Régionale de l'Environnement Nord Pas de Calais (DIREN):

La Direction Régionale de l'Environnement est un service déconcentré du Ministère du Développement et de l'Aménagement Durable. Elle conduit et suit les politiques en faveur de l'environnement et concourt à son intégration dans toutes les autres politiques. Elle assure ses missions au cœur du service public de l'environnement dans les départements, la région, le bassin Artois-Picardie et le district hydrographique international de l'Escaut.

L'action de la DIREN dans le domaine de l'eau est animée par le Service de l'Eau, des Milieux Aquatiques et des Risques Naturels (SEMARN) dont les missions sont :

- Les suivis hydrologiques, hydrométriques et pluviométriques



- L'annonce et la prévision des crues .
- La cartographie des risques
- L'hydrobiologie .
- La mise en oeuvre des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE, SAGE), le lancement et la coordination des contrats de rivières.
- Dans le cadre de la délégation de bassin, la DIREN Nord Pas-De-Calais assure l'animation, la coordination et la planification en matière de gestion de la ressource en eau, de la qualité des eaux, de suivi et de préservation des milieux aquatiques (faune et flore).
- La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du Pas de Calais (DDAF):

Placée sous l'autorité du Préfet, la DDAF est chargée de tous les problèmes intéressant l'hydraulique, la pêche, la protection, l'aménagement et l'équipement de l'espace rural.

Elle remplit également de nombreuses missions pour le compte d'autres ministères, notamment l'environnement, l'équipement et la santé dans le domaine de l'eau.

Elle est notamment responsable du Service Départemental de Police de l'Eau. Elle exerce donc les missions de police de l'eau superficielle et souterraine dans le Pas-de-Calais sur l'ensemble des communes du département excepté sur les secteurs sous compétence du Service Navigation et du Service Maritime des ports de Boulogne-sur-Mer et Calais.

Elle apporte son concours technique aux communes, particulièrement en matière d'alimentation en eau potable et en assainissement mais également pour l'ingénierie relative aux travaux de protection contre les inondations et les ruissellements.

- La Direction Départementale de l'Equipement du Pas de Calais (DDE):

Dans le domaine de l'eau, les agents de la DDE sont mis à disposition du Ministère de l'Environnement et interviennent dans différents domaines :

- lutte contre les inondations au travers de la gestion de système d'alerte de crues ou de l'élaboration de plans de prévention des risques,
- gestion, entretien des voies navigables et de ports dans certains départements.

- La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales du Pas de Calais (DDASS) :

La DDASS assure l'inspection technique de l'ensemble des activités sanitaires relevant du Secrétariat d'Etat à la Santé.

Elle est responsable de la surveillance de la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine, de la qualité des eaux de baignade et des rejets.

Dans le domaine de l'eau, ce sont essentiellement les services Santé-Environnement qui interviennent pour :

- l'instruction des demandes d'autorisation des nouveaux captages et de création des périmètres de protection autour des captages ;
- les visites techniques régulières des installations publiques de pompage, de traitement et de stockage ;



- les analyses périodiques de la qualité des eaux de la ressource exploitée, des eaux produites et distribuées aux populations.
- Le Service Maritime des Ports de Boulogne sur Mer et de Calais (SMBC):

Le Service Maritime des ports de Boulogne-sur-mer et de Calais (S.M.B.C.) est un service spécialisé de l'État dans le département du Pas-de-Calais, rattaché au Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (M.E.T.L.).

Il a pour missions essentielles :

- la gestion des deux ports d'intérêt national que sont Boulogne-sur-mer et Calais,
- l'étude, la construction et l'entretien des infrastructures portuaires,
- l'exploitation et l'entretien des écluses et ouvrages mobiles,
- la gestion et la conservation du domaine public maritime le long du littoral du Pas-de-Calais,
- l'entretien des profondeurs des deux ports (dragage, levés hydrographiques),
- la signalisation portuaire et maritime,
- l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral en liaison avec les collectivités concernées,
- la police et le contrôle des eaux marines (lutte contre la pollution, plan Polmar),
- la gestion technique du port départemental d'Étaples pour le compte du Conseil Général du port de Calais,
- la gestion de l'aéroport de Calais - Dunkerque.

- Le Conseil Supérieur de la Pêche (CSP) devenu depuis le 27 mars 2007 l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA):

Selon l'Art. R. 213-12-2, les missions de l'ONEMA sont . :

L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques peut, pour mener à bien ses missions, attribuer des concours financiers aux personnes tant publiques que privées ;

« Au titre de la connaissance, de la protection et de la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, l'office mène en particulier des programmes de recherche et d'études consacrés à la structure et au fonctionnement des écosystèmes aquatiques, à l'évaluation des impacts des activités humaines, à la restauration des milieux aquatiques et à l'efficacité du service public de l'eau et de l'assainissement.

« Au titre de l'appui fourni aux acteurs publics dans le domaine de l'eau, l'office assiste le ministère chargé de l'environnement notamment dans l'élaboration de la réglementation tant européenne que nationale et pour sa mise en oeuvre, dans la coordination de l'établissement des programmes de surveillance de l'état des eaux prévus par l'article L. 212-2-2 et dans les actions de coopération internationale.

« L'action de l'office à ses différents échelons territoriaux complète celle des services de l'Etat et des agences de l'eau. L'office assiste notamment les comités



de bassin pour la réalisation de l'analyse des incidences des activités sur l'état des eaux ainsi que des analyses économiques des utilisations de l'eau prévues par l'article L. 212-2-1

« Au titre de la réalisation du système d'information, l'office recueille les données et indicateurs relatifs à l'eau, aux milieux aquatiques et à leurs usages ainsi qu'aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement. Il définit le référentiel technique permettant l'interopérabilité de ses dispositifs de recueil, de conservation et de diffusion et le met à disposition dans des conditions fixées par décret.

▪ L'Agence de l'Eau Artois Picardie:

L'Agence de l'Eau est un établissement public de l'Etat. Financièrement autonome, elle est placée sous la double tutelle du Ministère chargé de l'environnement et du ministère des Finances.

La mission de l'Agence de bassin est d'apporter des conseils techniques aux élus, industriels et agriculteurs. Elle fournit des aides financières pour la réalisation de travaux ou d'actions nécessaires à la lutte contre la pollution des eaux et à la protection de la ressource en eau grâce notamment aux redevances perçues sur le bassin Artois-Picardie.

Ces domaines d'intervention sont :

- la gestion de la ressource en eau
- la lutte contre la pollution
- la préservation des milieux aquatiques
- le suivi de la qualité des eaux continentales et littorales.

Les objectifs de reconquête des eaux du bassin Artois-Picardie et les moyens financiers nécessaires pour y parvenir sont établis dans un programme d'intervention d'une durée de cinq ans. Depuis janvier 2007, le 9<sup>ème</sup> programme (2007-2012) est mis en œuvre et constitue un des outils au service des objectifs de la DCE. C'est un million d'euros qui seront consacrés principalement à la lutte contre la pollution des eaux (assainissement), la préservation des ressources et l'eau potable ainsi que la gestion des milieux aquatiques.

▪ Le Groupe Régional d'Actions contre la Pollution Phytosanitaire de l'Eau (GRAPPE):

**Le Groupe Régional d'Actions contre la Pollution Phytosanitaire de l'Eau Nord Pas de Calais (le GRAPPE) a été créé en avril 1997 à l'initiative du Préfet de Région Nord Pas de Calais** et suite à la circulaire du 19 juillet 1996 émanant du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, et du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. Le GRAPPE est co-animé par la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt (Service Régional de la Protection des Végétaux – DRAF/SRPV) et par la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN). Le groupe constitué d'experts en matière de produits phytosanitaires, assure une mise en commun des connaissances et des compétences, un partage et une capitalisation d'expérimentations, d'études et d'enquêtes. Il oriente et accompagne les changements d'usage de produits phytosanitaires dans les pratiques agricoles et non agricoles.



Il a également permis de mettre en œuvre des programmes de maîtrise des utilisations sur des bassins versants pilotes rencontrant des problématiques importantes de qualité des eaux souterraines tel que le bassin versant d'Airon Saint Vaast.

▪ Les usagers :

Plusieurs catégories d'usagers sont représentées au sein de la CLE.

On retrouve les chambres consulaires :

- La Chambre d'Agriculture du Pas de Calais qui représente la profession agricole. Compte-tenu de l'occupation de l'agriculture sur le bassin versant de la Canche, c'est un des partenaires incontournables pour la préservation de la qualité des eaux et des milieux aquatiques ;
- La Chambre de Commerce et d'industrie (CCI) représente les intérêts commerciaux et industriels. C'est la CCI de Boulogne sur Mer qui intervient pour le SAGE de la Canche.

Les associations sont également des partenaires essentiels à associer à la concertation mais surtout aux actions de reconquête et de préservation de la ressource en eau :

- La fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection des milieux aquatiques
- La fédération Nord Nature qui regroupe les associations de défense de l'environnement
- La fédération des chasseurs du Pas de Calais
- Les associations et fédérations d'agriculteurs (ASAD...)
- Le Groupement de Défense de l'Environnement de l'Arrondissement de Montreuil sur Mer

Et d'autres cités dans la composition de la CLE.



# Etat des lieux et diagnostic global du bassin versant

## 1 - PRESENTATION GENERALE DU BASSIN VERSANT DE LA CANCHE

Cette première partie est une introduction à un second volet plus technique et réglementaire. Il s'agit de présenter dans les grandes lignes, les grandes caractéristiques du bassin versant, d'en dresser un état des lieux et de tirer quelques diagnostics.

### ▪ Un bassin versant : C'est quoi ?

Un **bassin versant** ou **bassin hydrographique** est une portion de territoire délimitée par des lignes de crête, dont les eaux alimentent un exutoire commun : cours d'eau ou lac. La ligne séparant deux bassins versants adjacents est une ligne de partage des eaux. Chaque bassin versant se subdivise en un certain nombre de bassins élémentaires correspondant à la surface d'alimentation des affluents se jetant dans le cours d'eau principal. A l'intérieur de ce territoire, la circulation de l'eau suit plusieurs cheminements : de l'amont vers l'aval, de la surface vers le sous-sol et en l'occurrence les nappes phréatiques ; et enfin de façon latérale, à l'intérieur du lit majeur, le cours d'eau a de multiples connexions avec les autres milieux humides. Ces trois « dimensions » d'un bassin versant, expliquent que les usages de l'eau doivent être réfléchis de manière à minimiser les impacts. C'est grâce à une réelle solidarité entre les acteurs mais également les habitants du bassin versant que la reconquête de la qualité de l'eau, la protection de la ressource en eau et la préservation des milieux aquatiques pourront être possibles.

La prise en compte de ce territoire cohérent pour la gestion de l'eau a été à l'origine des principales lois françaises relative à la protection de l'eau : celle de 1964 instaurant les agences de bassin ; celle ensuite de janvier 1992 réaffirmant le principe en permettant aux acteurs d'un bassin versant de s'organiser autour de la rédaction d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.), celle enfin de décembre 2006 qui conforte la nécessité d'une gestion intégrée par bassin. C'est le modèle français qui a inspiré la Directive Cadre Eau Européenne de 2000 pour l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau.



## **Le bassin versant de la canche : un territoire rural organisé par ses vallées**

### **□ La Canche et son bassin versant**

La Canche, longue de 85 km, est le plus important fleuve non-canalisé de la Région Nord-Pas de Calais. Son bassin versant s'étend sur le haut et moyen Artois et sa surface est de 1 274 km<sup>2</sup>.

Le schéma hydrographique est divisé en de nombreux sous-systèmes qui viennent se greffer au système principal du fleuve. Une estimation imparfaite conduit à mesurer près de 320 Km de rivières et de cours d'eau constituant le fleuve et ses affluents. Parmi les huit affluents majeurs situés en rive droite, la Ternoise drainant un sous-bassin de 357 km<sup>2</sup>, est l'affluent le plus important.

Les débits relevés sur la Canche à Brimeux sont pour la période 2000-2006 de 13,66 m<sup>3</sup>/s et pour la Ternoise à Huby St Leu de 6 m<sup>3</sup>/s.

Dans le cadre de l'atteinte des objectifs de la DCE, deux masses d'eau superficielles sont concernées : la Canche et la Ternoise.

La Canche et ses affluents sont en grande partie des cours d'eau non domaniaux\*. Seule la partie aval du cours de la Canche est classée domaniale de Montreuil sur Mer (Moulin du Bacon) jusqu'en amont d'Etaples sur Mer (Pont de chemin de fer).

### **□ Les caractéristiques physiques**

#### **LA GEOLOGIE ET L'HYDROGEOLOGIE**

Le bassin versant de la Canche s'inscrit intégralement dans la zone des plateaux crayeux du sud de l'Artois. Les formations géologiques sont donc dominées par la série marno-crayeuse du Crétacé supérieur hormis un secteur à l'Ouest de Montreuil où subsiste une butte témoin tertiaire formée de sables et d'argiles du Landénien. Le fond des principales vallées humides est bien occupé par des dépôts alluvionnaires, argilo-sableux et tourbeux.

Deux masses d'eau souterraines sont distinguées :

- la craie de la vallée de la Canche aval (88% de la masse d'eau dans le territoire) ;
- la craie de la vallée de la Canche amont (95% de la masse d'eau dans le territoire).

Plusieurs nappes existent dans le bassin, mais les plus importantes par leur volume, leur étendue et leur intérêt local sont celles contenues dans les craies marneuses cénomaniennes et les craies plus franches du Séno-Turonien supérieur.

Le réservoir cénomanien contient une nappe captive. Par contre, le réservoir séno-turonien supérieur renferme une nappe libre alimentée par l'impluvium (bassin versant) direct du bassin et s'écoulant vers le niveau de base que constitue la vallée principale.



Cette caractéristique fixe 2 principes importants :

- **L'importance des pluies saisonnières et notamment hivernales comme élément prédominant pour une bonne recharge des nappes ;**
- **L'influence notable de la variation du niveau piézométrique\* dans la variation des débits des cours d'eau affluents et de la Canche.**

**Dans ce contexte, il est à noter que les eaux souterraines constituent la principale source pour la production d'eau potable. La vulnérabilité étant relativement importante sur certains secteurs et surtout en fond de vallée, une attention particulière doit donc être portée pour la protection de cette ressource.**

### **UN FONCTIONNEMENT HYDROLOGIQUE FLUVIAL**

L'alimentation de la Canche est soutenue par les échanges avec la nappe de la craie ce qui explique une relative stabilité des débits et des écarts saisonniers peu élevés. Ainsi, le rapport entre le débit moyen mensuel le plus élevé et le débit moyen mensuel le plus faible est de l'ordre de 1,5 soit parmi les plus faibles des cours d'eau de la région Nord -Pas -de Calais.

Le système fluvial de la Canche comme les autres fleuves ou rivières, comporte deux lits : le lit mineur, dans lequel la rivière s'écoule normalement et le lit majeur, comprenant les zones basses (basse vallée) dans lequel le fleuve déborde lors des crues. Il est important de rappeler que le lit majeur fait partie intégrante du fleuve ou de la rivière. Après des pluies fortes ou persistantes, les rivières peuvent déborder et leurs eaux s'écoulent alors à la fois en lit mineur et en lit majeur. Ce phénomène naturel peut avoir des conséquences pour les personnes et les biens si ce lit majeur inondé est construit ou occupé par des activités humaines.

Il est important de souligner que dans le cadre des épisodes de crues pour le fleuve Canche, deux facteurs doivent être pris en compte :

- La forte pluviométrie qui entraîne une saturation du sol et un ruissellement vers le fleuve et ses affluents ;
- Le rôle de la nappe de la craie qui provoque un accroissement du débit de base et une saturation de la plaine alluviale.

A ces facteurs, il faut également ajouter l'influence des marées pour la basse vallée de la Canche ainsi que la faiblesse ou l'absence de pente.

La Canche et ses affluents peuvent connaître des épisodes de crues. L'analyse des débits démontre une légère prédominance des crues durant la période hivernale notamment entre les mois d'octobre et de mars, soit 55 % du total des crues enregistrées entre 1974 et 1995 (débit de pointe supérieur à 18 m<sup>3</sup> /s).

Les débits de crue de la Canche, ramenés à l'ensemble de la surface du bassin versant, sont parmi les plus faibles de la région.

Ces crues sont générées par de fortes précipitations et peuvent être la cause d'inondations durant plusieurs semaines. Les années 1988, 1994-95, mais également 1999 et 2000, illustrent clairement ce phénomène.



Les durées de submersion peuvent atteindre 20 à 25 jours dans le secteur amont (Aubin St Vaast) et jusqu'à 45 et même 60 jours dans les secteurs les plus avals tels que St Josse et la Caloterie.

Les vitesses moyennes d'écoulement sont faibles : elles sont inférieures à 1 m/s dans le lit mineur et sont quasi-nulles lorsque les eaux s'épandent dans le lit majeur.

## **LE CLIMAT/LA PLUVIOMETRIE**

Le territoire du bassin versant de la Canche de par sa surface et son allongement Nord-Ouest/Sud-Est, connaît des variations climatiques et pluviométriques qui peuvent être très marquées notamment entre la frange littorale et les plateaux. Certains épisodes ont été particulièrement intenses (décennies 80-90-2000). Ces phénomènes pluviométriques même limités ont des conséquences sur le fonctionnement hydraulique des sous bassins et sur la qualité des cours d'eau (pollution diffuse).

## **PAYSAGE, PATRIMOINE NATUREL ET MILIEUX AQUATIQUES ASSOCIES**

La vallée de la Canche et ses affluents sont riches d'espaces dits naturels : cours d'eau et berges boisées, espaces forestiers (forêt domaniale d'Hesdin), bocage, marais, étangs et prairies humides.

Ces complexes offrent des paysages parmi les plus attrayants au niveau régional. Nombreux sont inscrits au titre des inventaires régionaux, nationaux et internationaux pour leurs richesses écologiques. La continuité plus ou moins stricte de ces espaces le long de l'axe de la vallée mais également des vallées affluentes, permettant la circulation des espèces faunistiques et floristiques introduit la notion de trame verte ou encore de corridor biologique dont les différents maillons (étangs, berges, réseau des cours d'eau et les zones humides) doivent être maintenus.

### **Des espaces identifiés dans le cadre de nombreux inventaires**

**L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.)** identifie :

- 6 ZNIEFF de type 2 (Grands ensembles) :
  - Cuesta du Boulonnais entre Neufchatel-Hardelot et Collemberg (N°35)
  - La vallée de la Course et ses versants (N° 42)
  - Les vallées de la Créquoise et de la Planquette et leurs versants boisés (N° 47)
  - La vallée de la Ternoise et ses versants de St Pol à Hesdin et le vallon de Bergueneuse (N° 41)
  - La basse vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin (N° 104)
  - La haute vallée de la Canche et ses versants en amont de Ste Austreberthe (N° 40)
- 26 ZNIEFF de type 1 (secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable)



## **Les Zones de Protection Spéciale (ZPS)**

Deux ZPS concernent le bassin versant de la Canche : l'estuaire et le marais de Balençon et Villiers. Dans ces zones, l'Etat prend des mesures pour éviter la détérioration des habitats et les perturbations touchant les oiseaux.

## **Le réseau Natura 2000**

Le réseau Natura 2000 est constitué de sites désignés au titre de :

- La Directive « Habitat » et de la directive « Oiseaux » :

→ Site n° FR3100480: Estuaire de la Canche, Dunes Picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen

→ Site n° FR3100481: Dunes et marais arrière-littoraux de la plaine maritime picarde

→ Site n° FR3110038: Estuaire de la Canche

→ Site n° FR3100491: Landes, mares et bois acides du plateau de Sorrus St Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil

→ Site n° FR3110083: Marais de Balençon

→ Site n° FR31002001: Le Marais de la Grenouillère d'Auchy les Hesdin et Rollancourt.

L'Etat met en œuvre des mesures pour éviter la détérioration des habitats et la perturbation des espèces animales présentes sur ces sites.

## **Les sites faisant l'objet d'une protection particulière**

Les sites inscrits (Les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.), certains espaces naturels sont concernés :

- Site de Montreuil sur Mer et Val de Canche (Sorris, Ecuire, La Madeleine sous Montreuil, Montreuil sur Mer, Neuville sous Montreuil, La Caloterie , Baumerie St Martin)
- Les dunes d'Etaples sur Mer (Etaples sur Mer)
- Les marais arrière littoraux (St Josse, Cucq, Merlimont, Airon Notre Dame, St Aubin).



Issus également de la loi de 1930 (art. L 341-1 à L 341-22 du code de l'Environnement), les sites classés bénéficient d'une protection plus forte correspondant à la volonté de maintien en l'état du site désigné. Pour le bassin versant, les sites classés relatifs aux milieux naturels ou aquatiques sont :

- Le tour de Chaussée à Hesdin et Marconne ;
- Le site de la Pointe du Touquet au Touquet Paris-Plage.

Deux sites font l'objet d'un classement en réserve :

- La réserve naturelle de la Baie de Canche : Créée en 1987, elle s'étend sur les communes d'Etaples, Camiers et Lefaux sur une superficie de 505 hectares ;
- La réserve naturelle volontaire (régionale) de la Grenouillère (Auchy les Hesdin, Rollancourt).

❑ **Le paysage socio-économique et les usages liés à l'eau et aux milieux aquatiques**

### **UN TERRITOIRE ORGANISE AUTOUR DE QUELQUES VILLES PRINCIPALES**

Le territoire à dominante rurale se caractérise principalement par de l'habitat dispersé ou regroupé par petits villages. L'ensemble est ponctué de quelques « centres-bourgs » qui s'égrènent le long de l'axe fluvial : St Pol sur Ternoise, Frévent, Hesdin, Montreuil sur Mer, Etaples sur Mer et Le Touquet. Ces communes concentrent la population la plus nombreuse toute l'année et surtout durant la période estivale.

### **LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES**

Le territoire du bassin versant est concerné par deux arrondissements : en amont, une partie restreinte de l'Arrondissement d'Arras est correspondant au bassin d'emploi Artois-Ternois ; l'Arrondissement de Montreuil sur Mer correspondant aux cantons de fruges, Hesdin, Le Parcq, Campagne les Hesdin, Hucqueliers, Montreuil sur Mer, Berck sur Mer et Etaples sur Mer.



Le périmètre du bassin versant concerne 203 communes, 16 communautés de communes correspondant à une population de 101 599 habitants (recensement 2000) :

- Communauté de communes de l'Atrébatie ;
- Communauté de communes des Villages Solidaires ;
- Communauté de communes Canche-Ternoise ;
- Communauté de communes de la Région de Frévent ;
- Communauté de communes de l'Hesdinois ;
- Communauté de communes du Pernois ;
- Communauté de communes du Canton de Fruges et environs ;
- Communauté de communes du Pays d'Heuchin ;
- Communauté de communes de Samer et environs ;
- Communauté de communes du St Polois ;
- Communauté de communes du canton d'Hucqueliers et environs ;
- Communauté de communes Val de Canche et d'Authie ;
- Communauté de communes du Montreuillois ;
- Communauté de communes Mer et Terres d'Opale ;
- Communauté de communes du Canton de Desvres ;
- Communauté de communes Opale Sud.

### **UNE PART PREPONDERANTE DE L'AGRICULTURE**

Les activités liées à l'agriculture représentent un des pôles économiques majeurs du bassin versant de la Canche. En effet, l'agriculture tient une place prépondérante de par son emprise sur le territoire ( 75 % du territoire est couvert par les sols agricoles), mais également par son impact sur l'emploi et l'économie.

Cependant, la période entre 1979 et 2000 est marquée par des évolutions du monde agricole dont les conséquences se font sentir pour le bassin versant de la Canche :

- Diminution de près de 54 % des exploitations
- Augmentation de la Surface Agricole Utile moyenne par exploitation de près de 30 ha en 1979 à près de 62 ha en 2000.

Ces évolutions ont eu également des impacts sur les actifs agricoles : plus de 50 % de ces actifs ont disparu en 20 ans.

Concernant le type d'activité, il faut souligner l'importance de l'élevage bovin dont la présence a été enregistrée en 2000 dans 1245 des 1805 exploitations que compte le bassin versant. Toutefois, depuis 1979, cette activité s'est concentrée : disparition de 60 % des exploitations pratiquant l'élevage mais passage de 42 bovins par exploitation en 1979 à 87 bovins en 2000. Parallèlement, la production laitière a nettement diminué et se spécialise puisqu'elle ne concerne plus que 48 % des exploitations.

Ces évolutions inter-agissent plus ou moins directement sur la qualité et la gestion des eaux et partagent, avec d'autres activités, les causes de certains dysfonctionnements (accentuation de l'érosion et du ruissellement notamment par la disparition partielle des prairies).



## **DES ACTIVITES AGRO-ALIMENTAIRES CONCENTREES AUTOUR DES PRINCIPALES VILLES**

Il ne s'agit pas ici de faire un état des lieux exhaustif de la situation socio-économique du bassin versant mais de dresser un bilan synthétique des pressions réelles et potentielles pouvant constituer une source de pollution vis à vis de la qualité et de la quantité de la ressource en eau.

La plupart des pôles économiques et industriels se concentrent autour des villes de St Pol sur Ternoise (important pôle agro-alimentaire : HERTA, INGREDIA, SAS DEFIAL) et d'Hesdin (FRISKIES, NESTLE France, ...). De nombreuses entreprises sont utilisatrices de l'eau ou effectuent des rejets. Certaines possèdent leur propre captage d'eau souterraine. La corrélation entre la concentration de ces industries et la qualité globale des eaux superficielles sur certains secteurs peut démontrer un impact non négligeable de ces types de rejet. L'activité industrielle doit donc être prise en compte dans le cadre d'une démarche de reconquête de la qualité des eaux sur l'ensemble du bassin versant.

## **DES VALLEES ET UN LITTORAL ATTRACTIF**

L'attrait lié à l'eau explique le développement d'activités de sport et loisirs notamment sur l'ensemble du linéaire de la Canche et sur la frange littorale.

La fréquentation des espaces (forêt domaniale, terrains du Conservatoire du littoral ...) est souvent libre. Mais cette découverte peut également être organisée dans le cadre du milieu associatif qu'il soit naturaliste, pédestre ou d'un autre intérêt.

La pêche est une des activités importantes du bassin versant avec 22 associations agréées et 2 589 pratiquants en 2002.

L'activité liée à la chasse a également une emprise importante sur le territoire notamment pour la chasse au gibier d'eau surtout développée sur la frange littorale. Cette activité a concouru et participe encore à l'entretien et l'aménagement des espaces telles que les zones humides alluviales ou littorales (Marais de Balançon par exemple).

Le canoë-kayak fait aussi partie des sports pratiqués avec des clubs implantés depuis Frévent.

Des structures d'accueil et d'hébergement sont présentes sur l'ensemble du bassin versant. Les campings s'égrènent tout au long de la vallée de la Canche et particulièrement en partie littorale. Le nombre de résidences secondaires est élevé sur les communes littorales (Le Touquet).



## **L'EAU, SOURCE D'ENERGIE**

L'activité de production hydroélectrique est relativement faible sur l'ensemble du bassin versant. 2 turbines hydroélectriques sur la Canche , 5 sur la Ternoise sont en fonctionnement en 2004. La puissance moyenne est généralement inférieure à 100 KV. La production est globalement dédiée à un usage privé (domestique ou pour le fonctionnement d'une entreprise industrielle ou artisanale). Seul l'unité de Blingel revend sa production à EDF.



## 2 - LES GRANDS CONSTATS DU DIAGNOSTIC

**Préambule méthodologique :** Etablir un diagnostic n'est pas chose simple car il faut faire la part des choses entre le constat pur, l'identification des causes et les réponses possibles. Parfois, la frontière est mince. Dans un souci de clarté et pour mettre en lumière les aspects essentiels que la CLE a défendu dans le cadre des commissions thématiques, à la fin de certains chapitres, un volet relatif aux réponses pouvant être apportées, a été ajouté. Il est une introduction à la stratégie du SAGE.

- **Qualité des eaux superficielles et souterraines, pression de pollution**

### LA RESSOURCE EN EAU SOUTERRAINE

#### **Des concentrations en nitrates et produits phytosanitaires préoccupantes pour la consommation humaine**

Le constat est préoccupant pour le bassin versant de la Canche car pour les paramètres nitrates et produits phytosanitaires, certaines concentrations mesurées au niveau des captages atteignent parfois le seuil de non-potabilité (nitrates 50 mg/l ; pesticides : 0,1µg/l par substance individuelle, 0,5µg/l pour le total). Ce suivi correspond à un état d'avancement des connaissances mais montre cependant une tendance à l'augmentation des concentrations. Comme pour l'ensemble du territoire français (Dossiers de l'IFEN, numéro 5, août 2006, les pesticides dans les eaux, données 2003 et 2004), l'atrazine représente une des principales altérations des eaux souterraines.

Dans le cadre de l'état des lieux relatif à la DCE, l'Agence de bassin souligne l'importance de la pression agricole diffuse comme étant l'une des plus élevée du bassin Artois-Picardie.

L'interdépendance entre le bassin versant hydrographique de surface et le bassin versant souterrain induit d'emblée une problématique globale appelant des solutions et des actions partagées entre tous les acteurs.

Il n'y a pas de problématique à court ou à moyen terme liée à la quantité d'eau disponible pour satisfaire le niveau de prélèvement actuel des différents usages : les ressources sont abondantes même si certains soucis peuvent apparaître ponctuellement pour certains forages. **C'est la dégradation de la qualité de l'eau qui peut donc réduire les stocks disponibles pour la production en eau potable.**

**Cette dégradation se traduit notamment par un risque de non-atteinte du bon état qualitatif pour les masses d'eau souterraines.**



La connaissance de ces ressources potentielles est limitée actuellement. Le SDAGE Artois Picardie a identifié des champs captants irremplaçables et des parcs hydrogéologiques dont les périmètres plus ou moins larges ont besoin d'être affinés afin de mieux identifier les enjeux.

***Les pistes et réponses proposées :***

En toute état de cause, les enjeux sont fondamentaux et touchent directement la santé publique.

**La protection à l'échelle des aires d'alimentation des captages doit être un objectif prioritaire** pour organiser des actions de prévention et de protection cohérentes et ainsi limiter les pollutions diffuses (d'origine agricole et non agricole) ainsi que les autres sources de pollutions (domestiques, industrielles,...).

Cette protection est d'autant plus nécessaire qu'elle permet de garantir la possibilité d'exploiter les ressources abondantes du bassin hydrogéologique.

**Pour répondre à ces problématiques intégrées notamment dans les objectifs de la DCE pour l'atteinte du bon état des masses d'eau, la mobilisation doit être globale et induit de ce fait une complexité évidente puisque tous les usages et tous les acteurs sont concernés.**

**L'organisation de la distribution de l'eau : des compétences disparates**

La protection réglementaire des captages est en cours de finalisation sur le département du Pas de Calais.

60 structures assurent la distribution de l'eau potable sur le bassin versant.

***Les pistes et réponses proposées :***

Ce constat montre un éclatement de la distribution ayant des conséquences en terme de gestion et de suivi de la qualité sur l'ensemble du bassin versant. Cette disparité pose la question de la réorganisation de cette distribution ; de l'interconnexion entre les syndicats pour prévenir des dysfonctionnements éventuels pour cause de qualité dégradée de l'eau mais également de regroupement de ces structures.



# Principales caractéristiques des forages pour l'alimentation en eau potable et situation par rapport à leurs protections

N° site	Forage nombre/site	Commune d'implantation	Mode de Gestion	Maître d'Ouvrage	Exploitant	Arrêté loi sur l'eau	DUP date	Publication aux Hypothèques	Créat	Prof	Population desservie totale	Débit journalier / site
1	1	AVERDOINGT	Régie	AVERDOINGT	AVERDOINGT				1932	77	250	110
2	1	BAILLEUL AUX CORNAILLES	Régie	BAILLEUL-AUX-CORNAILLES	BAILLEUL-AUX-CORNAILLES		00/09/03		1965	40	250	100
3	1	BEAENCOURT	Régie	BEAENCOURT	BEAENCOURT				1946	54,9	190	0
4	1	BEAUFORT BLAVINCOURT	Régie	BEAUFORT-BLAVINCOURT	BEAUFORT-BLAVINCOURT				1940	44,85	386	150
5	1	BEAUMERIE SAINT MARTIN	Régie	MONTREUIL/MER	MONTREUIL/MER		fermeture		1963	40	4200	1 400
6	1	BEAURAINVILLE	Régie	SIVU du BOIS MACHY	SIVU du BOIS MACHY	13/12/1962	30/08/1985	01/06/1988	1957	28,2	4000	800
7	1	BERGUENEUSE	Régie	SIR Heuchin	SIR Heuchin	21/08/2001	21/08/2001	publié	1999	84,5	1200	450
8	1	BLANGY SUR TERNOISE	Régie	SIR Humières	SIR Humières	12/06/1981	12/06/1981	22/04/1988	1952	25	2500	1 800
9	1	BREXENT ENOCQ	Projet	SIR Beutin	SI BEUTIN				1992	51,5		
10	2	BRYAS	Régie	BRYAS	BRYAS				1942	95	300	140
11	1	BUNEVILLE	Régie	SI Buneville	SI Buneville				1935	85,7	140	0
12	1	LA CALOTERIE	Régie	SI Plateau de Campigneulle	SI Plateau de Campigneulle	30/08/1985	30/08/1985	01/03/1988	1978	69,3	2300	600
13	3	LA CALOTERIE	Concession	TOUQUET	Sté des Eaux du TOUQUET	14/02/2002	14/02/2002	09/09/2002	1993	45,2	38500	7 700
14	1	CONTES	Régie	SI AUBIN-ST-VAAST	SI AUBIN-ST-VAAST	20/09/1990	20/09/1990	11/01/1995	1970	31,6	1100	400
15	1	CORMONT	Régie	SI Widehem	SI Widehem		fermeture		1974	30	2300	1 200
16	1	CROISSETTE	Régie	SI Croisette	SI Croisette	09/04/1981	09/04/1981	26/04/1988	1932	47	400	250
17	1	CROIX EN TERNOIS	Régie	SI Croix	SI Croix	03/06/1942	03/12/1990	29/05/1995	1937	61	500	210
18	1	DOUDEAUVILLE	Régie	SIR Doudeauville	SIR Doudeauville	21/12/1965	29/08/1985	07/07/1987	1962	11,7	1550	1 000
19	1	EMBRY	Régie	SI Embry	SI Embry	13/03/1976	17/05/1988	19/12/1988	1974	35,3	700	240
20	1	EPS	Régie	BOYAVAL	BOYAVAL		Cdh/fermeture		1934	12,2	110	90
21	1	ESTREE WAMIN	Régie	SI Estrée	SI Estrée	18/02/1983	26/01/1982	18/05/1987	1947	19,5	2300	700
22	1	ESTREELLES	Régie	SI Bimaise	SI Bimaise	15/10/1973	22/04/1987	01/12/1988	1965	32,8	1600	1 200
23	6	ETAPLES	Régie	SIAER du TOUQUET	Sté des Eaux du TOUQUET	24/10/1988			1929	52	80000	16 000
24	1	FILIEVRES	Régie	SI Val de Canche	SI Val de Canche	17/03/1981	17/03/1981	non publiée	1966	33,5	3 500	1 200
25	1	FREVENT	Affermage	FREVENT	CGE ARRAS	14/08/1981	14/08/1981	12/06/1989	1931	40	4000	2 100
26	1	GOUY EN TERNOIS	Régie	GOUY-EN-TERNOIS	GOUY-EN-TERNOIS				1937	46,1	150	72
27	0	GUISY	Régie	SIR Hesdin	SIR Hesdin			Projet				
28	1	HAUTECLOQUE	Régie	SI Hauteclouque	SI Hauteclouque				1957	23	1 300	540
29	1	HERLIN LE SEC	Régie	HERLIN-LE-SEC	HERLIN-LE-SEC				1936	107,3	150	65
30	1	HOUVIN HOUVIGNEUL	Régie	HOUVIN-HOUVIGNEUL	HOUVIN-HOUVIGNEUL	18/08/1938	19/08/1981	11/04/1988	1936	54,5	200	250
31	1	HUBY SAINT LEU	Régie	SIR Hesdin	SIR Hesdin				1939	66,5	4000	900
32	1	HUCQUELIERS	Régie	HUCQUELIERS	HUCQUELIERS				1933	47,3		
33	1	HUCQUELIERS	Régie	HUCQUELIERS	HUCQUELIERS	08/12/1980	08/12/1980	12/02/1988	1933	47,3	600	250
34	1	HUMBERT	Régie	SI Humbert	SI Humbert	05/08/1986	05/08/1986	01/06/1989	1948	49,3	370	200
35	1	LEFAUX	Régie	SI Widehem	SI Widehem	12/04/1961	16/01/1987	12/06/1989	1955	60	2200	600
36	1	LIGNY SAINT FLOCHEL	Régie	LIGNY-SAINT-FLOCHEL	LIGNY-SAINT-FLOCHEL				1935	82	200	0
37	1	MAGNICOURT SUR CANCHE	Régie	SI Lionereuil	SI Lionereuil				1958	25	2000	0
38	1	MAISNIL	Régie	SI Maisnil	SI Maisnil		00/06/03		1936	54	250	135
39	1	MAIZIERES	Régie	MAIZIERES	MAIZIERES				1935	68	200	66
40	1	MARANT	Affermage	SI Brimeux	LYONNAISE DES EAUX	11/07/1974	15/09/1988	05/05/1989	1971	25,4	1500	500
41	1	MARCONNE	Régie	SIR Hesdin	SIR Hesdin		fermeture		1966	79,25	6000	0
42	1	MARESQUEL-ECQUEMICOURT	Régie	SIVU du BOIS MACHY	SIVU du Bois Machy			Projet				
43	1	MONCHY CAYEUX	Régie	SI Ternoise	SI Ternoise	12/11/1982	08/10/1982	26/10/1987	1965	25	2000	540
44	2	NEUVILLE SOUS MONTREUIL	Régie	NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL	NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL	18/10/1962	17/09/1981	01/04/1988	1963	90	375	800
45	1	OEUF EN TERNOIS	Régie	SIR Oeuf en Ternois	SIR Oeuf en Ternois	28/09/1990	28/09/1990	05/04/1996	1949	50,2	550	300
46	1	OSTREVILLE	Régie	SI Ostreville	SI Ostreville	24/02/1981	24/02/1981	non publiée	1961	52	450	250
47	1	PLANQUES	Régie	SI La Planquette	SI La Planquette				1998	71	1900	900
48	1	PREURES	Régie	SI Baillons	SI Baillons	12/05/1986	12/05/1986	14/12/1988	1970	31,5	1100	500
49	1	RAMECOURT	Régie	RAMECOURT	RAMECOURT				1931	80	325	10
50	1	REBREVUE SUR CANCHE	Régie	SI REBREVUE SUR CANCHE	SI REBREVUE SUR CANCHE		fermeture		1968	42	650	0
51	2	ROLLANCOURT	Régie	SI Le Parcq	SI Le Parcq	09/12/1980	18/09/1990	05/04/1996	1947	0	3500	1 000
52	1	SAINT AUBIN	Régie	SI SAINT AUBIN-SAINT JOSSE	SI SAINT AUBIN-SAINT JOSSE		fermeture		1960	42,8	1 100	720
53	1	SAINT MICHEL SUR TERNOISE	Affermage	SIAEP de ST MICHEL - BOUILLANCOURT	CGE Bruay	28/05/1971	28/05/1971	non publiée	1971	75	6000	1 200
54	1	SAINT POL SUR TERNOISE	Affermage	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	CGE Bruay				1908	57,4	6250	2 400
55	1	TENEUR	Régie	SIR Azincourt	SIR Azincourt		00/05/03		2000	20	1750	900
56	1	TERNAS	Régie	SI Ternas Foufflin	SI Ternas Foufflin				1932	52,5	250	145
57	1	TUBERSENT	Régie	SIR Beutin	SIR Beutin	11/09/1972	fermeture		1964	35	2600	460
58	4	AIRON SAINT VAAST	Régie	BERCK SUR MER	BERCK SUR MER	17/09/1981	17/09/1981	12/06/1989	1950	75	120 000	18 720

Source: DDAF 62



## LES EAUX SUPERFICIELLES

### Des perturbations qui traduisent une qualité globalement moyenne des cours d'eau

Courant des années 1980-90, la Canche n'a atteint les objectifs de qualité 1 que trois années : 1989, 1996 et 1998. Sur les deux décennies, la qualité a davantage fluctué entre la qualité 2 et 3. La qualité 3 est malheureusement atteinte fin des années 80 et en 2001.

Sur l'ensemble du bassin versant, **la Ternoise est un linéaire très vulnérable** et n'atteint jamais l'objectif de qualité 1 fixé au titre du SDAGE. L'origine de cette qualité médiocre est à combiner entre les effluents de la station d'épuration de la zone industrielle de St Pol sur Ternoise à vocation agro-alimentaire et celle de l'ancienne station urbaine. Une nouvelle station urbaine fonctionne depuis 2003. La station industrielle est en cours de réhabilitation.

Pour les autres affluents, seule la Créquoise répond à l'objectif de qualité 1 (depuis 2002) mais reste néanmoins très sensible. Tous les cours d'eau enregistrent des concentrations importantes de Matières En Suspension (MES) sur des épisodes ponctuels : **ceci démontre clairement que la pollution diffuse** (charge en micropolluants contenus dans les matières en suspension (produits phytosanitaires et métaux) **liée aux ruissellements est une préoccupation pour l'ensemble du bassin versant ainsi qu'un facteur déclassant de la qualité globale des eaux superficielles et des milieux aquatiques**. Outre les MES comme facteur déclassant, l'année relativement sèche de 2003, voit apparaître de « nouveaux » facteurs déclassant comme les nitrates et les phosphates sur l'ensemble du bassin versant.

Concernant les paramètres biologiques, **les points de suivis de l'IBGN démontrent une qualité passable indicatrice de problématiques de pollution préjudiciables à la bonne santé des milieux aquatiques et à leurs habitats**. Le suivi de l'indice Poisson est plus optimiste mais le manque de recul des analyses limite la portée de cette appréciation.



## Les polluants et facteurs de dégradation des eaux superficielles :

**Les matières azotées et phosphatées**, notamment l'ammoniac, sont produites par les villes et par quelques industries (engrais azotés et phosphatés, industries agricoles et alimentaires).

Le nitrate, forme oxydée et largement dominante de l'azote, est principalement lié à l'activité agricole. Plus de 90 % des nitrates proviennent en effet des sols arables par lessivage lors de la reprise des débits et pendant les hautes et moyennes eaux.

L'ammoniaque sous forme d'ion ammonium, est principalement lié aux effluents (traités ou non).

Le phosphore a deux principales sources : l'érosion des sols et les rejets de stations d'épuration (ou les rejets non identifiés). Les apports se font donc par ruissellement de surface sur les sols, sous forme particulaire et principalement sous forme soluble pour les rejets traités de station d'épuration.

Selon leur forme, ces matières ont des effets différents :

- . **L'azote organique**, comme toutes les substances organiques, contribue à la désoxygénation de l'eau.

- . **L'azote ammoniacal** est gênant pour la fabrication d'eau potable et génère un poison, le gaz ammoniac, dangereux pour le poisson.

- . **L'azote nitrique** (celui des nitrates) amène une surproduction d'algues avec des inconvénients écologiques et esthétiques très graves. Sa présence, en grande quantité dans l'eau potable, est contre-indiquée, surtout pour les nourrissons.

- . **Les phosphates** sont à comparer à l'azote nitrique : ils favorisent la prolifération d'algues et ils contribuent à la sur-production de végétaux, aux mauvaises odeurs, voire aux mortalités piscicoles.

**Les Matières en suspension** correspondent aux particules emportées par les eaux de ruissellement qui rejoignent ensuite les cours d'eau. Le taux de matière en suspension définit également la turbidité de l'eau.

D'autres substances chimiques peuvent être transférées dans les eaux superficielles telles **que les produits phytosanitaires** utilisés à la fois par la profession agricole, les collectivités, organismes publics (SNCF, DDE,...) et les particuliers.

A la qualité chimique et biologique, il faut aussi ajouter et évaluer **la qualité physique des cours d'eau**, c'est-à-dire l'état général des berges, de la végétation et du lit surtout le lit mineur, la présence de barrage ou celle de zones humides ; ces critères sont également des indicateurs précieux de l'état écologique de l'eau et du milieu aquatique.

Selon la concentration et la répartition des polluants, on parle de : sources de pollution ponctuelles ou diffuses.

Une source de pollution ponctuelle correspond par exemple à des rejets réalisés par un site industriel ou une collectivité directement en un point de la rivière.

Une source diffuse peut se traduire par l'utilisation de produits phytosanitaires sur l'ensemble d'un bassin versant avec transfert lors de fortes pluies vers le cours d'eau.

Les réponses et les solutions sont donc bien différentes pour l'une ou l'autre des pollutions.



## Le cas de la Ternoise

Un diagnostic écologique complet a été réalisé pour la Ternoise sur une durée de 18 mois (été 2003 à l'hiver 2004 / 2005). **Ce bilan porte sur la physico-chimie, la biologie et le milieu physique sur la base du Système d'Evaluation de la Qualité (S.E.Q.).(Aquascop)**

**Ce diagnostic qualitatif de l'hydrosystème de la Ternoise conduit à un bilan écologique globalement assez moyen et ne répondant pas, sur une proportion majoritaire de son linéaire, aux critères biotiques et abiotiques d'un bon état écologique.**

Les facteurs à l'origine de cette situation sont divers mais sont particulièrement mis en évidence :

En premier lieu, intervient dans ce bilan le niveau particulièrement déclassant de **l'état physicochimique** des eaux de la rivière. Deux causes essentielles sont responsables de cet état :

- une **surcharge nutritive chronique** : parfaitement identifiée dans le cadre de cette étude, elle résulte essentiellement des rejets insuffisamment épurés de la **zone industrielle de Saint-Pol / Ternoise**. Son impact s'exerce dès le cours supérieur de la rivière, au niveau duquel elle détermine une mauvaise aptitude biologique, et se fait ressentir ensuite sur la quasi totalité du cours aval en ne maintenant, pour le mieux, qu'une aptitude biologique seulement moyenne (au moins 50 % du linéaire).

Ces rejets déterminent un état de pollution chronique s'exprimant par une **surcharge phosphorée** (et secondairement azotée), modifiant l'état trophique du milieu et consécutivement, les communautés vivantes dont notamment le cortège floristique macrophytique.

Si d'autres sources de pollution (pisciculture de Monchy Cayeux, rejets domestiques et agricoles) contribuent également à cet accroissement du niveau trophique de la rivière, celles-ci demeurent plus secondaires.

**L'origine domestique ou agricole d'une partie de ces apports nutritifs, minéraux et organiques, ne doit cependant pas être occultée. En effet, un gain qualitatif peut également être obtenu au travers d'actions ciblant notamment la mise à niveau de l'assainissement domestique en habitat aggloméré.**

- une **surcharge particulaire en suspension** épisodique :  
Son impact est aggravé par l'aménagement hydraulique du cours d'eau qui, en induisant des conditions d'écoulement propices à la sédimentation de particules en suspension, induit une dégradation consécutive du milieu physique (banalisation des fonds, colmatage des supports).

**L'instabilité localisée du lit et des berges, générée par des facteurs locaux (cultures en berge, érosion bovine, manque d'entretien de la**



**ripisylve) peut être considérée comme une origine secondaire, qui ne doit cependant pas être occultée en raison de ses autres conséquences sur la qualité du milieu physique (et son aptitude biogène).**

En second lieu, intervient dans ce bilan **l'état de dégradation du milieu physique** : 45 % du linéaire de la Ternoise se classe en effet en situation moyennement perturbée ou pire. L'aménagement hydraulique du cours d'eau, réalisé à l'époque historique, constitue la cause essentielle de cet état, affectant tout particulièrement le lit mineur. Elle engendre à la fois une discontinuité longitudinale, une uniformisation des faciès morphodynamiques et une banalisation des supports immergés.

### ***Les pistes et réponses proposées :***

Il apparaît indéniable que **l'action prioritaire d'un programme de reconquête du bon état écologique de la Ternoise doit concerner le dispositif d'assainissement de la zone industrielle saint-poloise notamment pour les matières phosphorées.**

L'ouverture hebdomadaire des vannages, imposée par arrêté préfectoral, constitue une première réponse susceptible de réduire les conséquences de cet aménagement hydraulique. Cependant, l'efficacité de ces ouvertures hebdomadaires reste incertaine ; la mise en oeuvre d'un suivi des secteurs concernés est donc souhaitable afin de vérifier la pertinence de cette mesure.

Pour ce qui concerne l'aspect physique du cours d'eau, l'ouverture définitive des vannages constitue sans aucun doute l'action à privilégier. Sur ce plan, les travaux initialisés en 2004 et programmés jusqu'en 2006 sont de nature à apporter un gain de qualité important puisqu'ils concernent la plupart des ouvrages présents entre Gauchin Verloingt et l'amont de Blangy / Ternoise, excepté le vannage de Monchy Cayeux qui sera conservé mais équipé d'une passe à poissons adaptée.

Ces actions, ouvertures hebdomadaires ou définitives, sont de nature à induire une nouvelle dynamique fluviale aux conséquences bénéfiques très probables sur l'état du milieu physique, notamment localement par une restructuration du lit et des berges.

Cette restructuration hydromorphologique s'effectuera vraisemblablement de manière progressive jusqu'à **l'obtention d'un nouvel état d'équilibre dynamique.** Les programmes de gestion et d'entretien du cours d'eau devront être adaptés à ce nouveau contexte hydraulique et intégrer cette inévitable phase d'instabilité transitoire. **En particulier, chaque fois que cela sera possible, il y a aura lieu d'octroyer au cours d'eau l'espace de liberté nécessaire à la migration latérale de son lit.**



## L'évaluation de la qualité physique de la Canche et de certains affluents

Le SEQ Physique est un outil destiné à évaluer l'état des composantes physiques des cours d'eau (lit mineur, berges et lit majeur) dont on sait qu'elles influencent de manière importante le fonctionnement et l'état écologique des hydro systèmes.

La qualité physique du cours d'eau s'exprime par l'affectation pour les paramètres lit majeur, lit mineur, berges et hydrologie d'une note sous forme d'indices de 0 à 100 et de classes de qualité de 1 à 5.

Un score est attribué par le logiciel de calcul à partir de la typologie du cours d'eau et en fonction de l'écart observé par rapport à une situation non anthropisée et donc à l'état naturel.

La logique générale de cotation est la suivante :

Qualité	Classe	Indice	
Totalement ou presque totalement non perturbé	1	81 à 100	Bleu
Légèrement perturbé	2	61 à 80	Vert
Moyennement perturbé	3	41 à 60	Jaune
Significativement perturbé	4	21 à 40	Orange
Sévèrement à très sévèrement perturbé	5	0 à 20	Rouge

A ce jour, l'évaluation de la qualité physique a été faite pour la Canche, la Ternoise (voir ci-dessus), la Course et la Créquoise.

Les résultats sont les suivants :

### ▪ Pour la Canche :

<b>Lit majeur :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 48% presque conforme</li><li>• 52% légèrement perturbé</li></ul>	<b>Lit mineur :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 25% légèrement perturbé</li><li>• 37% moyennement perturbé</li><li>• 24% significativement perturbé</li></ul>
<b>Berges :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 15% presque conforme</li><li>• 83% légèrement perturbé</li><li>• 2% sévèrement perturbé</li></ul>	<b>Ripisylve :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 1% presque conforme</li><li>• 14% légèrement perturbé</li><li>• 71% moyennement perturbé</li><li>• 14% significativement perturbé</li></ul>



Qualité ensemble du milieu physique :

- 1% presque conforme
- 71% légèrement perturbé
- 26% moyennement perturbé
- 2% significativement perturbé

Il faut souligner que la Canche s'écoule au sein d'un lit majeur très peu perturbé. Cependant, la ripisylve est un des paramètres les plus problématiques par son absence, sa discontinuité ou sa structure peu dense. En ce qui concerne le lit mineur, les perturbations telles que les ouvrages hydrauliques expliquent en grande partie, pour le bassin versant de la Canche, les résultats du SEQ physiques.

▪ **Pour la Course :**

<b>Lit majeur :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 98% presque conforme</li> <li>• 2% légèrement perturbé</li> </ul>	<b>Lit mineur :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5% légèrement perturbé</li> <li>• 47% moyennement perturbé</li> <li>• 22% significativement perturbé</li> <li>• 26% sévèrement perturbé</li> </ul>
<b>Berges :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 93% légèrement perturbé</li> <li>• 7% moyennement perturbé</li> </ul>	<b>Ripisylve :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 67% moyennement perturbé</li> <li>• 26% significativement perturbé</li> <li>• 7% sévèrement perturbé</li> </ul>

Qualité ensemble du milieu physique :

- 52% légèrement perturbé
- 48% moyennement perturbé

Comme pour la Canche, les berges et la ripisylve et en moindre mesure le lit mineur présentent des perturbations et par conséquent, ne permettent pas un fonctionnement optimal de l'écosystème rivière.

▪ **Pour la Créquoise :**

<b>Lit majeur :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% presque conforme</li> </ul>	<b>Lit mineur :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 14% légèrement perturbé</li> <li>• 42% moyennement perturbé</li> <li>• 22% significativement perturbé</li> <li>• 22% sévèrement perturbé</li> </ul>
<b>Berges :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 22% presque conforme</li> <li>• 42% légèrement perturbé</li> <li>• 36% moyennement perturbé</li> </ul>	<b>Ripisylve :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 22% presque conforme</li> <li>• 64% moyennement perturbé</li> <li>• 14% significativement perturbé</li> </ul>



Qualité ensemble du milieu physique :

- 56% légèrement perturbé
- 44% moyennement perturbé

La Créquoise représente un des affluents « vitrine » du bassin versant à la fois pour les paramètres physico-chimique mais également physique. Malgré tout et à nouveau, c'est la ripisylve qui fait défaut et à un niveau moindre les berges et le lit mineur.



## **Assainissement des eaux usées domestiques : De nécessaires améliorations à réaliser**

16 stations d'épuration sont en fonctionnement sur le bassin versant. Leur capacité est comprise entre 100 Equivalent Habitant pour la plus petite (Fresnoy) et 92 600 EH pour la station de la zone d'activité de St Pol sur Ternoise sachant que Le Touquet avec 53 000 EH est l'unité la plus importante en ce qui concerne la collecte des eaux domestiques.

Les traitements extensifs notamment le lagunage sont au nombre de 8 soit 50 % du nombre total des installations mais ne représentent que 2,5 % de la capacité épuratoire.

Les petites villes disposent pour la plupart d'une unité d'assainissement dont l'efficacité de fonctionnement peut varier. Quelques points noirs sont à souligner :

- Pour ce qui concerne les stations, l'unité de Montreuil sur Mer pose un réel problème même si la réalisation de la station a démarré en mars 2007 ;
- Pour ce qui concerne le lagunage, les unités de Nuncq-Hautecôte et de Fresnoy souffrent d'arrivées fréquentes de purin.

Le suivi SATESE des ouvrages témoigne globalement d'une problématique de fonctionnement non optimal des stations et de problème de fonctionnement des réseaux de collecte et d'insuffisance de raccordement. Actuellement, le taux de collecte<sup>ii</sup> est en moyenne de 40 % pour l'ensemble des ouvrages du bassin versant.

Enfin pour l'assainissement des villages et des habitations isolés, les collectivités sont en cours de définition des techniques à mettre en place, considérant toutefois que l'assainissement autonome<sup>iii</sup> apparaît aujourd'hui comme la solution prépondérante. Se pose alors la question des moyens dont disposent ces collectivités pour inciter les particuliers et contrôler les dispositifs. Le problème se situe notamment sur le choix du dispositif le mieux adapté aux conditions de la parcelle qui accueille la future construction.

Pour les constructions existantes, l'obligation de contrôle est fixée à 2013 par la Loi sur l'Eau de décembre 2006.

Les communautés de communes ayant compétence sont en cours de mise en place de leur Service Public d'Assainissement Non-Collectif (SPANC). L'ensemble du bassin versant n'est toutefois pas couvert en 2007.

L'action des SPANC est délicate et leur place n'est pas encore réellement fixée par exemple en amont de l'instruction des demandes de certificat d'urbanisme ou de permis de construire.



Enfin, il est important de souligner que la connaissance en terme de qualité mais également de quantité, des transferts des rejets domestiques non traités vers le milieu naturel est aujourd'hui très limitée.

***Les pistes et réponses proposées :***

**Pour accentuer l'effort d'assainissement consenti par les investissements récents ou futurs prévus pour certains ouvrages, l'enjeu se situe donc au niveau de l'amélioration des réseaux (collecte et raccordement).**

**La conformité des assainissements non collectifs est également une priorité compte-tenu de l'occupation des sols sur le bassin versant de la Canche. La mise en place et l'action des SPANC à l'échelle intercommunale est primordiale.**



## **Les risques liés aux épandages de matières organiques en agriculture (Source SATEGE)**

- **La maîtrise des apports en nitrates**

L'ensemble du bassin versant de la Canche est classé depuis fin 2002 en Zone Vulnérable (comme l'ensemble de la Région Nord Pas de Calais). Ce zonage a accéléré la mise aux normes des bâtiments d'élevage et a instauré un programme d'actions réglementant les apports de fertilisants azotés.

- **L'épandage des effluents organiques (Source SATEGE)**

Trois types d'effluents sont épandus sur les terres agricoles dans le bassin versant : Les effluents d'origine urbain, industriel et agricole.

**Les effluents urbains** : Environ 3,5 % de la SAU du bassin versant entre dans un plan d'épandage d'effluents urbains. Ce chiffre est en dessous de la moyenne départementale (6%), et s'explique par le faible peuplement de la zone (loin des pôles de concentration urbaine), par la présence importante de l'élevage, qui induit de plus faibles besoins en amendements organiques extérieurs, mais également par l'orientation légumière de certaines exploitations dont les cahiers des charges interdisent ce type d'épandage.

Sur une base d'un épandage tous les trois ans, ce sont environ 1260 hectares qui sont concernés chaque année par un épandage d'effluents urbains. La quantité moyenne d'azote par tonne d'effluent étant de 5,25 kg, au total, 132 tonnes d'azote sont épandues, soit 1,23 kg par hectare de SAU.

**L'épandage des effluents industriels** : Les surfaces concernées par les plans d'épandages d'effluents industriels pour le bassin versant de la Canche sont estimées à 3.5 % de la SAU, ce qui est nettement inférieur au taux moyen du Pas-de-Calais. Avec un épandage tous les trois ans, ce sont tout de même 1240 ha qui sont épandus tous les ans. Si l'on considère l'apport moyen en azote des effluents industriels à 4 kg/t et la quantité moyenne épandue à 20 t/ha, 24 800 tonnes d'effluents sont ainsi épandues chaque année sur le bassin versant, ce qui représente 99 tonnes d'azote, soit 0.9 kg d'azote par hectare de SAU. Cette dose reste négligeable à l'échelle du bassin versant. Etant relativement similaire avec les effluents urbains, ces apports ne doivent pas engendrer d'excédent azoté sur le territoire dans la mesure où ils respectent les bonnes pratiques agronomiques.

**L'épandage des effluents d'origine agricole** : Les rejets d'azotes issus des activités de l'élevage sur le bassin versant apparaissent conséquents et représentent l'essentiel des effluents répandus sur les sols agricoles. Ceux-ci sont estimés de 68,66 kg d'azote par an et par ha de SAU et de 98,08 kg par ha de Surface Potentiellement Epandable, soit des chiffres relativement éloignés de la référence « Zones d'Excédents Structurels » qui est de 170 kilogrammes d'azote par hectare de surface épandable. Les chiffres, supérieurs à ceux du Pas-de-Calais, s'expliquent par l'intensité de l'élevage qui est encore bien implanté sur le territoire.

### ***Les pistes et réponses proposées :***



**Il est indéniable qu'il existe une pression liée à l'azote organique issu de l'élevage agricole sur le bassin versant. Cette pression ne dépasse pas la limite fixée par la Directive Nitrates .**

Cette pression est essentiellement due à l'importance des élevages bovins, et dans une moindre mesure de l'élevage porcin, que l'on retrouve de manière plus concentrée que dans le Pas-de-Calais. Par ailleurs, les zones d'élevage, essentiellement sur les petits affluents de la Canche, concentrent nécessairement des apports plus élevés. Les effectifs bovins et porcins sont en baisse sur l'ensemble du bassin versant de la Canche. Ainsi, la pression azotée a déjà été réduite par rapport aux années antérieures, et sauf une politique volontariste liée à l'élevage, elle risque encore de se réduire.

Par ailleurs, les épandages, réalisés pour l'essentiel avec des effluents à C/N >8 (type fumier) sont nécessaires au maintien du taux de matière organique dans les sols. Ils ont un impact favorable pour limiter les phénomènes de battance et de ruissellement.

### **Les eaux littorales : un secteur sous influence des eaux du bassin versant**

Des suivis particuliers sont effectués pour évaluer la qualité des eaux littorales. Dans ce cadre, L'IFREMER réalise une surveillance des polluants sur les sédiments qui peuvent intégrer plusieurs années de contamination.

Concernant les métaux lourds, les concentrations restent pour la plupart en deçà des normes autorisées.

L'analyse des contaminants organiques met en évidence l'existence de substances révélatrices de pollution d'origine industrielle et urbaine mais peu agricole.

Le suivi de la qualité des eaux de baignade est assuré par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sur la base des normes physiques, chimiques et microbiologiques. Globalement, depuis 4 ans (2000), la qualité des plages (Stella, Merlimont, Le Touquet) varie d'une classe (A ou B).

Deux problématiques apparaissent comme dominantes, la seconde étant une conséquence de la première :

- La qualité physico-chimique, écologique et micro-biologique est dégradée sous l'influence des rejets de l'ensemble du bassin versant : on retiendra plus particulièrement deux points noirs : la station d'épuration de Montreuil sur Mer ; l'absence de traitement d'un effectif de 3 000 EQH de la commune d'Etaples sur Mer ; il faut également y ajouter les rejets industriels, domestiques et les pollutions diffuses d'origine agricole ;
- La qualité des eaux conchylicoles est médiocre ; même si les enjeux de commercialisation sont faibles. Ce constat est préoccupant d'autant plus que le coquillage est un très bon indicateur de la qualité des milieux . De plus, l'amélioration de la qualité des eaux conchylicoles s'accompagnera d'un impact positif sur la qualité des eaux de baignade, qui représente par ailleurs un enjeu touristique majeur ;
- L'état écologique des eaux côtières est également dégradé par les bloom de phaeocystis (phytoplancton).



La qualité des eaux littorales et plus précisément la qualité des eaux de baignade sont un enjeu majeur du développement touristique des communes. **Un nouveau cadre réglementaire européen s'applique depuis le 15 février 2006 sous la forme de la nouvelle directive Eaux de Baignade (2006/7/CE).**

Une récente étude a été réalisée pour établir des profils de risque pour la baignade des plages du littoral du bassin Artois-Picardie (SAFEGE Environnement –Décembre 2005). Des indicateurs ont été utilisés pour établir ces profils de risque : en plus des indicateurs « classiques » de qualité sanitaire (entérocoques et Escherichia coli) , la population de la commune littorale, la proximité d'un fleuve, un indicateur touristique ainsi qu'un indicateur urbanisme ont été construits. Concernant les résultats, la corrélation entre ces indicateurs a tendance à montrer que la qualité sanitaire des eaux de baignade des plages littorales dépend non seulement des efforts consentis en matière de réduction des sources polluantes mais aussi et surtout actuellement des efforts consentis sur la réduction des flux polluants venant des bassins versants.

***Les pistes et réponses proposées :***

**Par conséquent, la gestion des eaux de baignade ne peut passer que par une approche systémique du problème, approche prenant en compte à la fois le milieu terrestre et le milieu littoral.**



## ❑ **Les risques liés à l'hydraulique : Erosion, ruissellement, inondation**

La crue est un phénomène naturel pouvant provoquer des inondations<sup>iv</sup> dont l'ampleur peut être à l'origine de dégâts matériels ou humains.

Certaines crues ont des conséquences sur les biens et les personnes comme ce fut le cas en 94-95 pour la basse vallée de la Canche.

Depuis le début des années 1980, le bassin versant de la Canche connaît deux principaux types de phénomènes naturels dont l'impact est plus ou moins marqué selon les périodes et les sous bassins :

- **Les inondations en fond de vallée dues à des débordements de cours d'eau, particulièrement marquées en basse vallée de la Canche** mais pouvant concerner les linéaires plus en amont de la Canche ou ses affluents ;
- **Les inondations à caractère « torrentiel » provoquant des coulées d'eau mais plus souvent des coulées boueuses sur les sous bassins.**

**D'autres phénomènes ont été répertoriés mais sont cependant plus rares :**

- Remontée de nappe,
- Invasion marine.

Le nombre de déclarations de catastrophes naturelles est significatif des épisodes de crues et d'inondations par coulées boueuses.

L'analyse par secteurs permet de distinguer les zones « les plus vulnérables » situées à l'exutoire des sous bassins versants :

- La basse vallée de la Canche (secteur du Montreuillois) ;
- La moyenne Canche (Aubin St Vaast, Bouin-Plumoisson) ;
- La Ternoise (Auchy les Hesdin, Rollancourt, Blangy sur Ternoise, St Michel sur Ternoise) ;
- les autres affluents (Frencq, Bréxent–Enocq, Embry, Royon, Fressin, Wambercourt, Cavron-St Martin).
- Quelques points noirs plus localisés (St Denoeux, Hucqueliers).

Plusieurs dates ont particulièrement été dommageables pour le bassin versant et concernent le risque « inondations, coulées de boue » :

- Le 25 janvier 1995 lors de la crue déclarée cinquantennale de la Canche : ont été concernés les communes de la basse vallée de la Canche depuis Hesdin et les communes des affluents (Créquoise, Planquette, Ternoise) ;
- Le 26 décembre 1999 lors de la tempête dont l'impact a été national : certains départements comme le Pas de Calais ont été déclarés sinistrés en totalité ;
- Le 4 juillet 2005 pour la Ternoise et la Canche moyenne.



Ces données permettent de caractériser une sensibilité très forte du territoire du bassin versant, pour les deux décennies antérieures, liée notamment aux conditions météorologiques et pluviométriques exceptionnelles.

**Outre ces conditions météorologiques extrêmes, chacun est aujourd'hui conscient que les causes et les responsabilités doivent être partagées entre l'Etat, la Collectivité et le monde agricole :**

- Evolution des pratiques agricoles : diminution des Surfaces Toujours en Herbe (STH) de 28 % (de 36 072 ha à 2 000 ha de 1979 à 2000) sur le bassin versant de la Canche ;
- Urbanisation des zones inondables surtout pour la basse vallée mais un mitage global du lit majeur (zones humides) de la Canche et de ses affluents est constaté ;
- Drainage et mise en culture des zones humides : Les drainages et la mise en culture des zones d'expansion de crue ont d'abord été créés en vue d'augmenter les surfaces cultivées et ultérieurement jusqu'à présent de permettre l'évolution des équipements de plus en plus lourds utilisés en agriculture intensive.
- Extension des zones imperméables et réseaux d'évacuation inadaptés : en 20 ans, près de 4 000 ha ont perdu leur vocation agricole et sont susceptibles d'avoir été en partie imperméabilisés.

D'autre part, certains aménagements se sont révélés inadaptés pour la lutte contre les inondations : L'endiguement des surfaces d'expansion des crues réduit les surfaces disponibles à cet effet. Cette réduction de surface amène mathématiquement à une élévation de l'altitude des crues dans les autres zones.

Les endiguements importants du dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle en basse vallée de Canche ont été un des facteurs de l'aggravation des crues des dernières décennies. Ces phénomènes se conjuguent souvent et ont des impacts à la fois sur les flux d'eau et sur la qualité de l'eau avec un apport non négligeable de matières en suspension, pouvant également transporter d'autres substances (phytosanitaires, nitrates, hydrocarbures).

### ***Les pistes et réponses proposées :***

**L'ensemble de ces évolutions a des impacts réels sur la qualité des eaux et des milieux aquatiques :**

- **Taux très élevé de Matières En Suspension (M.E.S.) dans les cours d'eau et constituant dans le courant de la décennie 1990-2000, le principal facteur déclassant de la qualité ;**
- **Envasement du lit des cours d'eau et colmatage de certains habitats aquatiques tels que les habitats piscicoles ;**
- **Dégradation et souvent disparition des zones humides alluviales et littorales au profit de l'urbanisation : modification du régime hydraulique et augmentation du risque d'inondation, dégradation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.**



### **Prévention des dommages causés par les inondations de la Canche :**

L'Etat, plus spécifiquement la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN) et la Région Nord Pas de Calais ont élaboré un atlas des zones inondables dans le cadre des Contrats de plans. La réalisation de l'atlas des zones inondables permet de porter à la connaissance de tous les risques en matière d'inondations. Ce document se situe dans la perspective de la loi du 22 Juillet 1987 et de son article 125-2 du code de l'environnement qui précise que «les citoyens ont droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis ( ... ). Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles» ; l'atlas pour la Canche a été publié en 1999. Le périmètre concerne 21 communes de l'aval de la Canche à partir des communes de Le Parcq et St Georges. Ce document est disponible dans toutes les communes concernées

Cet atlas des zones inondables a constitué la base d'élaboration du Plan de Prévention du Risque d'Inondation pour le territoire de la basse vallée de la Canche . Le PPRI a été appliqué par le Préfet du Pas de Calais de manière anticipée par l'arrêté du 4 décembre 2001. Après enquête et une phase de concertation avec les communes, le PPRI a été approuvé définitivement le 26 novembre 2003. Ce document ainsi que le Dossier Communal Synthétique pour l'information de la population sur les risques majeurs, sont consultables dans toutes les mairies.

### **Prévention des inondations par coulées boueuses :**

Lors des épisodes violents générés par le passage de la tempête en décembre 1999, la quasi-totalité des communes du bassin versant a été touchée et de ce fait déclarée au titre des « Catastrophes Naturelles ».

L'arrêté du 4 août 2003 du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a modifié l'Article A.125-1 du Code des assurances, la franchise pour les communes non dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles, est modulée en fonction du nombre d'arrêtés pris pour le même risque au cours des 5 dernières années précédant la date de la nouvelle constatation. Le Préfet du Pas de Calais a instauré pour ces communes, la prescription de multiples PPR catastrophes naturelles et coulées boueuses, afin d'éviter une augmentation des franchises d'assurances. La Direction Départementale de l'Equipeement est chargée d'instruire et d'élaborer ces plans. Ces documents réglementaires permettent une prévention souvent locale ou à l'échelle de la commune, ils doivent être complétés par une approche plus globale à l'échelle des bassins versants permettant d'évaluer les transferts amont aval.



## DES PROGRAMMES DE TRAVAUX SPECIFIQUES POUR PREVENIR LES DEGATS CONSECUTIFS AUX INONDATIONS

### Sur les bassins versants :

Les années 80 et surtout 90 ont été particulièrement difficiles compte-tenu de certaines périodes très pluvieuses et de la multiplication des incidents et des inondations notamment pour les communes des sous bassins versants. Les acteurs se sont progressivement mobilisés et particulièrement les maires des communes ayant subi des inondations répétées.

La basse vallée de la Canche au travers notamment du maître d'ouvrage Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Basse Vallée de la Canche (SIABVC) a été précurseur en la matière en initiant une démarche partenariale impliquant la collectivité et le monde agricole. La sensibilité au phénomène d'érosion sur les parcelles agricoles et la menace constante de ruissellement boueux préjudiciable aux biens des communes ont conduit à l'étude plus affinée des phénomènes (DIREN, Chambre d'Agriculture, DDAF) et à l'expérimentation de solutions techniques (Chambre d'Agriculture, DDAF).

Les différents épisodes ont amené progressivement d'autres secteurs du bassin versant à se mobiliser pour trouver des solutions efficaces. Différents projets sont actuellement en cours et font l'objet de partenariats divers (collectivités, Chambre d'Agriculture, Conseil Régional, Conseil Général, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture, Agence de l'Eau Artois-Picardie, exploitants agricoles).

Depuis le milieu des années 1990, plusieurs principes ont été développés et expérimentés par les différents maîtres d'ouvrage :

- **L'infiltration le plus en amont possible de l'eau sur le parcellaire agricole et le maintien des limons par des actions agronomiques** : Réduction voir disparition des sols nus en période hivernale et généralisation des couverts de type « engrais verts » (moutarde,...) ;
- **La réduction sur le bassin versant des vitesses de ruissellement et la maîtrise des débits par des dispositifs légers de type plantation** : utilisation des opportunités de la topographie (creuses, talwegs) et de l'exploitation (prairies, jachères, inter-parcellaire, abords des chemins d'exploitation) par la mise en place d'ouvrages favorisant la rétention sur certains tronçons et la filtration des limons emportés (fascines, enrochements avec débit de fuite, petits espaces de rétention temporaire,...) ;
- **Si nécessaire, la rétention et le stockage des eaux pour les secteurs les plus en aval lorsque les conditions en amont n'ont pas permis de réduire suffisamment le risque** : création de bassin de stockage de capacité variable, fossés....

(Voir guide méthodologique annexé)



Même s'il ne s'agit pas d'une démarche formelle de prévention, les partenariats se sont progressivement mis en place :

- **Exploitants agricoles** : démarche volontaire d'inscription dans un programme et conventionnement avec le maître d'ouvrage pour la réalisation des aménagements ; démarche contractuelle dans le cadre de la politique nationale ou européenne agricole (mesures agri-environnementales, contrats territoriaux, Contrats d'Agriculture Durable et Plan de Développement Rural Hexagonal avec le Plan Végétal Environnemental en 2007) ;
- **Collectivités locales** : étude et diagnostic du bassin versant, animation, sensibilisation des acteurs publics et privés, définition des aménagements, financement et mise en œuvre ;
- **Services de l'état et organismes publics** : contribution technique au diagnostic des bassins versants et au programme d'aménagement, animation et suivi, financement.
- **Autres partenaires privés tels que les associations** : par exemple les sociétés de chasse communale grâce à la sensibilisation et au soutien de la Fédération Départementale qui a incité celles-ci à implanter des couverts hivernaux ou par le développement des jachères « Faune Sauvage ». (Carte 9)

### ***Les pistes et réponses proposées :***

**Ces aménagements ne sont efficaces que s'ils s'inscrivent dans un schéma global à l'échelle du bassin versant en permettant une gestion et une maîtrise amont-aval des flux d'eau.**

### **En basse vallée de la Canche :**

Les crues de 1988 ont déclenché une solidarité entre les communes de l'aval de la vallée de la Canche. Le SIABVC a été constitué autour des communes riveraines de la Canche pour prendre compétence quant à la lutte contre les inondations.

A l'issue d'une période d'étude, une modélisation a été réalisée par le bureau d'étude SOGREAH afin de connaître sur la base d'une crue de fréquence centennale, l'extension des eaux et la vulnérabilité des biens et des personnes.

Après étude de différents scénarios d'aménagement, les représentants des communes ont opté pour la réalisation d'un schéma d'aménagement hydraulique prévoyant la protection des habitations et la restauration des champs d'expansion des crues pour les communes de Attin, Beutin, Beaumerie St Martin, La Caloterie, La Madelaine sous Montreuil, Neuville sous Montreuil et Montreuil sur Mer. Ce programme de travaux a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique attribuée en février 1998 et reconduite pour 5 ans en 2003.



### ***Les pistes et réponses proposées :***

**Les opérations de restitution des champs inondables n'ont pas démarré et sont toutefois l'objet de débats notamment pour ce qui concerne l'impact des éventuels débordements pour les parcellaires agricoles.**

#### **❑ Les milieux aquatiques : connaissance, gestion, pressions**

### **VALEURS, MENACES ET EVOLUTION DES ZONES HUMIDES DU BASSIN VERSANT DE LA CANCHE**

**Les zones humides alluviales** sont partie intégrante du lit majeur du fleuve et de ses affluents et peuvent regrouper plusieurs types de milieux : les marais périfluviaux, les forêts alluviales, dépressions et anciens bras en eau, les prairies inondables. En 2002/2003, un inventaire de ces espaces a été réalisé en partenariat avec le Conservatoire des Sites Naturels Nord et Pas de Calais. 53 unités ont été identifiées selon la méthodologie définie par l'Institut Français de l'Environnement (IFEN).

Pour chaque zone, ont été décrites à la fois les qualités fonctionnelles du site principalement de fonctionnement hydraulique (services rendus pour le stockage des eaux lors de crues) et les qualités écologiques et biologiques.

Il apparaît au travers de ces différents facteurs, que certaines zones présentent une qualité altérée : ce constat est le reflet d'un processus de dégradation et de disparition de ces zones sur le bassin versant.

Parmi les grandes causes, l'urbanisation, le remblaiement, le drainage, l'exhaussement ou les dépôts sauvages sont des dégradations constatées et qui mettent en péril ces espaces précieux pour la protection et la gestion de la ressource en eau. D'autres évolutions plus « naturelles » peuvent aboutir à la fermeture et à la disparition de ces milieux par boisement par exemple.

**L'urbanisation de la vallée de la Canche** est une illustration de ces pressions qui pèsent sur les zones humides : depuis les années 1980, les constructions notamment à usage résidentiel, n'ont pas cessé de progresser et forment un chapelet continu favorisé par les principaux axes routiers (D 349 ancienne N 39). A cette problématique de mitage et de régression par remblaiement par exemple, vient s'ajouter l'aggravation de la vulnérabilité face aux risques d'inondation.

Pour le secteur aval, le Plan de Prévention du Risque d'Inondation régit la constructibilité au regard de l'analyse de l'aléa et de la vulnérabilité, rendant inconstructible certains secteurs.



**Le développement de l'Habitat Léger de Loisirs (HLL)** est également une des causes notables de l'altération ou de la disparition des zones humides alluviales. Ce phénomène est particulièrement marqué dans la vallée de la Canche et s'est amplifié également à partir des années 1970/80. Il peut s'expliquer par l'attrait d'un tourisme rural de proximité et des loisirs liés à l'eau mais également par la structure foncière très découpée des secteurs de marais dont certains étaient initialement voués au maraîchage.

Associé souvent à ces habitats de loisirs, **le développement des étangs ou plans d'eau** est également un facteur pénalisant pour la gestion de l'eau et la préservation de la qualité de cette eau. Un véritable mitage des fonds de vallée est observable sur la quasi-totalité du bassin versant.

### **Le complexe des zones humides littorales**

Le complexe des zones humides littorales se répartit en deux types d'espaces :

#### **1 – Les zones humides dunaires et arrières dunaires**

Les formations dunaires au Sud de Boulogne-sur-Mer font parties des dunes picardes constituées d'un bourrelet ancien et d'un bourrelet littoral plus récent.

Les zones humides dunaires sont situées au sein du bourrelet dunaire et sont liées à l'affleurement de la nappe phréatique (dépressions humides : pannes ou mares). Elles apparaissent en mosaïque avec des dunes plus ou moins élevées et sont caractérisées par une végétation de milieux secs.

Les zones dites arrières dunaires ont un caractère humide marqué, jouant un rôle essentiel pour les oiseaux migrateurs. Elles constituent un système particulier intercalé entre les dunes et le plateau et réparti entre les estuaires de la Canche au Nord et de l'Authie au Sud. A ce titre, ces espaces sont partie intégrante de la plaine maritime picarde reconnu comme site d'intérêt national au titre du rapport « Bernard » publié en 1994 et proposant un programme d'action global pour les zones humides.

Pour le bassin versant de la Canche, ces zones sont notamment constituées des marais tourbeux de Villiers et de Balançon présentant un intérêt écologique remarquable et faisant l'objet de plusieurs protections (site inscrit « Marais arrières littoraux », 1977 ; Zone de Protection Spéciale -Directive européenne 1979).

Situées au sud et à proximité immédiate de l'estuaire de la Canche, les dunes de Mayville se fondent au sein du complexe des dunes picardes qui s'étend sur une grande partie du littoral du Pas-de-Calais et de la Somme. Le massif dunaire s'intègre donc dans un vaste ensemble naturel, toutefois perturbé par le développement des stations balnéaires et la multiplication des aménagements humains au sein des milieux littoraux.



Le rapport d'évaluation « Bernard » décline 2 périodes fortes de régression :

- 1960 – 1980 :
  - Pour le littoral : endiguement, phénomène d'urbanisation et de pression touristique important, pression de la chasse ;
  - Pour les marais arrière-littoraux : passage progressif d'une agriculture pastorale à la culture céréalière ; assainissement et amendement des prairies humides ;
- 1981 – 1992 :
  - Pour le littoral : pression touristique tendant à s'accroître induisant un certain dérangement ;
  - Pour les marais arrière-littoraux : phénomène de drainage et d'assèchement, retournement des prairies humides, plantation de peupliers.

Une observation de l'occupation des sols concernant ce périmètre a été réalisée en 1999 par l'association Groupement de Défense de l'Environnement de l'Arrondissement de Montreuil en 1999 sur la base de l'analyse de 3 campagnes de photos aériennes (1963, 1971 et 1999).

Cette observation a permis de constater :

- Un recul permanent des prairies humides. La perte est importante puisque plus de 47% des prairies ont disparu au rythme de 1,31% par an en moyenne. Les prairies sont de loin l'occupation du sol la plus répandue en 1963 (près de 50%) alors qu'elles n'en représentent plus que 26% en 1999 ;
- Un recul des marais (près de 22%);
- Une augmentation forte de l'urbanisation, de l'ordre de 138%. Le rythme de croissance annuel est élevé 3,84% par an. Les zones urbanisées sont ainsi passées d'environ 8,5% de l'espace à plus de 20%;
- Une augmentation régulière des étangs, de l'ordre de 139% avec un rythme annuel moyen de 3,88%;
- Une croissance continue des cultures, de l'ordre de 79% au total (2,20% en moyenne par an).

## **2 – Les zones estuariennes**

Celles-ci ne sont représentées qu'en baie de Canche et regroupent principalement les mollières, vasières, chenaux ou encore écoulements de sources vers l'estran. Ce sont des espaces sous influence des dynamiques fluviales et marines.

Les zones humides dunaires de la baie de Canche sont constituées d'un ensemble de pannes dunaires (il existe environ une dizaine de pannes répertoriées dans les limites du bassin versant) et de mares (une quinzaine sont dénombrées dans le bassin versant) ; on peut y inclure aussi l'ensemble de boisement humides (saulaies marécageuses). Le réseau hydrographique complexe joue un rôle fondamental dans l'évolution des niveaux d'eau.



Deux nappes alimentent en eau la partie dunaire de la baie. La nappe de la craie diminue jusque mi-mars, remonte et diminue de nouveau à partir de début juin. La nappe de la dune remonte jusqu'au mois de mai et diminue à partir de juin. Ce sont les précipitations qui alimentent les nappes en eau.

Les mares atteignent leur niveau d'eau maximum au mois d'avril et leur minimum en octobre, certaines sont influencées par le balancement des marées.

Le ruisseau de Camiers qui serpente au sein des dunes est une originalité qui influe sur la ressource hydrique des mares et pannes dunaires. Il atteint son maximum en avril, disparaît vers la mi-juillet et réapparaît vers Noël.

Ces zones humides sont partie intégrante de sites dont l'intérêt écologique est remarquable (dunes de Camiers, baie de Canche) et qui bénéficient de protections partielles (ZPS, réserve nationale de la Baie de Canche, site natura 2000, site inscrit et 30 NDL).

Notons également que l'estuaire de la Canche est également considéré comme une zone importante pour les populations de poissons migrateurs.



**VERS UN PROGRAMME D'ACTION ET UNE DEMARCHE DE PRESERVATION :  
L'INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES ALLUVIALES ET LITTORALES DANS LE CADRE DE  
LA REDACTION DU SAGE**

**Les étapes de l'inventaire des zones humides**

Compte-tenu des nombreuses menaces de dégradation voir de disparition de ces zones humides alluviales et littorales, les membres de la commission thématique « Patrimoine naturel et barrages » se sont mobilisés depuis 2002 pour améliorer la connaissance de ces espaces dans un objectif de préservation globale, à la fois pour l'intérêt écologique mais également fonctionnel pour la gestion qualitative et quantitative de l'eau.

A partir de 2002, une série de travaux d'inventaires vont se succéder :

- **2002** : Inventaire des zones humides alluviales de l'amont du bassin versant par le Syndicat Mixte SAGE canche;
- **2003** : Complément d'inventaire à l'échelle du bassin versant de la Canche, au 25 000 ° : identification de 63 unités ; (Conservatoire des Sites Naturels Nord Pas de Calais) ;
- **2004** : Plan d'action pour les zones humides ; inventaires détaillés écologiques et fonctionnels pour 10 sites sélectionnés sur la base du critère « d'opportunité » (faisant suite à un audit auprès des communes) (Conservatoire des Sites Naturels Nord Pas de Calais)

Ces sites sont les suivants :

- Marais de Cucq (St Josse) ;
  - Etang et Marais de Brimeux (Brimeux) ;
  - Marais de la Bassée (Beaurainville) ;
  - Bois de Beaurain-Château (Beaurainville) ;
  - Prés des Dames et Marais du Planty (Maresquel-Ecquemicourt et Aubin St Vaast) ;
  - Etangs de Waligny (Ligny sur Canche) ;
  - Berges de la Planquette (Cavron St Martin) ;
  - Grand Marais de Blangy (Blangy sur Ternoise)
- **2005/2006** : Signature des premières conventions de gestion avec le Conservatoire des Sites (Ligny sur Canche ; Contes).
  - **Été 2006** : Complément de l'inventaire par le Syndicat Mixte SAGE canche

Sur la base de cette connaissance, les membres de la commission « patrimoine naturel et barrages » ont proposé de réaliser une phase de consultation locale dans l'objectif d'annexer une cartographie plus précise au document du SAGE.



**La consultation locale : un outil pour compléter et préciser l'inventaire, sensibiliser les élus locaux et aboutir à une « photographie » du patrimoine des zones humides en 2006**

Cette phase avait pour but de répondre à différents objectifs notamment d'être compatible avec les dispositions du SDAGE Artois Picardie pour la réalisation d'un inventaire faunistique et floristique des zones humides lors de la phase d'élaboration du SAGE (Disposition C2) :

- **Objectif 1 : Sensibiliser et échanger avec les représentants des communes** dont les décisions devront être compatibles avec le document du SAGE
  - Sensibiliser les représentants des communes aux fonctions et valeurs des zones humides
  - Faire connaître la portée du SAGE
  - Présenter les outils réglementaires et contractuels existants pour la protection des zones humides
  - Être à l'écoute de leurs remarques relatives à leur territoire
- **Objectif 2 : Compléter et préciser l'inventaire, valider une photographie des zones humides alluviales et littorales du bassin versant de la Canche en 2006**
  - Présenter l'inventaire des zones humides communales ;
  - Sur la base d'une visite de terrain, éventuellement valider ou préciser avec le ou les représentants de la commune, le périmètre à retenir ;
  - Obtenir un premier engagement de préservation sous la forme d'un accord écrit de la part de la commune ou de son représentant permettant de vérifier que la commune a bien pris connaissance de cet inventaire qui sera annexé au document du SAGE
- **Objectif 3 : Evoquer et/ou mettre en œuvre les outils disponibles pour la préservation de ces espaces humides**
  - Vérifier l'existence, l'application ou la programmation des documents d'urbanisme (carte communale, PLU) ;
  - Connaître les modalités actuelles de gestion ou « d'occupation » de ces zones (bail en cours, usages,...) ;
  - Connaître les éventuelles évolutions prévisibles ou souhaitées d'usage ou de gestion

**Les résultats :**

- **83 communes consultées** : convocation à des réunions ou consultation par courrier ;
- 64 communes ont retourné leur « accord pour l'identification » et l'inscription au document du SAGE ;
- 4 communes se sont clairement (par délibération ou simple courrier) prononcées en défaveur de cet inventaire ;
- 10 communes n'ont pas répondu malgré les 3 relances ; 5 communes doivent être rencontrées en vue d'un accord probable.



### **Cas particulier des communes qui se sont prononcés défavorablement :**

Les communes ayant répondu défavorablement à la consultation ne sont pas en cohérence avec les dispositions du SDAGE demandant de réaliser l'inventaire dans le cadre du SAGE. De toute évidence et en dehors du contexte du SAGE, ces communes sont soumises à la réglementation fixée par la loi sur l'eau pour les zones humides.

### **L'inventaire sur le périmètre de ces communes existe et sera annexé au document du SAGE.**

La préservation de ces zones devra être vérifiée et confortée ; notamment la compatibilité des décisions des collectivités avec les dispositions du SAGE et le cas échéant, la compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SAGE. Dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE, de nouveaux échanges avec ces communes pourront être envisagés.

### **Les modalités de préservation des zones humides alluviales et littorales dans le cadre du document du SAGE**

Dans le contexte d'application de la loi sur l'eau, l'inventaire des zones humides réalisé dans le cadre de l'élaboration du SAGE ainsi que la consultation locale constituent une base de connaissance essentielle et surtout une photographie de ces espaces à un instant donné (2004-2006).

**De plus, cette consultation locale permet de fixer un premier engagement pour la préservation des zones humides :**

Cette identification n'est donc pas exhaustive et se poursuivra pendant la mise en œuvre du SAGE. Des documents d'actualisation seront donc régulièrement édités et feront l'objet de consultation et de validation par la Commission Locale de l'Eau.

**Complément à l'état des lieux et au diagnostic : une mission spécifique aux zones humides littorales sera réalisée en juillet 2007 de manière à préciser les données pour ce territoire dans les mêmes modalités que celles exploitées pour les zones humides alluviales.**



## LA GESTION, L'ENTRETIEN ET LA RESTAURATION DU RESEAU DE COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE LA CANCHE

La Canche est classée en rivière domaniale dans sa section en basse vallée depuis le site dit « le Moulin Bacon » à Montreuil sur Mer jusqu'au pont de chemin de fer sur la commune d'Etaples sur Mer.

Tout le reste de son linéaire et l'ensemble de ses affluents sont classés en non-domanial.

Pour ces linéaires de statut privé, l'entretien est théoriquement du ressort des propriétaires riverains qui ont la propriété de la moitié du lit « *suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau, sauf titre ou prescription contraire* ». (Art L 215-1 du Code de l'Environnement)

La possibilité de substitution de la collectivité aux propriétaires privés riverains de cours d'eau a été confirmée par la loi sur l'eau de 1992. Cette étape voit l'apparition au sein des collectivités de compétences spécifiques permettant la mise en place d'un entretien pérenne des berges et du lit. Certaines actions sont également menées par des associations dites « d'utilité sociale » dont la mission couple insertion et actions d'entretien. Cette activité a été soutenue dans le cadre de la politique de l'Agence de l'Eau dès l'application de la dite loi avec des mesures financières et techniques d'accompagnement.

Depuis la fin des années 1980, la politique d'intervention de l'Agence de l'Eau a ainsi favorisé la mise en place d'opérations de rattrapage d'entretien et d'entretien pérenne des cours d'eau dont le déficit avait été constaté notamment lors des épisodes d'inondation.

Ce manque d'entretien, aboutissant à la fermeture des milieux, était donc préjudiciable d'un point de vue hydraulique (circulation des eaux) mais aussi écologique.

Cette politique globale a abouti à la mise en place d'équipes d'entretien chargées de restaurer les milieux par une action « douce » et de mettre en place des plans de gestion pluriannuels.

Préalablement à l'intervention de ces équipes, des diagnostics précis ont été réalisés pour permettre l'évaluation la plus fine possible des actions à réaliser (gestion de la végétation, intervention sur les fonds, aménagements de maintien des berges, intervention sur les ouvrages,...).

Les diagnostics portant à la fois sur l'occupation des sols à proximité du lit mineur, l'état des berges et de la ripisylve, ont concerné à des périodes différentes :

- La Canche : entre Brimeux et Magnicourt sur Canche (entre Brimeux et Ste Austreberthe en 1996 ; Hesdin 1995 ; St Georges- Magnicourt sur Canche en 2002 ) ;
- La Ternoise : Secteurs amont 1997 et aval 2002 ;
- La Course en 2002
- La basse Canche en 2004.

La connaissance des données physiques concernant les affluents est plus aléatoire même si certains font l'objet d'un plan de gestion pluri-annuel.

En 2007, seules les sections de la haute Canche soit depuis la source jusque la limite administrative de la commune de Ste Austreberthe, et de la Ternoise aval entre les communes de Blangy sur Ternoise et Rollancourt, ne font pas l'objet d'un entretien pérenne.



La notion de gestion englobe l'ensemble des actions sur le cours d'eau en vue de maintenir un niveau de fonctionnement déterminé en terme :

- d'hydraulique
- de biologie (écologie, biodiversité, patrimoine naturel)
- de paysage, de vocation et d'usages (loisirs, agriculture, production d'électricité,...).

Des équipes de gestion et d'entretien des rivières sont en place depuis 15 ans. Les programmes de rattrapage d'entretien et de restauration sont en grande partie finalisés. L'évaluation de ces interventions s'est construite progressivement et a abouti parfois à certains constats négatifs relatifs au « sur entretien » et au non respect de la dynamique du cours d'eau (« chenalisation »). Ces constats doivent servir de base pour adopter une méthode de gestion permettant de mieux respecter les équilibres naturels et l'expression de la dynamique fluviale (alternance sédimentation-érosion) tout en assurant une surveillance.

### ***Les pistes et réponses proposées :***

Une cohérence est à rechercher pour organiser et fédérer les moyens à l'échelle du bassin versant de la Canche (maîtrise d'ouvrage).

Afin d'atteindre le bon état écologique en 2015 fixé par la Directive Cadre Européenne sur l'Eau, 3 outils semblent important à utiliser : l'entretien, le non-entretien contrôlé et la restauration dans le cadre d'un plan d'action global et concerté construit sur la base des résultats de l'évaluation (eau, biologique et physique) et du Plan Départemental pour la Protection du Milieu Aquatique et la Gestion des Ressources Piscicoles (PDPG).



## **Le cas du réseau de cours d'eau et du réseau hydraulique des Bas-Champs**

Au sein de la zone littorale, les Bas-Champs constituent une réelle spécificité du bassin versant de la Canche. Celle-ci s'explique à la fois par les conditions naturelles à la fois topographiques (faibles altitudes, faibles dénivelés) et hydrologiques (prépondérance des milieux aquatiques, influence maritime). D'autre part, la lutte très ancienne pour la protection contre la mer, contre le caractère humide et le développement d'une agriculture de plus en plus intensive, se sont traduits par une gestion hydraulique principalement vouée à permettre l'évacuation accélérée de l'eau. Cette gestion est assurée depuis les années 1870 par des associations syndicales appelées également syndicats de dessèchement.

### ***Les pistes et réponses proposées :***

L'application des prescriptions de la loi sur l'eau de 1992 retranscrites au Code de l'Environnement et bientôt la mise en œuvre des préconisations de la DCE fixent des objectifs nouveaux visant la préservation et la restauration des milieux aquatiques. Un dialogue doit être établi avec les gestionnaires de ces espaces pour étudier ensemble les moyens et modalités d'atteinte des objectifs fixés notamment dans le cadre de la rédaction du SAGE de la Canche.



## L'ECOSYSTEME DES COURS D'EAU, LES HABITATS PISCICOLES ET LA RESTAURATION DE LA LIBRE CIRCULATION DES POISSONS MIGRATEURS

### Le contexte réglementaire

Le potentiel d'accueil des poissons migrateurs pour la Canche et l'ensemble des affluents classés se traduit par le classement de ces rivières depuis les années 1921 et 1922 parmi les cours d'eau soumis au régime des échelles à poissons et leur intégration, dans le cadre de la loi Pêche de 1984, à la liste des rivières où s'applique l'obligation de laisser circuler librement les poissons migrateurs (Truite de mer, Saumon atlantique, Truite fario, Anguille, Lamproie).

Ce sont aujourd'hui les articles L 432-5 et L 432-6 du Code de l'Environnement qui retranscrivent cette obligation et imposent la mise en conformité des ouvrages pour la Canche et les affluents classés afin d'assurer la libre circulation des poissons migrateurs. Ces obligations ayant pris effet en 1991 pour la Canche et la Ternoise et en 2002 pour les affluents (Planquette, Créquoise, Bras de Bronne, Course, Dordogne, Huitrepin, Grande et Petite Tringue)

La grande et la petite Tringue sont classées en deuxième catégorie piscicole (peuplée de cyprinidés, ex : Gardon) ; tous les autres cours d'eau sont classés en première catégorie piscicole (peuplés de salmonidés, ex : truite).

Pour ce qui concerne les plans d'eau, ils sont généralement classés en 2<sup>ème</sup> catégorie piscicole sauf s'ils sont connectés à un ruisseau ou à un cours d'eau de première catégorie. Ils prennent alors la même catégorie que le ruisseau.

### **Le constat de l'étude Migrants Canche Authie, (Conseil Supérieur de la Pêche, 1994) :**

93 barrages sont recensés dont ¼ sont en activité, 2/3 sont fermés et 4 sur 5 sont quasi infranchissables. Ainsi 40% de la Canche est accessible aux migrateurs soit 1670 Unités de Production (U.P.) accessibles sur 4000.

### ***Les pistes et réponses proposées :***

La bonne reproduction en mer ou en rivière des espèces présentes sur la Canche (saumon atlantique, truite de mer, anguille, ...) nécessite la libre circulation le long des cours d'eau. Tout au long de sa vie le poisson va évoluer dans différents habitats ; ainsi, le blocage des espèces peut conduire à une réduction du nombre d'individus voire une extinction de celle-ci.

Le bon développement des poissons migrateurs demande deux conditions : **la libre circulation entre les zones d'engraissement et les zones de reproduction ainsi que la qualité et la quantité des habitats.**

En conséquence, l'intérêt de la libre circulation des poissons migrateurs est double : patrimonial et économique. Elle favorisera la valorisation économique de la ressource et augmentera la qualité écologique de la Canche.



## **Le programme en cours de restauration de la libre circulation**

En 2000, une étude sous maîtrise d'ouvrage de la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Protection du Milieu Aquatique du Pas de Calais (FDAAPPMA) a été lancée de manière à proposer des aménagements dans l'objectif de rétablir la libre circulation des poissons migrateurs, tout en favorisant la restauration des habitats associés (« Etude globale d'aménagement piscicole sur la Canche et La Ternoise », Société d'Ingénierie pour l'Eau et l'Environnement).

Cette étude porte uniquement sur les cours d'eau de la Canche et de la Ternoise hors affluents.

La Canche présente 21 barrages entre Montreuil sur Mer et Berlencourt le Cauroy. La Ternoise compte 17 ouvrages répartis entre les communes d'Huby St Leu et Gauchin-Verloingt.

A l'issue de l'étude confiée par la FDAAPPMA au bureau d'études SIEE, des projets ont été proposés aux propriétaires.

Pour 13 ouvrages dont les interventions sont caractérisées de simples et peu coûteuses, la FDAAPPMA décide d'assurer la maîtrise d'ouvrage courant 2002. La réalisation est prévue à partir de 2003. Le financement est assuré à 100 % pour les ouvertures totales et à 75 % pour le cas d'un maintien fermé des vannes pour un usage pérenne.

D'autre part, dans le cadre de l'élaboration du SAGE de la Canche, le Syndicat Mixte, fin 2002, décide de prendre une compétence spécifique lui permettant d'assurer si nécessaire, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'ouverture ou d'aménagement des barrages pour la Canche et l'ensemble des affluents classés. Les nouveaux statuts et donc la compétence sont validés par arrêté préfectoral du 20 mars 2004. Cette nouvelle situation permet au Syndicat Mixte d'enclencher en 2005 une nouvelle phase de travaux sur la Canche et la Ternoise sur la base de l'étude réalisée par SIEE sous maîtrise d'ouvrage de la FDAAPPMA.

L'étude d'aménagement pour les cours d'eau affluents de la Canche est en cours depuis 2003.

### ***Les pistes et réponses proposées :***

Outre cette obligation réglementaire, la CLE souligne que les peuplements piscicoles expriment l'état général de qualité de l'eau et des milieux aquatiques. Ainsi, et comme le préconise la DCE, la biodiversité, la préservation et le développement des populations piscicoles sur le bassin sont des objectifs qui dépassent la seule satisfaction des activités de pêche ou de loisirs et relèvent bien de l'intérêt général de tous en visant une amélioration de la qualité de notre environnement.

Cette vision implique également la mise en cohérence de tous les usages et de toutes les interventions relatives à la gestion de l'eau : en effet, les cours d'eau sont le réceptacle de tous les flux du bassin versant induisant par conséquent de nombreuses perturbations et pollutions directement préjudiciables à la pérennité de la vie aquatique.



## LE CAS SPECIFIQUE DES ETANGS

Les superficies occupées par les étangs dans le bassin versant de la Canche sont considérables. Par exemple, l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) recense pour l'axe Canche environ 77 ha d'étangs en eaux libres. Ce chiffre est toutefois sous-estimé car il n'inclut pas les étangs en eaux closes.

Même si certains plans d'eau peuvent offrir des conditions favorables pour la flore et la faune, la multiplication de ces aménagements et une gestion inadaptée induisent des impacts non négligeables :

- déficit d'eau pour les cours d'eau provoqué par l'évaporation, d'autant plus remarquable les années sèches
- pollution « thermique »,
- pollution chimique (décomposition de la matière organique en minéraux...),
- pollution biologique (prolifération d'algues et autres cyanobactéries ; espèces piscicoles inadaptées),
- perturbation physique (modification des régimes d'écoulement, produits de curage, etc.)

A ces problématiques vient s'ajouter l'amplification des phénomènes de crues et l'augmentation des risques d'inondation, le risque accru de pollution de la nappe alluviale par transfert des polluants ainsi que le mitage des fonds de vallée associés à un développement incontrôlé des habitats légers de loisirs.



## **Quel état des eaux en 2015 à l'échelle du bassin Artois Picardie et du bassin de la Canche ?**

Les premiers résultats des travaux réalisés dans le cadre de l'application de la DCE (notamment l'état des lieux) à l'échelle du bassin Artois Picardie, montrent que, malgré les efforts importants et les nouveaux outils de gestion initiés par la loi sur l'eau de 1992 (SDAGE et SAGE), il est probable que la simple poursuite des politiques actuelles ne permette pas d'atteindre globalement le « bon état » des eaux et des milieux aquatiques à l'échéance de 2015 au regard des différentes pressions identifiées sur le bassin.

En effet, même si la reconquête est réelle pour les eaux de surface pour la physico-chimie, sur le plan biologique, l'amélioration est nettement moins visible. Pour atteindre le bon état, il faudra poursuivre les efforts sur la qualité des eaux mais également sur la qualité physique des milieux. Cette reconquête est donc très progressive.

De nombreuses politiques et programmes témoignent de cette reconquête amorcée : réalisation des programmes d'assainissement des eaux usées domestiques, réduction considérable des rejets des industries, réduction des pollutions diffuses (agriculture,...) et une meilleure organisation des acteurs de l'eau (SAGE).

Même si ces progrès ont conduit à une réduction significative (il existe encore plusieurs points de surveillance classés en mauvaise qualité notamment dans le département du Nord) des eaux de mauvaise qualité pour les cours d'eau, cette qualité reste globalement très moyenne pour l'ensemble du bassin Artois-Picardie.

Pour le bassin versant de la Canche, **la qualité des eaux superficielles est moyenne** par exemple pour la Canche. Certains affluents atteignent la bonne qualité comme la Créquoise, d'autres au contraire affichent une qualité très médiocre comme la Ternoise, principal affluent de la Canche.

Les risques de non-atteinte du bon état pour les eaux superficielles du bassin de la Canche sont faibles (sauf pour la Ternoise) sous condition de poursuivre les efforts notamment pour l'assainissement des communes rurales et la réhabilitation de certaines stations devenues obsolètes.

**Pour les eaux souterraines, on constate une dégradation régulière de la qualité, principalement due aux pollutions diffuses.** Le bassin versant de la Canche n'échappe pas à ce diagnostic et voit certains captages d'alimentation en eau potable directement menacés. Le risque de non-atteinte du bon état est avéré et ceci est d'autant plus préoccupant que les eaux souterraines fournissent 100 % des eaux destinées à la consommation des habitants du bassin versant de la Canche. Cette dégradation est d'autant plus préoccupante compte-tenu du rôle important de la nappe dans le soutien des débits des cours d'eau du bassin versant et donc de transferts de certaines pollutions.

**La reconquête de ce bon état représente donc un réel défi pour les années à venir et concernent des enjeux globaux de santé publique, d'état des milieux aquatiques et de sécurité des personnes auxquels peuvent se mêler des enjeux plus locaux.**



**Le SAGE doit intégrer ces différents enjeux en se donnant toutes les garanties de réussite grâce à une large concertation, permettant l'appropriation des objectifs et des orientations par tous les acteurs locaux de l'eau.**

**LE SAGE DOIT EGALEMENT S'IMPOSER COMME UN OUTIL INCONTOURNABLE D'AIDE A LA DECISION POUR LA DEFINITION DES POLITIQUES FINANCIERES ET REGLEMENTAIRES**



# **CE QU'IL FAUT RETENIR DE L'ETAT DES LIEUX**

## **Caractéristiques physiques**

- Un bassin versant de 1 294 km<sup>2</sup>
- Un réseau hydrologique de 320 km, avec un débit moyen de 15m<sup>3</sup>/s pour la Canche
- 8 principaux affluents dont une majorité en rive droite
- Les formations géologiques sont dominées par la série marno-crayeuse du Crétacé supérieur : la craie constitue l'aquifère principal
- Des milieux naturels remarquables identifiés par de nombreux inventaires et faisant l'objet de protection notamment en partie littorale (ZPS, ZICO, site inscrit, réserve nationale de la Baie de Canche)

## **Caractéristiques socio-économiques**

- 203 communes regroupées en 16 intercommunalités pour une population moyenne de 100 000 habitants
- Une occupation des sols dominée par l'agriculture avec une tendance à la diminution du nombre d'actifs et à l'évolution des productions
- Des activités industrielles mais surtout agro-alimentaires concentrées autour des pôles de St Pol sur Ternoise et Hesdin
- Une activité touristique importante notamment pour le territoire dit du « Pays des 7 vallées » et des communes littorales où les loisirs liés à l'eau tiennent une place importante (pêche, canoë kayak, plage, baignade...)



## **CE QU'IL FAUT RETENIR DU DIAGNOSTIC**

### **Ressource en eau souterraine et eau potable :**

- Vulnérabilité forte de la ressource liée à la nappe de la craie
- Eau souterraine issue de la nappe de la craie : principale source d'alimentation pour l'eau potable et donc forte dépendance
- Dégradation de la qualité globale de l'eau souterraine et par conséquent de l'eau potable : Seuil d'alerte atteint pour les concentrations en nitrates mais également pour les pesticides menaçant les stocks disponibles pour l'alimentation humaine
- Organisation très disparate de la distribution de l'eau potable
- L'ensemble du bassin versant est classé en zones vulnérables et doit respecter les normes en vigueur relatives notamment à l'épandage.

### **Qualité des eaux de surface :**

- Une pression exercée par les pollutions diffuses et ponctuelles qui explique une qualité moyenne voir médiocre: fort impact des Matières en Suspension entre 1990 et 2000 (ruissellements), progression des concentrations en nitrates et en phosphates depuis 2002 (rejets domestiques et agricoles);
- Maîtrise des rejets domestiques et industriels : subsistance de certains points noirs pour les ouvrages épuratoires sur la Canche (Montreuil sur Mer) et sur la Ternoise (station industrielle du pôle agro-alimentaire) ;
- Problématique de maîtrise des rejets dans les villages : les modalités de mise en œuvre de l'assainissement non-collectif sont complexes, ne permettant pas d'envisager une maîtrise à court terme.

### **Phénomène d'inondation et gestion des eaux :**

- Une sensibilité globale du bassin versant aux phénomènes de ruissellements et d'érosion des sols : un traitement en cours, plusieurs bassins versants ont fait l'objet d'aménagements sur la base de partenariats entre la collectivité et le monde agricole ; ces solutions sont à compléter notamment par un changement des pratiques agronomiques permettant de limiter au maximum les aménagements lourds ;
- Un impact localisé en basse vallée pour les inondations du fleuve : un programme de travaux est en cours de finalisation mais les opérations de restauration des capacités de stockage inscrits dans la Déclaration d'Intérêt Publique ne sont pas réalisées.

Il est également important de préciser que la qualité globale de l'eau (eaux souterraines et eaux superficielles) dépend fortement de l'aménagement et de la gestion de l'eau sur le bassin versant notamment pour ce qui concerne la maîtrise des pollutions diffuses.



## **Patrimoine naturel, cours d'eau et zones humides associées**

- Un patrimoine naturel lié aux milieux alluviaux et littoraux remarquable mais faisant l'objet de protections réglementaires très ponctuelles ; peu de sites sont engagés dans une démarche de gestion écologique ;
- Un réseau de cours d'eau globalement entretenu : cet entretien va évoluer vers une surveillance des milieux, un entretien léger ; en parallèle, des opérations de restauration seront conduites dans l'objectif de l'atteinte du bon état écologique ; le secteur des Bas-Champs doit faire l'objet d'une concertation particulière mais ne doit pas être déconnecté des objectifs globaux ;
- Une attention particulière a été portée aux zones humides alluviales et littorales car elles assument des fonctions essentielles pour la qualité des eaux souterraines et superficielles et elles permettent de réguler les stocks d'eau lors des crues ; elles sont des espaces primordiaux pour la biodiversité des espèces végétales et animales : les inventaires réalisés dans le cadre de la rédaction du SAGE ne sont pas exhaustif mais sont une première base de connaissance en vue de leur préservation.
- Restauration de la libre circulation des poissons migrateurs : Politique réglementaire lourde à appliquer, enjeu fort lié à l'amélioration globale de la qualité écologique des cours d'eau et aux effets induits sur le tourisme et l'économie



# La stratégie du SAGE

## Les orientations stratégiques

4 grandes orientations stratégiques ont été déclinées et constituent les grands axes du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de la Canche.

A l'intérieur de ces grandes parties stratégiques, les orientations spécifiques permettent de cibler une problématique particulière, des usages ou une gestion.



## **Petit guide de lecture :**

**Les mesures et ces actions constituent le « noyau » du futur SAGE de la Canche car elles permettent aux acteurs de formuler le plus clairement possible, les engagements qu'ils souhaitent prendre et assurer dans les 10 prochaines années en matière de gestion de l'eau sur le bassin versant.**

- **Les mesures correspondent aux objectifs visés** : elles doivent être le plus clair possible et ne pas laisser la place à l'interprétation car elles ont une portée réglementaire et devront être appliquées au travers des instructions et décisions des collectivités locales et des administrations.

3 catégories de mesure sont proposées :

- **Les obligations réglementaires** rappellent le contexte réglementaire existant : ce rappel n'est pas exhaustif, il correspond aux enjeux mis en évidence pour le bassin versant; les formules débutant par un verbe ont été modifiées pour appliquer une formulation affirmative qui relate l'obligation réglementaire

- **Les mesures du SAGE**  
qui correspondent aux obligations applicables sur le bassin versant : ils complètent ou précisent l'application des textes réglementaires de l'échelon juridique supérieur (Loi, décret,...)

- **Les prescriptions de gestion** qui inscrivent une réelle volonté d'engagement des acteurs, de gestion ou d'action ; dont la portée est plus opérationnelle ou technique.

**Les actions retranscrites dans le programme d'actions sont la description des moyens que l'on souhaite mobiliser ou utiliser pour atteindre ces objectifs.**

**Dans le cadre de la présente version du document de travail, la numérotation des obligations réglementaires, des mesures du SAGE et des actions n'existe pas. Une numérotation définitive sera appliquée après l'adoption par la CLE.**



**ORIENTATION STRATEGIQUE 0 :  
METTRE EN ŒUVRE LE S.A.G.E DE LA  
CANCHE EN MOBILISANT  
L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES**



## ORIENTATION STRATEGIQUE 0 : METTRE EN ŒUVRE LE S.A.G.E DE LA CANCHE EN MOBILISANT L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES

Le document du S.A.G.E. pose les grands principes d'une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur le territoire du bassin versant de la Canche. Il constituera une référence incontournable pour les collectivités locales et les administrations. Il pourra être opposé pour des aménagements privés.

**Au-delà des prescriptions réglementaires qui instaurent en outre, une compatibilité obligatoire entre les documents d'urbanisme et les objectifs définis par le SAGE, Il apparaît donc essentiel de promouvoir et de mettre en œuvre des actions de développement local dont le bénéfice est partagé pour la ressource en eau. En effet, la notion de développement durable sous-entend une planification transversale comme le SAGE souhaite le démontrer. Ainsi, une seule politique de l'eau ne pourrait assurer la préservation de cette ressource et c'est donc bien en considérant les enjeux de l'eau dans toutes les politiques publiques que cet objectif pourra être atteint.**

Pour l'atteinte des objectifs institués par le SAGE, le lien et la cohérence doivent être établies avec :

- l'aménagement du territoire : l'urbanisation, la place de l'eau, les questions de paysage et de vocation des espaces (zones humides par exemple au travers d'une reconnaissance économique),...
- l'éducation, la santé publique
- l'énergie (boisement par exemple).

La dynamique créée lors de l'élaboration doit être poursuivie et amplifiée, au sein de la Commission Locale de l'Eau qui aura à charge de mettre en œuvre et d'évaluer le SAGE, mais également grâce aux différents maîtres d'ouvrages tel que le Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche qui prendra la conduite d'actions concrètes.



### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

#### **Art L 212-5-1 du code l'environnement : « le SAGE comporte un règlement qui peut :**

« 1 – Définir des priorités d'usage de la ressource en eau ainsi que la répartition de volumes globaux de prélèvement par usage ;

« 2 – Définir les mesures nécessaires à la restauration et à la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, en fonction des différentes utilisations de l'eau » ;

« 3 - Indiquer, parmi les ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau figurant à l'inventaire prévu dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ceux qui sont soumis, sauf raisons d'intérêt général, à une obligation d'ouverture régulière de leurs vannages afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique. Lorsque le schéma a été approuvé et publié, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article L. 214-2. ».

**La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au Développement des Territoires Ruraux (DTR)** codifiée au Code de l'Environnement Art L 211-1-1 : « Les politiques nationales, régionales et locales d'aménagement des territoires ruraux et l'attribution des aides publiques tiennent compte des difficultés particulières de conservation, d'exploitation et de gestion durable des zones humides et de leur contribution aux politiques de préservation de la diversité biologique, du paysage, de gestion des ressources en eau et de prévention des inondation notamment par une agriculture, une sylviculture, une chasse, une pêche et un tourisme adaptés . A cet effet, l'Etat et ses établissements publics, les régions, les départements, les communes et leurs groupements veillent, chacun dans son domaine de compétence, à la cohérence des diverses politiques publiques sur ces territoires.».



(inséré par Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 art. 77 II Journal Officiel du 31 décembre 2006)

« **Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques** définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en oeuvre du schéma.

Ce plan peut aussi :

1° Identifier les zones visées aux 4° et 5° du II de l'article L. 211-3 ;

2° Etablir un inventaire des ouvrages hydrauliques susceptibles de perturber de façon notable les milieux aquatiques et prévoir des actions permettant d'améliorer le transport des sédiments et de réduire l'envasement des cours d'eau et des canaux, en tenant compte des usages économiques de ces ouvrages ;

3° Identifier, à l'intérieur des zones visées au a du 4° du II de l'article L. 211-3, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ;

4° Identifier, en vue de les préserver, les zones naturelles d'expansion de crues.

**La loi du 2004-338 du 24 avril 2004 portant transposition de la DCE en droit français a modifié le Code de l'Urbanisme et impose que les documents d'urbanisme (cartes communales, Plan Locaux d'Urbanisme et Schéma de Cohérence Territorial) soient compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE dans un délai de 3 ans après son approbation.**

### **Les mesures du SAGE :**

**Assurer, par la mobilisation des collectivités locales et des administrations compétentes, la mise en œuvre des dispositions du S.A.G.E. et l'atteinte des objectifs; dans cette optique, développer les liens entre « politique de l'eau » et « politiques sectorielles » (agricoles, artisanales, culturelles, tourisme, loisirs, éducation, santé,...) grâce à une représentation optimale de la CLE ou du Syndicat Mixte pour la mise en œuvre du SAGE de la Canche dans les programmes locaux, projets ou événements sur le territoire du bassin versant.**

**La Commission Locale de l'Eau reste l'organe de consultation et de pilotage exécutif du SAGE. Ces membres doivent piloter la mise en œuvre au travers notamment du comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques qui réalisera notamment l'évaluation et le suivi du SAGE ainsi que l'actualisation des indicateurs. D'autre part, les collectivités et autres maîtres d'ouvrage publics et privés seront amenés à consulter la CLE dans le cadre de leurs projets et documents de planification (documents d'urbanisme, plans de gestion, études et expertises relatives à la gestion de l'eau....).**



**Reconnaître le Syndicat Mixte pour la mise en œuvre du SAGE de la Canche comme l'interlocuteur privilégié pour les questions liées à la gestion de l'eau sur le bassin versant ; Définir et lui octroyer les compétences nécessaires à la mise en œuvre du SAGE**

**Dans le cadre de la compatibilité réglementaire entre les documents d'urbanisme et le SAGE, la Commission Locale de l'Eau demandera :**

- **A être consultée lors des travaux d'élaboration, de révision et de mise en œuvre des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et également des contrats de Pays ;**
- **A ce que les SCOT mais également les contrats de Pays assurent la prise en compte des enjeux de l'eau dans la politique d'aménagement du territoire en s'appuyant sur les préconisations du SAGE ;**
- **A ce que les communes lors de l'élaboration ou la révision de leurs Plans Locaux d'Urbanisme et de leurs cartes communales s'assurent de la compatibilité de leur Plans d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et du règlement avec :**
  - **Le respect des dispositions réglementaires liées à l'assainissement collectif et non collectif ; les objectifs institués par le SAGE pour la limitation des rejets grâce à la promotion des solutions alternatives ; pour la limitation des surfaces imperméabilisées ;**
  - **Le respect des objectifs institués par le SAGE pour le maintien des éléments paysagers concourant directement à la bonne gestion de l'eau et au fonctionnement du bassin versant afin de prévenir les risques liés aux ruissellements et aux inondations et également de préserver la qualité des cours d'eau et des milieux aquatiques ;**
  - **Le respect des objectifs institués par le SAGE par la délimitation des zones humides et des zones naturelles d'expansion des crues et leur préservation en s'appuyant et/ou complétant l'inventaire initial réalisé dans le cadre de l'élaboration du SAGE.**



**ORIENTATION STRATEGIQUE 1 :**

**SAUVEGARDER ET PROTEGER LA**  
**RESSOURCE EN EAU**  
**SOUTERRAINE**



# **ORIENTATION STRATEGIQUE 1 : SAUVEGARDER ET PROTEGER LA RESSOURCE EN EAU SOUTERRAINE**

Il s'agit de permettre la satisfaction globale et l'optimisation des usages actuels en protégeant durablement la ressource. Cela doit passer par une connaissance plus approfondie du fonctionnement hydrogéologique, la maîtrise des pollutions diffuses par les acteurs concernés et la mise en place de dynamiques territoriales volontaires pour la protection pérenne des aires d'alimentation.

## **Les orientations spécifiques :**

**Orientation spécifique 1-1 : Mieux connaître et prévenir la pollution des eaux souterraines par la maîtrise des pollutions ponctuelles et diffuses**

**Orientation spécifique 1-2 : Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable**

**Orientation spécifique 1-3 : Recenser et protéger les sites potentiels pour la production d'eau potable**

**Orientation spécifique 1- 4 : Sensibiliser les populations aux économies d'eau**



## **Rappel de l'état des lieux et du diagnostic :**

- Forte vulnérabilité de la nappe de la craie constituant le principal aquifère pour la production d'eau potable, vulnérabilité accentuée en secteur alluvial (fond de vallée) ;
- Volumes prélevés constants et ne constituant pas actuellement de menaces pour les stocks : c'est la dégradation de la qualité des eaux souterraines qui est constatée depuis les années 80 ; les pollutions diffuses d'origine agricoles et domestiques sont en cause ; le réseau de suivi met en évidence des concentrations en nitrates excédant souvent les 25 mg/l ; les concentrations en produits phytosanitaires sont particulièrement préoccupantes et atteignent en plusieurs points la limite de potabilité (1µg/l pour la totalité des molécules) ; Un risque certain de non-atteinte du bon état écologique en 2015 des deux masses d'eau souterraines est attesté ;
- L'organisation de la production et de la distribution de l'eau potable est disparate et très hétérogène, ceci pouvant générer des dysfonctionnements nocifs à la bonne qualité de l'eau d'alimentation : le Conseil Général du Pas de Calais a initié un diagnostic dans le cadre du schéma départemental de la ressource en eau ; cette démarche devra être accompagnée par la CLE et des actions particulières devront être déclinées dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE.
- Un manque global de connaissance du fonctionnement hydrogéologique souligné par la CLE avec le souhait d'enclencher des programmes de recherche ou des études en favorisant une large diffusion des données.



## **Orientation spécifique 1-1 : Mieux connaître et prévenir la pollution des eaux souterraines par la maîtrise des pollutions ponctuelles et diffuses**

**Rappel des dispositions du SDAGE Artois Picardie :**

<b>Code</b>	<b>Dispositions</b>
	<b>La protection de la ressource en eau souterraine</b>
<b>B 13</b>	Assurer la protection des champs captants irremplaçables et parcs hydrogéologiques et programmer les actions techniques réglementaires nécessaires.
<b>B 15</b>	Appliquer les textes réglementaires relatifs à la protection contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.
<b>B 16</b>	Promouvoir les mesures agrienvironnementales, les approches de la lutte intégrée et raisonnée et l'agrobiologie et rechercher l'adhésion des exploitants agricoles.
<b>B 18</b>	Veiller à une utilisation raisonnée des produits phytosanitaires (agriculture, infrastructures...).
<b>B 19</b>	Sauvegarder et recréer des zones de dépollution naturelle (forêt, zones humides, lagunage, marais, haies, végétalisation rivulaire...) dans le cadre de la mise en place de zonage permettant le reboisement ainsi que la protection de biotopes.

## **Objectifs :**

**Améliorer la qualité des eaux souterraines :**

- pour préserver la qualité globale de la ressource, essentielle pour l'approvisionnement en eau des populations
- pour influencer sur le scénario tendanciel actuel prévoyant un risque certain de non-atteinte du bon état écologique des 2 masses d'eau souterraines du bassin versant

Au-delà des dispositions réglementaires comme l'instauration des périmètres de protection des captages qui ne seront pas suffisantes pour protéger durablement la ressource en eau souterraine, initier et mettre en oeuvre des plans d'actions pluriannuels de lutte contre les pollutions diffuses et ponctuelles d'abord sur les zones d'alimentation en eau potable en concertation avec les collectivités et l'ensemble des acteurs et utilisateurs agricoles et non agricoles de produits phytosanitaires et de fertilisants puis ensuite sur l'ensemble du bassin.

Identifier les éventuelles autres sources polluantes (hydrocarbures, dérivés, métaux lourds,...) diffuses ou ponctuelles et limiter leur impact sur la qualité des eaux.



## **Thème 1 : Maîtriser la qualité des eaux de captage et protéger les sites actuels d'approvisionnement**

### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

La protection réglementaire des captages doit être finalisée ; les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique doivent être respectées.

Les articles L 211-3-5 et L 212-5-1 du Code de l'Environnement stipulent qu'un SAGE peut identifier et délimiter des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière pour l'approvisionnement actuel et futur

### **Les mesures du SAGE :**

Déployer des actions volontaires de maîtrise des pressions de pollution (agricoles, artisanales, infrastructures, particuliers,...) à l'échelle des aires d'alimentation des captages ; ces actions préventives et curatives seront guidées par l'établissement d'une liste de captages prioritaires actualisées tous le 5 ans par la CLE

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>
Programme 1 : <b>Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>



## Thème 2 : Prévenir et réduire les pollutions générées par les produits phytosanitaires et les nitrates

**Cible 1 : Utilisateurs professionnels (agricoles et non agricoles dont les collectivités)**

### **Les obligations réglementaires :**

**La Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler l'importance des obligations réglementaires liées à la maîtrise des apports en nitrates, ainsi qu'à l'application des produits phytosanitaires :**

**Par application de la directive européenne 91-676/CEE dite "Directive Nitrates", l'ensemble de la région Nord-Pas-de-Calais est classé en Zones Vulnérables.** L'ensemble des agriculteurs doit donc respecter le 3ème Programme d'Actions (Arrêté Préfectoral du 28 décembre 2004). Ces mesures réglementaires (limitation de la charge en azote par ha ; calendrier et règles spatiales concernant l'épandage ; obligation d'établir un programme annuel prévisionnel de fertilisation, et de tenir un cahier d'épandage ; obligation de stockage des effluents animaux dans des conditions satisfaisantes de volumes et d'étanchéité) n'empêchent toutefois pas les agriculteurs qui le souhaitent de s'engager dans des démarches volontaires plus poussées.

**Toute la filière des produits phytosanitaire est réglementée ; plusieurs références réglementaires sont à retenir :**

- La directive européenne 91/414/CEE a pour objectif d'harmoniser les réglementations nationales et de produire une liste de substances actives autorisées,
- Au niveau national, les produits phytosanitaires ne peuvent être vendus, détenus et utilisés que s'ils bénéficient d'une autorisation de mise sur le marché selon l'article L-253-1 du code rural,
- Les distributeurs de produits phytosanitaires ainsi que les applicateurs prestataires de services sont tenu de posséder un agrément au titre de la loi du 17 juin 1992,
- L'application d'une spécialité commerciale est limitée aux seuls usages pour lesquels elle a été homologuée (arrêté du 5 juillet 1985),
- L'applicateur, selon l'arrêté du 25 février 1975, doit s'assurer que les produits appliqués ne peuvent en aucun cas être entraînés vers les points d'eau consommable ainsi que les périmètres de protection des captages, cours d'eau, canaux, étang, lac et ce qu'elle que soit l'évolution des conditions météorologiques. L'arrêté de 1975 est aujourd'hui remplacé par celui du 12 septembre 2006 notamment pour l'utilisation des produits de traitements. Celui-ci introduit la notion de Zone Non Traitée (ZNT) en bordure des points d'eau (cours d'eau mais aussi fossés, canaux,...) de 5 mètres minimum (excepté pour les produits à usage aquatique ou semi-aquatique). Cette ZNT fixée par l'autorisation de mise sur le marché est indiquée sur l'étiquette des produits et peut être de 5, 20, 50 voir 100 mètres en fonction des risques



pour le milieu aquatique.

- La loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 permet un renforcement des dispositifs de contrôle dans le but de mieux protéger la santé du consommateur et l'environnement.

Des programmes permettent aujourd'hui d'améliorer la connaissance des impacts de ces substances sur la santé et l'environnement et de mieux maîtriser les quantités utilisées.

Dans le cadre de la conditionnalité des aides de la PAC, les exploitants agricoles ont l'obligation de disposer des bandes enherbées le long des cours d'eau d'une largeur minimum de 5 m

(Arrêté préfectoral du 18 août 2006 relatif à la localisation des couverts environnementaux dans le cadre des bonnes conditions agricoles et environnementales).

### **Les mesures du SAGE :**

**Maintenir les haies, talus, fossés ou éléments végétaux contribuant au bon fonctionnement hydraulique du bassin versant, à la rétention et à la dégradation des particules polluantes ; si la destruction ne peut être évitée, compenser par la plantation d'un linéaire de haie au moins équivalent sur le même bassin versant et pour assurer les mêmes fonctionnalités**

### **Les prescriptions techniques :**

Favoriser la plantation de haies ou éléments végétaux contribuant au bon fonctionnement hydraulique du bassin versant, à la rétention et à la dégradation des particules polluantes avec comme objectif à moyen terme, le rétablissement d'un maillage en fond de vallée et à flanc de coteau

Inciter les agriculteurs à couvrir le maximum de surface et si possible à dépasser les 3% de la SCOP de l'exploitation en disposant les bandes enherbées le long des cours d'eau, dans les zones sensibles à l'érosion ou au ruissellement ou dans les zones d'alimentation des captages

Rédiger une charte de bonnes pratiques agronomiques pour la préservation de la ressource en eau du bassin versant de la Canche

Favoriser les programmes contractuels permettant la réalisation d'actions (dans le cadre du Plan de Développement Rural Hexagonal) visant à réduire les risques de pollution diffuse à l'échelle des bassins versants

Promouvoir les techniques alternatives à l'usage des produits phytosanitaires sur les espaces communaux où le désherbage est vraiment nécessaire

Promouvoir les bonnes pratiques pour l'usage des produits phytosanitaires et des engrais



Inciter les collectivités locales à la réalisation d'un diagnostic des pratiques d'utilisation des produits phytosanitaires et d'un plan de désherbage sur les espaces communaux

Inciter et promouvoir le traitement des effluents des produits phytosanitaires (eaux de lavage souillées) sur les exploitations ainsi que pour les communes et gestionnaires d'espace

Relayer localement l'information concernant la collecte des Produits Phytosanitaires Non Utilisés (PPNU) et des Emballages Vides des Produits Phytosanitaires (EVPP) et étendre, si besoin, le champ de collecte

Promouvoir l'application localisée de l'azote au semis en s'appuyant sur les travaux existants

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 2 : Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource</b>
<b>Programme 5 : Prendre en compte la gestion de l'eau dans l'aménagement des territoires pour améliorer la qualité et prévenir les risques d'inondation</b>
<b>Programme 7 : Informer et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>
<b>Programme 1 : Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>



<b>Cible 2 : Utilisateurs non professionnels ( particuliers,...)</b>
--

**Les mesures du SAGE :**

Maintenir les haies, talus, fossés ou éléments végétaux contribuant au bon fonctionnement hydraulique du bassin versant, à la rétention et à la dégradation des particules polluantes ; si la destruction ne peut être évitée, compenser par la plantation d'un linéaire de haie au moins équivalent sur le même bassin versant et pour assurer les mêmes fonctionnalités

**Les prescriptions techniques :**

Mettre en place à destination des particuliers, des collectes de Déchets Dangereux en Quantité Limitée par les collectivités (déchèteries) du bassin versant notamment pour la collecte des Emballages Vides de Produits Phytosanitaires (EVPP) et des Produits Phytosanitaires Non Utilisés (PPNU)

**Programme d'Actions :**

PROGRAMMES CONCERNES
Programme 2 : <b>Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource</b>
Programme 7 : <b>Informier et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>



### **Thème 3 : Prévenir et réduire les risques de pollutions lors du recyclage de matières organiques<sup>v</sup> sur sols agricoles (cf. Orientation Stratégique 2 « Reconquête de la qualité Environnementale » et Orientation Stratégique 3 « Maîtrise des écoulements à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains »)**

#### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

Le code des bonnes pratiques agricoles doit être appliqué par tous les agriculteurs (arrêté du 22 novembre 1993)

La régularisation et la conformité réglementaire des plans d'épandage doivent être assurées ainsi que le suivi annuel (Décret du 8 décembre 1997 ; Arrêté du 8 janvier 1998)

Les épandages doivent être gérés selon le respect des prescriptions agronomiques et réglementaires

Le suivi des épandages des effluents soumis aux arrêtés du 8 janvier 1998, du 17 août 1998 et du 3 avril 2000 doit être réalisé ainsi que la transmission des documents de suivi (programme prévisionnel, bilan, registre et synthèse des registres) aux administrations et SATEGE concernés

Les enjeux de l'eau et la sensibilité des milieux aquatiques à la pollution diffuse doivent être systématiquement pris en compte pour l'instruction des demandes d'épandage en intégrant l'aptitude des sols à recevoir les effluents

#### **Les mesures du SAGE :**

**Pérenniser la pratique du recyclage des effluents organiques (élevage, urbain et industriel) en agriculture dans le respect de la réglementation en appliquant la charte de qualité portant sur le recyclage des effluents agricoles, urbains et industriels en agriculture du bassin Artois-Picardie**

**Limiter les risques de pollution des nappes aquifères et des eaux de surface par la maîtrise du stockage en respectant une durée de stockage pour les boues urbaines de 6 mois pour les boues solides et 9 mois pour les boues liquides ou pâteuses sauf cas particulier**



### **Les prescriptions techniques :**

Intégrer les enjeux de l'eau et la sensibilité des milieux aquatiques à la pollution diffuse dans l'instruction des demandes d'épandage en intégrant l'aptitude des sols à recevoir les effluents

Sensibiliser la profession agricole sur la bonne tenue du cahier d'épandage et valoriser le programme global de fertilisation

Sensibiliser les collectivités ayant la compétence assainissement sur la régularisation, le suivi et le stockage des boues de station

Associer les SATEGE lors de tout nouveau projet d'épandage

Assurer l'implantation de cultures intermédiaires après épandage d'effluents organiques riches en azote et avant culture de printemps

Favoriser l'enfouissement rapide dans le sol des effluents organiques

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 7 : <b>Informé et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>



## Thème 4 : Prévenir et réduire les pollutions par la création et l'amélioration d'installations efficaces d'assainissement collectif et non collectif (Cf. orientation stratégique 2 « Reconquête de la Qualité Environnementale »)

### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

**L'assainissement des eaux usées domestiques est une obligation pour l'ensemble des communes et collectivités.** Selon le Code des communes et des collectivités territoriales, « l'assainissement a pour objet d'assurer l'évacuation des eaux usées et pluviales ainsi que leur rejet dans les exutoires naturels sous des modes compatibles avec les exigences de la santé publique et de l'environnement ».

Selon la directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines dite E.R.U., « le système d'assainissement est constitué de l'ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées ».

Est considérée comme agglomération, une zone dans laquelle la population ou les activités sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées afin de les acheminer vers un système d'épuration unique.

Les états membres de l'Union Européenne doivent veiller à ce que toutes les agglomérations soient équipées de système de collecte des eaux urbaines résiduaires :

- au plus tard le 31 décembre 2000 pour celles dont l'équivalent habitant est supérieur à 15 000 ;
- au plus tard le 31 décembre 2005 pour celles dont l'équivalent habitant se situe entre 2 000 et 15 000.
- **pour les rejets d'eaux urbaines résiduaires dans les eaux réceptrices considérées comme des zones sensibles;** au plus tard pour le 31 décembre 1998 pour les stations de plus de 10 000 équivalent habitant

Pour les autres communes, le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquent que « Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. ».

« L'ensemble des prestations prévues à l'article L. 2224-8 doit en tout état de cause être assuré sur la totalité du territoire au plus tard le 31 décembre 2005. ».



**L'arrêté du 6 mai 1996 fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ainsi que les modalités du contrôle technique assuré notamment par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (le SPANC) sous l'autorité du maire ou de l'intercommunalité.**

(Art .L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

**1<sup>o</sup> Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;**

**2<sup>o</sup> Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;**

**3<sup>o</sup> Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;**

**4<sup>o</sup> Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.**

Les collectivités locales doivent respecter les obligations réglementaires (directives européennes) de gestion des ouvrages et des réseaux ; le comité de suivi de l'état des eaux assurera la communication régulière quant à l'avancement des programmes

Les collectivités compétentes en assainissement non collectif doivent assurer le contrôle (diagnostic périodique de l'existant, conception, construction et fonctionnement) des ouvrages de traitement individuels et notamment dans le cadre du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) à l'échelle intercommunale. Les communes déterminent le calendrier selon lequel elles effectuent ce contrôle, qui doit être réalisé au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut excéder huit ans.

En application du nouvel article L.1331-11-1 du code de la santé publique tel qu'introduit par l'article 46 de la loi, que lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle prévu à l'article L. 2224-8 du CGCT est joint au dossier de diagnostic technique (contrôle de la présence de plomb, d'amiante, termites, état de l'installation de gaz et d'électricité, performance énergétique ...) qui doit accompagner toute vente.

En application de l'article 50 de la loi du 30 décembre 2006, cette disposition entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 seulement et d'ici là un décret fixera la durée de validité de l'attestation de contrôle délivrée.



Les nouveaux projets impliquant des rejets dans le sous-sol (Réglementation des installations classées et nomenclature Eau) doivent être compatibles avec les enjeux liés à la protection des eaux souterraines

### **Les mesures du SAGE :**

**Inciter les collectivités compétentes à mettre en place, sur le site des stations d'épuration par exemple, un dispositif spécifique pour le traitement des matières de vidange dans le cadre d'une compétence relative à l'entretien des dispositifs**

**Assurer par les collectivités compétentes pour l'assainissement non collectif, une information relative à l'obligation des pétitionnaires de déposer conjointement au permis de construire, une demande d'installation de leur dispositif d'assainissement non collectif**

### **Les prescriptions techniques :**

Répertorier en vue de supprimer les puits perdus ou puisards pour les eaux usées non traitées (dans le cadre de la mise en conformité des ouvrages d'assainissement eaux usées)

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 2 : Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource</b>
<b>Programme 6 : Améliorer la connaissance</b>
<b>Programme 1 : Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>



## **Thème 5 : Prévenir et réduire les pollutions générées par les eaux pluviales**

### **Les mesures du SAGE :**

Dans le cadre de chaque nouvelle instruction de rejets, refuser toute nouvelle autorisation administrative si le dossier ne comporte pas les éléments d'étude permettant de s'assurer de la compatibilité avec les enjeux liés à la protection des eaux souterraines

### **Les prescriptions techniques :**

Eviter l'infiltration des eaux pluviales des nouvelles voiries sans contrôle et traitement préalable adéquat (traitement primaire (décantation) suivi au moins de filtration sur lit de sable)

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 2 : <b>Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource</b>



## Thème 6 : Améliorer la connaissance du système hydrogéologique

### Les mesures du SAGE :

Améliorer la connaissance du fonctionnement hydrogéologique du bassin versant sous l'impulsion de la CLE

Définir les besoins en connaissance et proposer la mise en place de programmes particuliers dans le cadre du comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques du bassin versant de la Canche (universitaires par exemple)

### Programme d'Actions :

PROGRAMMES CONCERNES
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>



## Orientation spécifique 1-2 : Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable

### Rappel des dispositions du SDAGE Artois Picardie

Code	Dispositions
<b>La gestion</b>	
<b>A 6</b>	Veiller à une gestion optimale des zones de ressources potentielles tant du point de vue quantitatif que qualitatif, notamment en mettant en œuvre des zones de sauvegarde de la ressource, pour l'approvisionnement actuel ou futur en eau potable (carte A1)
<b>La solidarité</b>	
<b>A 8</b>	Promouvoir la passation des contrats de ressources

<b>Les marges de sécurité</b>	
<b>A 10</b>	Préconiser l'interconnexion des réseaux de distribution de faible importance ou dépendant d'une ressource unique afin de sécuriser leur approvisionnement tout en privilégiant des ressources de proximité
<b>A 11</b>	Réaliser les investissements nécessaires pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en période d'étiage, en particulier des zones humides, par des techniques appropriées (stockages en retenues collinaires ou en carrières).
<b>Les périmètres de protection</b>	
<b>B 14</b>	Renforcer les moyens mis en œuvre pour le contrôle des prescriptions applicables et programmer la réalisation des périmètres conformément à l'article 13 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992.



## **Thème 1 : Assurer la sécurisation de la distribution de l'eau potable**

### **Les mesures du SAGE :**

**Mettre en place une réflexion concertée pour une stratégie globale de distribution de l'eau potable en tenant compte des orientations définies par le Conseil Général dans le cadre du Schéma Départemental de Ressource Eau Potable**

**Garantir la qualité de l'eau distribuée notamment par la mise en place systématique des dispositifs automatiques de traitement bactériologique de l'eau captée et distribuée**

**Favoriser et développer les interconnexions selon les orientations définies par le Conseil Général dans le cadre du Schéma Départemental de Ressource Eau Potable**

**Prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les têtes de forage et sécuriser le périmètre immédiat, afin de prévenir les pollutions de la nappe et du réseau**

### **Les prescriptions techniques :**

**Inciter au contrôle de l'état des forages**

**Favoriser et développer les interconnexions selon les orientations définies par le Conseil Général dans le cadre du Schéma Départemental de Ressource Eau Potable**

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 4 : Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable</b>
<b>Programme 6 : Améliorer la connaissance</b>



## **Thème 2 : Améliorer les rendements de la distribution de l'eau potable**

### **Les mesures du SAGE :**

**Demander aux collectivités compétentes ou aux syndicats d'harmoniser leurs indicateurs de fuite dans le but de mettre en œuvre une véritable politique pour la connaissance du patrimoine des réseaux et la réfection des réseaux endommagés**

**Systématiser la mise en place de compteurs pour tous les branchements existants et assurer le renouvellement régulier du parc des compteurs**

**Respecter les objectifs minimums de rendement des unités de réseaux (80 % en milieu urbain, 70 % en milieu rural)**

**Supprimer ou régulariser les branchements non comptabilisés (sans abonnement)**

### **Les prescriptions techniques :**

**Inciter les collectivités compétentes à réaliser un diagnostic de leurs réseaux, à identifier les dysfonctionnements et à programmer les actions d'amélioration ou de réfection nécessaires (en référence avec les dispositions retenues dans le cadre du Schéma Départemental de Ressource Eau Potable)**



## **Orientation spécifique 1-3 : Recenser et protéger les sites potentiels pour la production d'eau potable**

**Rappel des dispositions du SDAGE Artois Picardie :**

Voir orientation spécifique 1-2

### **Les mesures du SAGE :**

Prendre en compte l'existence de ces zones potentielles (sur la base de la carte A1 du SDAGE complétée éventuellement par d'autres sources lors de la mise en œuvre du SAGE) dans les documents d'urbanisme, dans les décisions d'aménagement du territoire ou tout autre projet susceptible de contrarier une valorisation optimale de la ressource en eau

Favoriser la préservation de la ressource dans le bassin versant des grands champs captants notamment par l'acquisition foncière par les collectivités

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 1 : <b>Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>



## Orientation spécifique 1- 4 : Sensibiliser les populations aux économies d'eau

Rappel des dispositions du SDAGE Artois Picardie :

Code	Disposition
<b>Les économies</b>	
<b>A14</b>	Poursuivre les efforts en matière d'économie d'eau, dans l'industrie, l'agriculture, la distribution d'eau potable et chez le consommateur

### Les mesures du SAGE :

Diminuer le prélèvement sur la ressource en eau par la mise en œuvre d'économies d'eau auprès de tous les publics et en priorité dans les collectivités, établissements scolaires

Prendre en compte dans la conception des futurs établissements collectifs (publics et privés) l'enjeu de l'économie d'eau

### Les prescriptions techniques :

*Inciter aux économies d'eau notamment en secteur littoral où la ressource est plus faible (sables) et la demande croissante notamment en période estivale*

Promouvoir les techniques alternatives et notamment pour la récupération des eaux pluviales pour des usages autres que l'eau potable

Favoriser les économies d'eau dans les entreprises et établissements industriels ou agro-alimentaires

Inciter à l'utilisation des techniques Haute Qualité Environnementale pour les nouvelles constructions en particulier, pour les établissements publics

### Programme d'Actions :

PROGRAMMES CONCERNES
Programme 4 : <b>Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable</b>
Programme 7 : <b>Informier et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>



**ORIENTATION STRATEGIQUE 2 :**

**RECONQUERIR LA QUALITE DES  
EAUX SUPERFICIELLES ET DES  
MILIEUX AQUATIQUES**



## ORIENTATION STRATEGIQUE 2 : RECONQUERIR LA QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES ET DES MILIEUX AQUATIQUES

- La densité et la qualité des espaces naturels associés au réseau de cours d'eau du bassin versant de la Canche est un atout incontestable : ces éléments façonnent et structurent le paysage, ils sont des attraits pour le tourisme rural et la pratique des sports et des loisirs ;
- Ces atouts ne doivent pas cacher les problématiques : qualité moyenne et sensibilité aux épisodes météorologiques des cours d'eau ; efforts encore conséquents à produire pour l'assainissement des eaux usées domestiques ; importance d'impliquer l'ensemble des acteurs et notamment les exploitants agricoles pour maîtriser l'apports des substances polluantes qui ruissellent vers les cours d'eau .

Les contextes réglementaires nationaux et européens demandent que les acteurs s'engagent vers une véritable politique de gestion durable et intégrée des cours d'eau .

**Le SAGE propose de préserver et restaurer l'écosystème rivière dans tous ses aspects et ses fonctionnalités ainsi que les habitats naturels associés telles que les zones humides qui ont fait l'objet d'un inventaire particulier; d'accompagner les collectivités dans leurs efforts pour la maîtrise des rejets domestiques ; d'engager une réelle réflexion pour la connaissance des zones humides et la maîtrise de l'occupation des sols en vue de leur préservation ; enfin, d'animer au sein d'un comité de suivi spécifique piloté par le Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche, l'ensemble de ce processus, d'en assurer le suivi et de mesurer régulièrement l'avancement pour l'atteinte des objectifs fixés.**

**Les orientations spécifiques :**

**Orientation spécifique 2-1 : Améliorer globalement la qualité des eaux superficielles par la maîtrise des pollutions d'origine domestique, agricole et industrielle**

**Orientation spécifique 2-2 : Restaurer et entretenir les cours d'eau et les chevelus associés (fossés, ruisseaux,...) dans le respect des fonctions hydrauliques, écologiques et paysagères essentielles**

**Orientation spécifique 2-3 : Assurer la reproduction, le développement et la circulation des espèces piscicoles**

**Orientation spécifique 2-4 : Préserver et reconquérir les zones humides**

**Orientation spécifique 2-5 : Sensibiliser, informer et responsabiliser le public (particuliers, agriculteurs, entreprises, collectivités, associations, services de l'Etat,etc.) à la protection des milieux aquatiques**



## Rappel de l'état des lieux et du diagnostic :

- Comme pour les eaux souterraines, **c'est la pression exercée par les pollutions diffuses et ponctuelles (agricoles, domestiques et à un niveau moins important industrielles) qui dégrade la qualité des eaux superficielles** : l'objectif de qualité 1 fixé par le SAGE n'a quasiment jamais été atteint et les eaux accusent une qualité globalement moyenne et ponctuellement, comme pour la Ternoise amont, médiocre ; des efforts conséquents sont donc à produire notamment pour maîtriser les rejets domestiques dans le cadre des obligations européennes et nationales, par la réalisation ou la réfection des ouvrages épuratoires mais aussi des réseaux ; la sensibilité du bassin versant aux ruissellements est un des facteurs de la dégradation des eaux par des apports souvent massifs de limons vers les cours d'eau, limons souvent chargés en polluants ;
- La qualité physico-chimique n'est qu'un aspect d'évaluation de la qualité globale : **la biologie et l'hydromorphologie sont déterminant** ; La gestion des cours d'eau réalisée par les collectivités ou les associations depuis 20 ans après avoir concerné le rattrapage d'entretien doit évoluer vers l'entretien léger et la restauration comme le demande la DCE ; il s'agit de préserver ou de restaurer toute la diversité physique du lit et des berges favorables à une bonne qualité des habitats ; dans ce cadre, l'ensemble du réseau de cours d'eau doit être pris en compte ; les barrages font partie du patrimoine bâti du bassin versant mais appartiennent dans la plupart des cas à des usages aujourd'hui passés : le classement de la Canche et de ses affluents comme rivière à migrateurs oblige à rétablir la libre circulation de ces poissons en prévoyant au cas par cas, les aménagements adéquats ;
- **Les zones humides remplissent des fonctions essentielles pour la gestion et la qualité des eaux superficielles et souterraines** : ce rôle a été reconnu unanimement par la CLE qui a conduit une démarche d'inventaire approfondi pour notamment les zones humides alluviales ; **cet inventaire débouche sur une 1<sup>ère</sup> cartographie et un 1<sup>er</sup> engagement des communes pour leur préservation.**



## **Orientation spécifique 2-1 : Améliorer globalement la qualité des eaux superficielles par la maîtrise des pollutions d'origine domestique, agricole et industrielle**

### **Rappel des dispositions du SDAGE Artois-Picardie**

<b>Code</b>	<b>Dispositions</b>
<b>L'amélioration de la qualité des eaux superficielles</b>	
<b>B 1</b>	Redéfinir des objectifs de qualité des cours d'eau plus ambitieux ....
<b>B 2</b>	Appliquer les textes réglementaires relatifs au traitement des eaux résiduaires compte tenu de la délimitation des zones sensibles.
<b>B 3</b>	Poursuivre les efforts de réduction et de limitation des apports de substances toxiques.
<b>B 4</b>	Définir et mettre en œuvre une politique de lutte contre le phosphore, en priorité dans les zones sensibles à l'eutrophisation.
<b>B 5</b>	Assurer la maîtrise des rejets d'eaux de ruissellement contaminées et de pollutions diffuses
<b>Les boues des stations d'épuration</b>	
<b>B 6</b>	Valoriser, en priorité en agriculture, les sous-produits organiques de l'épuration provenant des collectivités locales et des industries, dès lors qu'on est capable de démontrer, au travers des procédures adéquates (autorisations administratives ou homologations), leur innocuité.



<b>Les piscicultures</b>	
<b>B 7</b>	Instruire avec une particulière attention les demandes d'autorisations de créations ou d'extension d'élevages piscicoles en fonction de leurs impacts sur les cours d'eau.
<b>La reconquête de la qualité des eaux conchyliques et de baignade</b>	
<b>B 8</b>	Mettre en place une politique de reconquête conchylique et poursuivre la politique en matière d'épuration et d'assainissement en étudiant de manière précise chaque bassin versant des rivières littorales.
<b>B 9</b>	Gérer sur l'ensemble des bassins versants côtiers la compatibilité des activités avec la qualité recherchée
<b>B 10</b>	Rechercher les solutions d'assainissement qui présentent les meilleures garanties vis-à-vis de la protection de la santé publique et de l'environnement où les zones de rejets peuvent avoir, dans des conditions de proximité, un impact microbiologique sur les eaux littorales
<b>C 18</b>	Réaliser, lorsque les eaux de ruissellement polluées des zones urbaines ne peuvent être traitées au fil de l'eau dans les stations d'épuration, un stockage efficace de ces eaux avant traitement, basé sur le volume correspondant à une pluie de fréquence mensuelle

## Objectifs :

- **Accélérer les efforts pour le respect des obligations réglementaires relatifs à l'assainissement collectif et non-collectif ; mettre en place un accompagnement des collectivités compétentes**



## **Thème 1 : Suivi global de la qualité des cours d'eau et respect des objectifs de qualité**

### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

Les maîtres d'ouvrages doivent contrôler et limiter les rejets pluviaux en milieu naturel et procéder à un traitement physique (primaire)

### **Les mesures du SAGE :**

Dans le cadre de chaque nouvelle instruction de rejets (Loi sur l'Eau et Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), faire réaliser une évaluation des impacts incluant un calcul de dilution afin de s'assurer de la compatibilité avec l'objectif de qualité 1 en particulier en période d'étiage

Assurer la compatibilité des rejets existants (au titre de la Loi sur l'Eau et des Installations Classées pour l'Environnement) avec l'objectif de qualité 1 fixé pour la Canche et son réseau de cours d'eau et ceci dans un délai de 5 ans après approbation du SAGE

Prendre en compte les nouveaux paramètres retenus dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre Eau (Système d'évaluation de la qualité) pour l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau en 2015

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 1 : <b>Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>



## **Thème 2 : Mettre en oeuvre et améliorer les dispositifs d'assainissement collectif et non-collectif ainsi que les réseaux de collecte**

Voir aussi les mesures relatives aux dispositifs d'assainissement de l'orientation stratégique 1 « Sauvegarde et protection de la ressource en eau souterraine » reprenant notamment la partie des obligations réglementaires

### **Les mesures du SAGE :**

**Rendre compatible les documents d'urbanisme et de planification avec les zonages d'assainissement approuvés sans omettre les perspectives de développement**

**Harmoniser le taux de collecte et la gestion des réseaux d'assainissement avec les objectifs suivants**

**Systèmes d'assainissement prioritaires : Atteindre à l'échéance de 5 années après approbation du SAGE, un taux de collecte égal ou supérieur à 60 % et à l'échéance de 10 années après approbation du SAGE, un taux de collecte égal ou supérieur à 80 %**

**Collectivités concernées : SIVU de la Vallée de la Canche, Communauté de Communes de l'Hesdinois (Hesdin), Communauté de Communes du Montreuillois (Montreuil)**

**Pour tous les autres territoires: Atteindre à l'échéance de 10 années un taux de collecte égal ou supérieur à 80 %**

**Atteindre un taux de raccordement égal ou supérieur à 90 % notamment pour les ouvrages de St Pol sur Ternoise, de Frévent et d'Etaples sur Mer jugés prioritaires, en menant des politiques d'incitation au raccordement ; mais en tout état de cause à l'échéance de 2 années après réalisation des réseaux**

**Renforcer au mieux le fonctionnement des réseaux unitaires par temps de pluie notamment par la réalisation d'aménagements sur les ouvrages existants (déversoirs d'orage associés à des bassins de stockage...)**

**Collectivités concernées : Montreuil, Hesdin**



## **Les prescriptions techniques :**

Moderniser ou remplacer les systèmes de traitement en garantissant et en priorisant l'épuration des pollutions (phosphore , azote, bactério) selon l'état de qualité (physico-chimique, biologique) du milieu récepteur

Définir des filières d'élimination des sous produits de l'assainissement collectif (graisses, produits du dégrillage,...)

Elaborer, dans le cadre du comité de suivi, un schéma d'élimination des matières de vidange issues de l'assainissement non-collectif

Mobiliser et inciter les collectivités locales pour la mise en œuvre de l'entretien dans le cadre des Services Publics d'Assainissement Non-Collectif (SPANC) à l'échelle intercommunale

## **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 1 : <b>Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>

### **Thème 3 : Prévention et réduction des risques de pollution lors du recyclage de matières organiques sur sols agricoles (cf orientation strat 1 eaux souterraines ainsi que 3 Bassins versants)**

Voir les mesures et actions relatives à la prévention des pollutions lors du recyclage de matières organiques dans l'orientation stratégique 1 « Sauvegarde et protection de la ressource en eau souterraine



## **Thème 4 : Prévention des pollutions d'origine industrielle**

Ce chapitre concerne essentiellement les sources de la Ternoise où sont rejetées les eaux issues après traitement par la station d'épuration industrielle du pôle agro-alimentaire de St Pol sur Ternoise. Le secteur d'Hesdin est également concerné malgré le départ de plusieurs entreprises.

A ces pôles, il faut également ajouter les rejets des aires de stockage gérées par les ferrailleurs et qui dans certains cas constituent des sources de pollutions non négligeables.

### **Les mesures du SAGE :**

**Améliorer la qualité des rejets des activités industrielles rejetant directement dans le milieu naturel (mise en place de pré-traitements par exemple pour les eaux industrielles mais aussi pour les eaux pluviales des surfaces industrialisées) afin d'assurer la compatibilité avec l'objectif de qualité tant pour les eaux de process que pour les eaux pluviales**

### **Les prescriptions techniques :**

Améliorer les performances de la station industrielle du pôle agro-alimentaire de St Pol sur Ternoise notamment en ce qui concerne le phosphore et tendre vers une harmonisation des niveaux de rejets entre la station urbaine et la station industrielle

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>



**Orientation spécifique 2-2 : Restaurer et entretenir les cours d'eau et les chevelus associés (fossés, ruisseaux,...) dans le respect des fonctions hydrauliques, écologiques et paysagères essentielles**

**Les dispositions du SDAGE Artois-Picardie**

<b>Code</b>	<b>Dispositions</b>
<b>L'entretien régulier des milieux aquatiques</b>	
<b>C 5</b>	Dans le cadre des SAGE, assurer l'entretien régulier des cours d'eau en privilégiant les méthodes douces, avec mise en place de structures intercommunales disposant de moyens humains et financiers suffisants pour maintenir en bon état les rivières.
<b>C 6</b>	Définir dans le cadre des SAGE, les coûts liés aux obligations d'entretien du milieu naturel.
<b>C 7</b>	Mettre en place des mesures et des moyens financiers pour développer les actions de prévention et de protection des milieux aquatiques.
<b>C 17</b>	Refuser le développement incontrôlé des plans d'eau en fond de vallées

**Objectif :**

**Préserver et restaurer l'écosystème rivière dans tous ses aspects et ses fonctionnalités ainsi que les habitats naturels associés**



## Thème 1 : Mieux connaître les cours d'eau et assurer un suivi permanent

### Les prescriptions techniques :

Renforcer les connaissances existantes pour les aspects hydrauliques, écologiques et physiques de la Canche et ses affluents.

### Programme d'Actions :

PROGRAMMES CONCERNES
Programme 1 : <b>Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>

## Thème 2 : Assurer une gestion raisonnée des cours d'eau

### Les obligations réglementaires :

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

#### **Article L215-15 du Code de l'Environnement**

Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre **d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente et compatible avec les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe**. L'autorisation d'exécution de ce plan de gestion au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 a une validité pluriannuelle.

Lorsque les collectivités territoriales, leurs groupements ou les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales prennent en charge cet entretien groupé en application de l'article L. 211-7 du présent code, l'enquête publique prévue pour la déclaration d'intérêt général est menée conjointement avec celle prévue à l'article L. 214-4. La déclaration d'intérêt général a, dans ce cas, une durée de validité de cinq ans renouvelable.

Le plan de gestion peut faire l'objet d'adaptations, en particulier pour prendre en compte des interventions ponctuelles non prévisibles rendues nécessaires à la suite d'une crue ou de tout autre événement naturel majeur et des interventions destinées à garantir la sécurité des engins nautiques non motorisés ainsi que toute opération s'intégrant dans un plan d'action et de prévention des inondations. Ces adaptations sont approuvées par l'autorité administrative.



Le plan de gestion peut comprendre une phase de restauration prévoyant des interventions ponctuelles telles que le curage, si l'entretien visé à l'article L. 215-14 n'a pas été réalisé ou si celle-ci est nécessaire pour assurer la sécurisation des cours d'eau de montagne.

**Le recours au curage doit alors être limité aux objectifs suivants :**

- remédier à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à remettre en cause les usages visés au II de l'article L. 211-1, à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
- - lutter contre l'eutrophisation ;
- - aménager une portion de cours d'eau, canal ou plan d'eau en vue de créer ou de rétablir un ouvrage ou de faire un aménagement.
- Le dépôt ou l'épandage des produits de curage est subordonné à l'évaluation de leur innocuité vis-à-vis de la protection des sols et des eaux.

(Attente du décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.)

Les maîtres d'ouvrages et gestionnaires (propriétaires et exploitants) doivent proscrire le traitement chimique des berges du réseau hydrographique (Arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural) en respectant une Zone Non Traitée (ZNT) en bordure de points d'eau (cours d'eau, fossés, canaux,...) d'au minimum 5 mètres

### **Les mesures du SAGE :**

**En cas d'aménagement ou d'intervention risquant de donner lieu à une artificialisation partielle ou totale des éléments constitutifs de l'écosystème rivière, justifier techniquement les procédés en s'appuyant sur les dispositifs les plus pertinents et systématiquement appliquer les mesures compensatoires à hauteur de l'impact sur le milieu naturel**

**Favoriser l'absence d'intervention et préserver la dynamique fluviale naturelle en particulier dans les secteurs sans risques sur les biens construits et les personnes (inscrire un « fuseau de mobilité » pour les cours d'eau dans les secteurs sans risques)**

### **Les prescriptions techniques :**

Améliorer la protection des écosystèmes fluviaux

Privilégier les méthodes douces dans l'entretien et l'aménagement des cours d'eau ainsi que les techniques d'intervention issues du génie végétal

Assurer une gestion coordonnée du réseau de cours d'eau par les structures compétentes



Prendre en compte la problématique liée aux espèces végétales invasives exotiques, notamment dans le cadre du comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques et proposer des actions de lutte

Privilégier l'utilisation des espèces végétales locales adaptées pour les nouvelles plantations de la berge en respectant les différentes strates et éviter plus particulièrement la plantation de peupliers et des résineux en bordure de berge

Poursuivre la connaissance des ouvrages hydrauliques

Définir un schéma d'ouverture/fermeture des vannages des ouvrages hydrauliques ayant une raison économique

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 3 : <b>Préserver les milieux aquatiques et appliquer une gestion raisonnée</b>
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>
Programme 7 : <b>Informier et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>



## **Orientation spécifique 2-3 : Assurer la reproduction, le développement et la circulation des espèces piscicoles**

### **Les dispositions du SDAGE Artois-Picardie**

<b>Code</b>	<b>Dispositions</b>
<b>La restauration des équilibres naturels</b>	
<b>C 8</b>	Faire respecter en permanence, et quels que soient les usages de l'eau, un niveau suffisant dans les cours d'eau pour y permettre un fonctionnement écologique équilibré.
<b>C 9</b>	Dans le cadre des SAGE, réaliser un « schéma des barrages » en précisant les ouvrages à démanteler, les ouvrages à aménager et les modalités de gestion à apporter.
<b>C 10</b>	Refuser le développement incontrôlé des barrages (micro-centrales, moulins, plans d'eau...)
<b>C 11</b>	Classer la Bresle, La Canche et l'Authie, ainsi que tous leurs affluents en cours d'eau à migrateurs.
<b>C 20</b>	Mettre en œuvre dans les zones rurales, les mesures agrienvironnementales et assurer les opérations régulières d'entretien des cours d'eau.

## **Objectifs :**

**Valoriser et préserver les milieux aquatiques et humides (lit mineur et lit majeur)**

**Assurer, d'une part, la libre circulation de tous les poissons sur l'ensemble du réseau hydrographique et préserver le réseau de cours d'eau de tout aménagement contrariant cette circulation**



## **Thème 1 : Assurer la libre circulation des poissons migrateurs et favoriser la continuité écologique suivant les prescriptions du Code de l'Environnement et de la Directive Cadre sur l'Eau**

L'article L 432-5 du code de l'environnement est abrogé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et remplacé par l'article L 214-17 du code de l'environnement .

### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

Les propriétaires doivent assurer la libre circulation des poissons migrateurs selon les dispositions des articles L 214-17 et L 432-6 du Code de l'Environnement sur la Canche et les affluents classés

### **Les mesures du SAGE :**

**Garantir la pérennité et la fonctionnalité des aménagements réalisés pour assurer la libre circulation et vérifier que cette obligation est bien reportée dans les actes de vente et de succession**

**Privilégier l'ouverture des vannes pour les ouvrages hydrauliques n'ayant plus d'intérêt économique ou fonctionnel ainsi que l'équipement des seuils résiduels infranchissables**

**Préserver les affluents non-classés de tout aménagement contrariant la circulation et la continuité écologique**

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 3 : Préserver les milieux aquatiques et appliquer une gestion raisonnée</b>
<b>Programme 7 : Informer et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>



## Thème 2 : Tendre vers une gestion raisonnée des activités de loisirs

### Les prescriptions techniques :

Favoriser des opérations cohérentes de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles dans un cadre légitime

Favoriser une gestion piscicole de type patrimonial pour les secteurs définis en priorité dans le cadre du Plan Départemental de Gestion Piscicole (PDGP)

Restaurer les habitats piscicoles et compenser les déficits actuels de population piscicole par une politique raisonnée de repeuplement en privilégiant l'alevinage et en limitant les empoissonnements de poissons d'élevage adulte

Favoriser une pression de pêche compatible avec les conditions du milieu naturel et adapter les modes et techniques de pêche

Prendre en compte les spécificités de la pratique du canoë-kayak et s'assurer de la compatibilité avec les objectifs de bon état écologique des milieux aquatiques

### Programme d'Actions :

PROGRAMMES CONCERNES
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>
Programme 7 : <b>Informier et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>



## Orientation spécifique 2-4 : Préserver et reconquérir les zones humides

### Dispositions du SDAGE Artois-Picardie

Code	Dispositions
<b>La protection des zones humides</b>	
<b>C 1</b>	Maintenir des niveaux d'eau suffisants dans les zones humides pour permettre le fonctionnement écologique des milieux naturels.
<b>C 2</b>	Faire réaliser au niveau des SAGE, une étude écologique avec un inventaire faunistique et floristique des milieux terrestres et aquatiques.
<b>C 3</b>	Au niveau des SAGE, identifier les causes possibles et non naturelles de dégradation des zones humides, et prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la réhabilitation de ces milieux qui participent à l'auto-épuration.
<b>L'entretien régulier des milieux aquatiques</b>	
<b>C 5</b>	Dans le cadre des SAGE, assurer l'entretien régulier des cours d'eau en privilégiant les méthodes douces, avec mise en place de structures intercommunales disposant de moyens humains et financiers suffisants pour maintenir en bon état les rivières.
<b>C 6</b>	Définir dans le cadre des SAGE, les coûts liés aux obligations d'entretien du milieu naturel.
<b>C 7</b>	Mettre en place des mesures et des moyens financiers pour développer les actions de prévention et de protection des milieux aquatiques.
<b>La restauration des équilibres naturels</b>	
<b>C 8</b>	Faire respecter en permanence, et quels que soient les usages de l'eau, un niveau suffisant dans les cours d'eau pour y permettre un fonctionnement écologique équilibré.
<b>Les zones de dépollution naturelle</b>	
<b>B 19</b>	Sauvegarder et recréer des zones de dépollution naturelle (forêt, zones humides, lagunage, marais, haies, végétalisation rivulaire...) dans le cadre de la mise en place de zonage permettant le reboisement ainsi que la protection de biotopes.

## Objectif :

Maintenir, protéger et reconquérir, les zones humides du bassin versant de la Canche dans le cadre d'une gestion participative et concertée



## **Thème 1 : Poursuivre les inventaires et améliorer globalement la connaissance**

### **Les prescriptions techniques :**

Améliorer, sous la conduite du Syndicat Mixte pour la mise en œuvre du SAGE de la Canche, la connaissance des zones humides (existantes, potentielles ou disparues) du bassin versant de la Canche en organisant la mise en œuvre des inventaires en partenariat avec les collectivités et la diffusion des données notamment pour la mise en compatibilité des éventuels projets d'aménagement

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>



## Thème 2 : Préserver et reconquérir les zones humides et leurs fonctions

### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

#### **Article L211-1 du Code de l'Environnement**

*« on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année »*

Le décret n° 207-135 du 30 janvier 2007 en application de la loi de Développement des Territoires Ruraux (DTR) précise les critères de définition et de délimitation des zones humides :

*« les critères à retenir pour la définition des zones humides sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles »* (Arrêté d'application en attente)

D'après la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation et déclaration au titre de la loi sur l'eau, les opérations d'assèchement, de mise en eau, d'imperméabilisation et de remblais de zones humides ou de marais : sont soumises à la procédure d'autorisation si la zone est de taille supérieure à 1 hectare ; sont soumises à la procédure de déclaration si la zone est d'une superficie supérieure à 0.1 hectare mais inférieure à 1 hectare.

### **Les mesures du SAGE :**

**Préserver, dans le cadre des documents d'urbanisme et des décisions administratives, les zones humides existantes sur la base d'un premier engagement par l'inventaire du SAGE annexé et sur la base des inventaires ultérieurs réalisés par le SAGE et les collectivités ; n'autoriser que les actions liées à la restauration écologique, la gestion et l'entretien**

**Dans le cadre du document de l'état initial pour l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme, respecter l'objectif institué par le SAGE d'inventorier les zones humides et les zones naturelles d'expansion des crues en s'appuyant et/ou complétant l'inventaire initial réalisé dans le cadre de l'élaboration du SAGE**

**Préserver le caractère naturel des sites par des techniques ou procédés de gestion compatibles avec le maintien et la conservation des zones humides et favorisant l'expression des potentialités naturelles**



**Maîtriser la création de nouveaux plans d'eau sauf si ils ont une vocation écologique, et ceci pour limiter les conséquences néfastes sur les cours d'eau ou la nappe (impact hydrologique, écologique ou chimique). L'avis de la CLE sera sollicité pour les créations ou extensions de plans d'eau en lit majeur.**

**Intégrer de façon systématique, la préservation des zones humides et le maintien de leurs fonctionnalités, dans le cadre des programmes de gestion, des procédures foncières ou d'aménagement financés par des crédits publics**

### **Les prescriptions techniques :**

Répertorier et délimiter par la CLE, les zones humides stratégiques pour la gestion de l'eau

Inciter les communes non dotées à élaborer un document d'urbanisme (carte communale, Plan Local d'Urbanisme) et rendre compatible ce document avec l'objectif institué par le SAGE de préservation des zones humides, en priorité celles identifiées dans le cadre du S.A.G.E.

Renforcer les actions en faveur de la lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols responsables de l'envasement et de la dégradation des zones humides (Cf orientation stratégique 3, « Bassins versants urbains et ruraux »)

Prendre en compte la spécificité pédologique des terrains pour la plantation des peupleraies et éviter l'exploitation lorsque la nappe est habituellement située à moins de 50 cm de profondeur l'été (selon préconisations CRPF Nord Pas de Calais Picardie)

Mettre à contribution en tant que besoin les opérateurs fonciers afin de protéger les zones d'expansion de crues et les zones humides les plus remarquables

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 3 : Préserver les milieux aquatiques et appliquer une gestion raisonnée</b>
<b>Programme 7 : Informer et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>



**Thème 3 : Désenclaver les milieux humides en favorisant les continuités écologiques et un maillage des sites (voir mesures liées aux orientations stratégiques 1 « Protection de la ressource en eau souterraine » et 3 « Bassins versants ruraux et urbains »)**

### **Les mesures du SAGE :**

Respecter dans les documents d'urbanisme, les procédures d'aménagement foncier et tout nouvel aménagement, l'objectif institué par le SAGE de conservation des éléments du paysage jouant un rôle majeur pour la gestion de l'eau, la biodiversité et la continuité des milieux aquatiques

Renforcer les potentialités paysagères et écologiques des éléments du paysage en favorisant au maximum la connexion entre les sites et reconnaître leur rôle majeur pour le maintien de la biodiversité

### **Les prescriptions techniques :**

Maintenir et restaurer tant que possible et surtout en l'absence d'urbanisation, les connexions entre les cours d'eau et les milieux humides associés

Prendre en compte dans toute démarche de gestion ou d'aménagement le lit majeur dans son intégralité et favoriser la continuité écologique des milieux aquatiques dans leur ensemble « de façon transversale et longitudinale »



**Orientation spécifique 2-5 : Sensibiliser, informer et responsabiliser le public (particuliers, agriculteurs, entreprises, collectivités, associations, services de l'Etat, etc.) à la protection des milieux aquatiques**

## **Objectifs :**

**Assurer l'information de tous les publics pour la protection globale des milieux aquatiques**

### **Les prescriptions techniques :**

Rappeler dans toute communication, les principes réglementaires et les dispositions du SAGE de la Canche permettant d'informer et de sensibiliser les acteurs lors des interventions sur le milieu aquatique (lit mineur, berges, lit majeur, etc.). Utiliser toutes les possibilités de support de communication pour diffuser les messages essentiels et s'appuyer sur les expériences (site Web du SM SAGE CANCHE avec liens vers les sites des partenaires, communication dans la presse locale, les lettres d'infos des partenaires, actions à destination des scolaires, affichage en mairie, etc.)

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 7 : Informer et sensibiliser tous les public à la protection de l'eau</b>



**ORIENTATION STRATEGIQUE 3 :**

**MAITRISER ET PREVENIR LES  
RISQUES A L'ECHELLE DES  
BASSINS VERSANTS RURAUX ET  
URBAINS**



## ORIENTATION STRATEGIQUE 3 : MAITRISER ET PREVENIR LES RISQUES A L'ECHELLE DES BASSINS VERSANTS RURAUX ET URBAINS

Il est important de tenir compte des investigations et réalisations de ces 15 dernières années tout en ayant un regard critique de ce retour d'expérience.

Sans gestion concertée et partenariale à l'échelle du bassin versant ou du sous-bassin, l'engagement ne sera pas complet : l'ensemble des acteurs agricoles et non-agricoles doivent travailler dans le même sens en s'attachant à vérifier la cohérence et l'efficacité des actions menées. Une animation de terrain de même qu'une évaluation sont nécessaires pour poursuivre la mobilisation de chacun, accompagner la réalisation et vérifier l'atteinte des objectifs. Les efforts pour améliorer la fonctionnalité des sols par l'optimisation ou l'évolution des pratiques culturales doivent être amplifiés.

Cette orientation trouve sa justification par la transversalité qu'elle fonde entre la nécessité :

- de maîtriser la pollution de la ressource en eau (aspect qualitatif ressource en eau souterraine et superficielle)
- de limiter les inondations et donc la vulnérabilité des biens et des personnes
- d'assurer une gestion hydraulique et hydrologique compatible avec les usages et la préservation des milieux aquatiques.

Afin de compléter les préconisations, les membres de la Commission Locale de l'Eau ont proposé d'annexer un cahier des charges « Lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols dans les bassins versants ruraux » à destination des maîtres d'ouvrages potentiels. Sur la base des expériences menées pour le bassin versant de la Canche, il s'agit de décrire les différentes étapes nécessaires au bon déroulement du programme à la fois sur le plan technique mais également pour la concertation et l'animation.

D'autre part, la Commission Locale de l'Eau souligne le rôle essentiel des zones humides alluviales dans l'écêtement des crues et donc la nécessité de préserver ou reconquérir ces espaces.

Compte-tenu des enjeux de protection des inondations sur la basse vallée, compte-tenu de l'existence d'une réglementation relative à la prévention du risque d'inondation sur cette zone, l'avis de la Commission Locale de l'Eau est sollicité quant à :

- la délimitation des zones d'expansion des crues en basse vallée de la Canche (communes incluses au titre du périmètre du PPRI) et leur protection comme le prévoit le PPRI et son règlement
- La finalisation des travaux, aménagements ou procédures prévus dans le cadre de la DUP Basse Canche .

Pour le reste du bassin versant et donc les lits majeurs des principaux affluents, certains épisodes d'inondation ont pu être constatés mais dont l'impact et les dégâts ont été globalement limités.



**La Commission Locale de l'eau demande que les principes retenus pour la basse canche à savoir protection rapprochée des zones urbanisées et maintien ou reconquête des zones d'expansion de crues, soient appliqués.**

**L'inventaire des zones humides** (Conservatoire des Sites Naturels Nord Pas de Calais, 2003 complété en 2006 par le Syndicat Mixte) identifie environ 90 unités sur l'ensemble du bassin versant. **Il est essentiel de les préserver de tout développement urbain ou aménagement susceptible de perturber leurs fonctions notamment dans le cadre de l'écrêtement des crues.**

**Dans cet objectif, la Commission Locale de l'Eau doit étudier les moyens de compléter mais aussi d'affiner la connaissance de ces zones pour ensuite s'appuyer sur des outils tels que les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, Carte Communale) pour leur protection.** La définition des zones humides dites « Zones stratégiques pour la gestion de l'eau » peut également être envisagée dès que possible (selon publication des décrets).

**Les orientations spécifiques :**

**Orientation spécifique 3-1 : Maîtriser les écoulements et ruissellements en vue de réduire les risques d'inondation et de contamination par les pollutions diffuses**

**Orientation spécifique 3-2 : Préserver, améliorer ou reconquérir les capacités d'expansion des crues en fond de vallée afin de prévenir les inondations et protéger les espaces vulnérables**



### **Rappel de l'état des lieux et du diagnostic :**

Le bassin versant est globalement sensible aux phénomènes de ruissellements et d'érosion des sols : les collectivités et le monde agricole se sont associés pour trouver des solutions mais celles-ci sont à compléter notamment par un changement des pratiques agronomiques permettant de limiter au maximum les aménagements lourds ;

D'autre part, la basse vallée a connu plusieurs épisodes d'inondation par débordement de la canche: l'urbanisation a connu une progression importante et accentué les risques ; suite à ces épisodes d'inondations, Monsieur le Préfet a prescrit un Plan de Prévention du Risque d'Inondation pour réglementer l'occupation des sols ; en parallèle, un programme de travaux de protection est en cours de finalisation mais les opérations de restauration des capacités de stockage inscrits dans la Déclaration d'Intérêt Public ne sont pas réalisées.

Il est important de souligner que ces problèmes et plus particulièrement les ruissellements ont des impacts sur la qualité des eaux (concentrations en matières en suspension). Les solutions doivent s'attacher à traiter à la fois les aspects qualitatifs et les aspects quantitatifs.



## **Orientation spécifique 3-1 : Maîtriser les écoulements et ruissellements en vue de réduire les risques d'inondation et de contamination par les pollutions diffuses**

### **Rappel des dispositions du SDAGE Artois-Picardie**

<b>Code</b>	<b>Dispositions</b>
	<b>Les eaux par temps de pluie</b>
<b>B 5</b>	<b>Assurer la maîtrise des rejets d'eaux de ruissellement et des pollutions diffuses.</b>
	<b>Les mesures agrienvironnementales</b>
<b>B 15</b>	<b>Appliquer les textes réglementaires relatifs à la protection contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles.</b>
<b>B 16</b>	<b>Promouvoir les mesures agrienvironnementales, les approches de la lutte intégrée et raisonnée et l'agrobiologie et rechercher l'adhésion des exploitants agricoles.</b>
<b>B 17</b>	<b>Intensifier la lutte contre l'érosion des sols agricoles et privilégier le maintien ou le rétablissement des haies, fossés, surfaces enherbées...</b>
<b>D 10</b>	<b>Mettre en œuvre des techniques anti-ruissellement à l'occasion d'aménagements nouveaux ou de travaux de réfection en zones rurales, comme en zone urbaine (terrasses vertes, chaussées poreuses...) notamment dans les bassins versants les plus sensibles aux crues.</b>



## **Objectifs :**

**Infiltrer ou retenir l'eau le plus en amont possible sur le bassin versant « là où l'eau tombe » par une gestion à la parcelle**

**Privilégier une rétention temporaire permanente permettant de répartir dans le temps et dans l'espace les volumes d'eau ruisselés et concentrés**

**Privilégier une maîtrise pérenne des problèmes de ruissellements et d'érosion des sols par un changement durable de pratiques des acteurs du bassin versant d'étude (agriculteurs, gestionnaires d'espaces, collectivités, particuliers,...)**

**Limiter les zones imperméabilisées notamment dans l'objectif de ne pas aggraver le débit à l'aval des éventuels aménagements réalisés**

**Favoriser l'utilisation des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales à toute échelle d'intervention (construction, parcelle, zone d'activités, lotissements, quartier,...) et justifier les cas où leur utilisation ne pourrait être retenue**



## **Thème 1 : Maîtriser et prévenir les ruissellements en milieu rural**

### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

Le retournement des prairies de plus de 5 ans est interdit sauf pour régénération des prairies en place. Dans le cas du bassin versant de la Canche (pour la masse d'eau de la craie), la CLE souhaite être vigilant pour le maintien de ces prairies en fond de vallée pour la Canche et ses affluents directs  
(Selon les préconisations du 3ème programme d'action pour les zones vulnérables)

### **Les mesures du SAGE :**

**Envisager la réalisation des aménagements dans le cadre d'une réflexion globale à l'échelle du bassin versant concerné et veiller à préserver l'intégrité du projet lors de la mise en œuvre (se reporter au guide méthodologique annexé)**

### **Les prescriptions techniques :**

Appliquer les bonnes pratiques agronomiques (couverts hivernaux, travail simplifié...) par la profession agricole

**Ces mesures sont à relier à celles énoncées dans le cadre de l'orientation stratégique 1 relative aux eaux souterraines.**

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 2 : Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource</b>
<b>Programme 5 : Prendre en compte la gestion de l'eau dans l'aménagement des territoires pour améliorer la qualité et prévenir les risques d'inondation</b>



## **Thème 2 : Maîtriser et prévenir des ruissellements dans les zones bâties ou issus des surfaces imperméabilisées**

### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

(Art .L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1<sup>o</sup> Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2<sup>o</sup> Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

**3<sup>o</sup> Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;**

**4<sup>o</sup> Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.**

### **Les mesures du SAGE :**

**Lors d'une extension ou d'un aménagement complémentaire, exiger la gestion des eaux pluviales à la parcelle avec un objectif de rejet 0**

**Mettre en œuvre des techniques permettant de réduire les surfaces imperméabilisées ; En cas d'infiltration, vérifier la compatibilité avec les enjeux de protection qualitative des eaux souterraines et de la capacité d'infiltration des terrains**



## **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 7 : <b>Informier et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>



## **Thème 3 : Organiser, coordonner et évaluer les actions à l'échelle des bassins versants**

### **Les mesures du SAGE :**

Dans le cadre des projets pilotés par les maîtres d'ouvrage, garantir un aménagement et des pratiques visant à réduire ou prévenir les dysfonctionnements hydrauliques du bassin versant en mettant en oeuvre les préconisations du cahier des charges « Lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols dans les bassins versants ruraux »

Assurer par les maîtres d'ouvrages, un suivi régulier et une évaluation des programmes et dispositifs en s'appuyant sur les préconisations du cahier des charges « Lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols dans les bassins versants ruraux »

Reconnaître le Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche comme chef de file pour la coordination globale et si besoin, la prise en charge de certaines opérations sous maîtrise d'ouvrage déléguée des communes ou intercommunalités lorsque cela s'avère nécessaire

### **Les prescriptions techniques :**

Définir et mettre en oeuvre un programme coordonné d'actions à l'échelle des sous bassins rassemblant les acteurs concernés pour la préservation et la reconquête de la qualité de la ressource en eau et la réduction des risques de ruissellement et d'inondation

Assurer la diffusion de l'information en vue de la mise en place de mesures de type agrienvironnemental et encourager le partenariat avec les collectivités locales

Mettre en place des comités techniques locaux regroupant les différents partenaires à l'échelle des bassins versants pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des programmes

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 1 : <b>Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>



## Orientation spécifique 3-2 : Préserver, améliorer ou reconquérir les capacités d'expansion des crues en fond de vallée afin de prévenir les inondations et protéger les espaces vulnérables

### Dispositions du SDAGE Artois-Picardie

Code	Dispositions
<b>Prévention des risques et gestion des crues en temps réel</b>	
<b>D 1</b>	Définir un plan de gestion des risques liés aux crues et aux inondations, y compris dans les zones estuariennes, pouvant inclure la mise en place de réseaux d'alerte, l'organisation opérationnelle de la mise en sécurité des populations, et la gestion coordonnée des ouvrages hydrauliques.
<b>La prise en compte du risque inondation dans la planification</b>	
<b>D 3</b>	Poursuivre les travaux de cartographie des zones inondables et des zones d'expansion des crues.
<b>D 4</b>	Intensifier l'information auprès des responsables locaux et de la population (porté à connaissance des cartes et documents des zones inondables) sur les dispositions à prendre pour limiter les dommages.
<b>D 5</b>	Intégrer les préoccupations liées au risque d'inondation dans les documents de planification à vocation générale (PLU, Carte communale,...) ou dans les documents de prévention à finalité spécifique risque (Plan de Prévention des Risques Majeurs).
<b>D 6</b>	Renoncer à l'urbanisation dans les zones d'expansion de crues et les zones humides.
<b>La protection contre les crues</b>	
<b>D 7</b>	Protéger les zones à forts enjeux humains dans le cadre strict d'une approche globale et durable des problèmes à l'échelle du bassin versant et dans le respect des zones humides inondables, actuelles ou à reconstituer.
<b>D 9</b>	Utiliser au mieux les capacités régulatrices des cours d'eau, en préservant les zones d'expansion des crues, notamment par la création de jachères fixes et l'application de mesures agrienvironnementales en bordure des cours d'eau, en étudiant avec les organismes agricoles, les modalités de gestion de ces ouvrages.
<b>D 10</b>	Mettre en œuvre des techniques anti-ruissellement à l'occasion d'aménagements nouveaux ou de travaux de réfection en zones rurales, comme en zone urbaine (terrasses vertes, chaussées poreuses...) notamment dans les bassins versants les plus sensibles aux crues.



## **Objectif :**

**Préserver les lits mineurs et majeurs des cours d'eau de tout remblai, recalibrage, endiguement , exhaussement, affouillement, ou aménagement de nature à générer un impact négatif sur les fonctions hydrauliques**

## **Les mesures du SAGE :**

**Dans le cadre du document de l'état initial pour l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme, reprendre l'objectif institué par le SAGE d'inventorier les zones humides et les zones naturelles d'expansion des crues en s'appuyant et/ou complétant l'inventaire initial réalisé dans le cadre de l'élaboration du SAGE**

**Prendre en compte les prescriptions du règlement du Plan de Prévention du Risque d'Inondation pour les zones rouge correspondant aux zones fortement exposées au risque d'inondation ou zones naturelles à préserver (cartographie à annexer) ; pour les zones considérées comme zones d'expansion de crue, stopper tout développement urbain ou tout aménagement vulnérable ou susceptible d'accroître l'intensité de l'aléa sur les zones voisines ; dès que possible les transcrire en tant que zones humides dites « zones stratégiques pour la gestion de l'eau » (à préciser selon parution des décrets)**

**Préserver les zones naturelles d'expansion de crue et les zones humides de l'implantation non autorisée ou de la sédentarisation d'habitat léger de loisir (y compris le stationnement isolé de caravanes), excepté les aires et les campings officiellement**

**En complément du PPR « Vallée de la Canche », appliquer les principes de protection contre les inondations développés dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique « Basse Canche » (communes de Beaumerie St Martin, Neuville Sous Montreuil, Montreuil sur Mer, La Madeleine Sous Montreuil, Attin, La Caloterie, Beutin) : Assurer la protection uniquement rapprochée des zones habitées et optimiser l'expansion des crues dans les zones non habitées**

**Appliquer les principes retenus pour la basse vallée à savoir « Assurer la protection uniquement rapprochée des zones habitées et optimiser l'expansion des crues dans les zones non habitées » pour les autres zones du bassin versant soumis au risque d'inondation**

## **Les prescriptions techniques :**

**Mieux connaître le fonctionnement des lits majeurs en amont du bassin versant de la Canche pour la Canche et ses affluents et identifier les zones inondables (selon méthodologie atlas des zones inondables)**



**Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 5 : Prendre en compte la gestion de l'eau dans l'aménagement des territoires pour améliorer la qualité et prévenir les risques d'inondation</b>



**ORIENTATION STRATEGIQUE 4 :**

**PROTEGER ET METTRE EN  
VALEUR L'ESTUAIRE ET LA ZONE  
LITTORALE**



## ORIENTATION STRATEGIQUE 4 : PROTEGER ET METTRE EN VALEUR L'ESTUAIRE ET LA ZONE LITTORALE

Cette orientation spécifique permet de préciser les objectifs à atteindre pour cette zone particulière du bassin versant. Les mesures s'ajoutent donc aux autres mesures préconisées pour l'ensemble du bassin versant.

### Le périmètre :



<<<< Communes de l'Orientation stratégique 4

Périmètre administratif du SAGE de la Canche



### Le périmètre prend en compte :

- les données liées à la salure des eaux ;
- les données relatives à la topographie (limite des plateaux) ;
- les données relatives à la géologie (prédominance des sables).

Au sein de ce périmètre, 4 zones sont individualisées de part leurs caractéristiques naturelles ou leurs usages :

- La basse vallée de la Canche de Montreuil à Etaples sur Mer ;
- Les bas-champs sur les communes de La Caloterie, St Josse et Cucq ;
- L'estuaire de la Canche sur les communes d'Etaples sur Mer et le Touquet ;
- Les marais de Balançon et de Villiers sur les communes de Cucq et Merlimont.



Aux côtés des membres de la CLE, les usagers se sont fortement mobilisés lors de l'élaboration du SAGE pour témoigner des spécificités des pratiques sur le secteur littoral. C'est dans ce cadre qu'une orientation stratégique a été déclinée dans l'objectif de prendre en compte ces spécificités et d'instaurer une concertation entre les acteurs.

Il est important de souligner que les préconisations proposées, s'ajouteront aux mesures des 3 premières orientations stratégiques.

Le littoral est un secteur en constante évolution et soumis à de nombreuses pressions : Sa situation de transition entre le domaine continental et fluvial et le domaine maritime en fait un milieu particulièrement riche et diversifié d'un point de vue écologique. C'est aussi une zone qui exerce un attrait fort d'un point de vue touristique et économique de façon générale.

Ces différentes influences et pressions expliquent alors sa fragilité (dégradation ou disparition de zones humides littorales) et l'importance de mieux identifier et connaître les facteurs de changements (morphologie) voir de dégradation de certains milieux (impact des rejets et des pollutions). Ces données doivent par ailleurs permettre de maintenir, d'adapter ou de limiter certaines pratiques.

4 grands volets doivent être suivis et nécessitent des compléments de connaissance :

- le suivi de la qualité physico-chimique et biologique des eaux côtières (au sens de la DCE);
- le suivi des évolutions morphologiques (trait de côte et estuaire) ;
- la connaissance des zones humides littorales (zones arrières dunaires et estuariennes) ;
- le suivi des pressions.

La qualité des eaux littorales doit être une priorité et une reconquête doit être lancée pour une amélioration globale des eaux littorales notamment pour lutter contre les pollutions microbiologiques et garantir les usages notamment la baignade mais également la conchyliculture même si l'estuaire de la Canche n'est pas une zone de production importante. Les efforts sont importants compte-tenu des objectifs fixés par la nouvelle directive européenne. Ils doivent concerner principalement les rejets domestiques en y intégrant globalement la basse vallée de la Canche depuis Montreuil sur Mer. L'activité portuaire doit aussi faire l'objet de vigilance. Les communes littorales doivent également se prémunir contre les pollutions ponctuelles d'origine maritime.

La préservation des milieux naturels et notamment des zones humides littorales est également une des grandes priorités.



Elle doit s'appuyer sur :

- L'amélioration de la connaissance des milieux
- La concertation entre les différents partenaires et l'élaboration d'outils de gestion concertée permettant d'instaurer une compatibilité entre les usages et la préservation des espaces
- La maîtrise de l'occupation des sols dans le cadre des documents d'urbanisme
- Un programme de sensibilisation et d'information à destination des usagers mais également des publics qui fréquentent les espaces.

**Les orientations spécifiques :**

**Orientation spécifique 4-1 : Améliorer la connaissance de l'estuaire et du littoral et mettre en place des suivis scientifiques particuliers si nécessaire**

**Orientation spécifique 4-2 : Garantir la bonne qualité des eaux littorales notamment au niveau bactériologique (eaux de baignade, eaux conchylicoles) et traiter les pollutions ponctuelles**

**Orientation spécifique 4-3 : Mettre en place une gestion concertée des zones littorale, Estuaire et Bas-Champs**



## **Rappel de l'état des lieux et du diagnostic :**

La canche étant un fleuve, la partie aval du bassin versant, tout en faisant partie du bassin versant, constitue un secteur particulier où la rencontre des eaux continentales et de la mer, génère des milieux naturels spécifiques souvent d'une grande richesse écologique.

Cette richesse est reconnue à l'échelle régionale, nationale voir européenne. Ce complexe composé entre autre de zones humides remarquables s'étend bien au-delà de l'estuaire de la Canche et s'intègre à l'ensemble de la plaine maritime picarde associant les 3 estuaires de la Canche, de l'Authie et de la Somme.

On distingue :

- zones estuariennes présentes uniquement en baie de Canche telles ( dunes de Mayville, ruisseau à tabac ...) comprenant les mollières, vasières, chenaux, sources de l'estran...
- zones arrières dunaires liées à l'affleurement de la nappe phréatique et comprenant par exemple les marais de Balançon et de Villiers . Ces espaces ont un intérêt écologique remarquable reconnu au titre de nombreux inventaires et protections particulières (ZPS, site inscrit,...).

Ces zones sont particulièrement attractives et sont soumises à de multiples pressions (tourisme et loisirs, urbanisation,...). Comme pour les zones humides alluviales, le bilan est globalement négatif et ces espaces subissent une régression importante et des altérations nombreuses.

Les eaux littorales subissent une forte influence des eaux continentales et donc par conséquent leur qualité est fonction des flux de pollutions ponctuelles ou diffuses rejetées par l'ensemble du bassin versant. Récemment, la nouvelle directive relative aux eaux de baignade a fixé de nouveaux paramètres et malheureusement a accentué les risques de déclassement de certains sites. Rappelons que le suivi des coquillages est également un très bon indicateur de la qualité des eaux et que les dernières années ont révélé une qualité médiocre.

La spécificité de la basse vallée de la Canche se vérifie également pour certains usages comme les pratiques agricoles. Les Bas-Champs sont un territoire conquis sur la partie maritime et doivent appliquer une gestion hydraulique pour garantir la rentabilité des terres. Cette gestion est assurée par les associations syndicales autorisées reconnues d'utilité publique.



### **Rappel Dispositions du SDAGE s'appliquant au littoral**

<b>Reconquête de la qualité des eaux conchylicoles et de baignade</b>	
<b>B8</b>	Mettre en place une politique de reconquête conchylicole et poursuivre la politique en matière d'épuration et d'assainissement en étudiant de manière précise chaque bassin versant des rivières littorales
<b>B9</b>	Gérer sur l'ensemble des bassins versants côtiers la compatibilité des activités avec la qualité recherchée
<b>B10</b>	Rechercher les solutions d'assainissement qui présentent les meilleures garanties vis-à-vis de la protection de la santé publique et de l'environnement dans les zones où les rejets peuvent, dans des conditions de proximité, un impact microbiologique sur les eaux littorales
<b>B11</b>	Réaliser les études d'incidences environnementales de tous les rejets de produits de dragage en milieu marin

<b>La protection des zones humides</b>	
<b>C1</b>	Maintenir des niveaux d'eau suffisants dans les zones humides pour permettre le fonctionnement écologique des milieux naturels
<b>C2</b>	Faire réaliser au niveau des SAGE une étude écologique avec un inventaire faunistique et floristique des milieux terrestres et aquatiques
<b>C3</b>	Au niveau des SAGE, identifier les causes possibles et non naturelles de dégradation des zones humides, et prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la réhabilitation de ces milieux qui participent à l'auto-épuration.

<b>L'entretien régulier des milieux aquatiques</b>	
<b>C7</b>	Mettre en place des mesures et des moyens financiers pour développer les actions de prévention et de protection des milieux aquatiques



**Orientation spécifique 4-1 : Améliorer la connaissance de l'estuaire et du littoral et mettre en place des suivis scientifiques particuliers si nécessaire**

## **Objectif :**

**Comprendre le fonctionnement global de la zone littorale**

### **Les mesures du SAGE :**

**Renforcer la surveillance de la qualité des eaux réalisée dans le cadre des réseaux existants (qualité physico-chimique, biologique et bactérienne)**

**Renforcer la connaissance des zones humides littorales, comprendre et identifier les phénomènes de dégradation**

### **Les prescriptions techniques :**

**Approfondir la connaissance des processus morphologiques du fleuve Canche dans la zone estuarienne notamment pour les phénomènes d'ensablement**

### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
<b>Programme 8 : Actions spécifiques au littoral</b>



**Orientation spécifique 4-2 : Garantir la bonne qualité des eaux littorales notamment au niveau bactériologique (eaux de baignade, eaux conchylicoles) et traiter les pollutions ponctuelles**

## **Objectif :**

**En complément des mesures relatives à la qualité des eaux superficielles et souterraines**

**Améliorer la qualité des eaux conchylicoles et des eaux de baignade afin de contribuer à atteindre les objectifs fixés par la DCE ainsi que ceux prescrits par la Directive Baignade**

### **Les obligations réglementaires :**

Au travers de ce SAGE, la Commission Locale de l'Eau souhaite rappeler les obligations réglementaires suivantes :

Les communes riveraines ou proches de l'estuaire doivent mettre en œuvre un programme d'action pour traiter les rejets directs à la Canche ou les transferts à la nappe comme notamment dans l'aire d'alimentation du captage de Rombly.

L'objectif de reconquête de la qualité ne pourra être atteint que sous condition d'amélioration globale de la qualité des eaux de la Canche à son exutoire et ceci pour l'ensemble des paramètres physico-chimiques, biologiques et bactériologiques. La réalisation des stations d'épuration de Montreuil sur Mer et d'Etaples sur Mer/Le Touquet doit faire partie des investissements à mettre en œuvre à court terme afin de concourir à cette amélioration (Cf Orientation Strat 2 Reconquête de la Qualité Environnementale orientation spécifique 1 « Améliorer globalement la qualité des eaux superficielles »).



### **Les mesures du SAGE :**

Atteindre et maintenir l'objectif de qualité B pour les eaux conchylicoles (90% des résultats <4 600 E. Coli/100 g chair et liquide intervalvaire et 100 < 46 000. actuellement les résultats sont de 72,8% < 4 600 et 100% < 46 000 sur la période 2002-2004

Contribuer à l'atteinte des objectifs environnementaux en zone protégée ; Prendre en compte les orientations des documents d'objectifs des sites Natura 2000 et les sites d'intérêt communautaires réalisés (« Estuaire de la Canche, Dunes Picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen ; Dunes et marais arrière-littoraux de la plaine maritime picarde ; Estuaire de la Canche ; Landes, mares et bois acides du plateau de Sorrus St Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil ; Marais de Balançon ; Le Marais de la Grenouillère d'Auchy les Hesdin et Rollancourt ») afin que l'état des eaux en qualité et en quantité permette d'atteindre les objectifs de conservation de ces sites

Réaliser les contrôles nécessaires pour obliger au raccordement des habitations sur les communes riveraines ou proches de l'estuaire et notamment sur la commune d'Etaples sur Mer dans le cadre d'une politique d'incitation générale et si nécessaire appliquer des pénalités financières en cas de refus

### **Les prescriptions techniques :**

Renforcer la connaissance et l'action des communes littorales dans le domaine de la lutte et la prévention des pollutions ponctuelles

### **Programme d'Actions :**

PROGRAMMES CONCERNES	
Programme 8 : Les actions spécifiques au littoral	



## **Orientation spécifique 4-3 : Mettre en place une gestion concertée des zones littorale, Estuaire et Bas-Champs**

### **Objectif :**

En complément des mesures générales relatives aux zones humides

- Préserver les zones humides littorales et favoriser leur restauration à l'échelle de la plaine maritime picarde
- Conserver ou restaurer le caractère naturel des espaces dunaires et de l'estuaire de la Canche
- Assurer une gestion et un entretien écologique adaptés du réseau hydrologique des Bas-Champs

### **Thème 1 : Assurer une gestion et un entretien écologique adaptés des cours d'eau et du réseau hydrologique des bas-champs**

#### **Les mesures du SAGE :**

Assurer une gestion et un entretien écologique adaptés des cours d'eau et du réseau hydrologique des Bas-Champs sous compétence des syndicats d'assèchement et des collectivités, dans le cadre d'un plan de gestion pluriannuel

#### **Les prescriptions techniques :**

Engager une réflexion plus globale sur les conditions et moyens d'une gestion patrimoniale des Bas-Champs dans le contexte global de l'estuaire

#### **Programme d'Actions :**

<b>PROGRAMMES CONCERNES</b>
Programme 8 : <b>Les actions spécifiques au littoral</b>



## **Thème 2 : Préserver et réhabiliter le complexe des zones humides de la plaine maritime picarde correspondant principalement à la zone des Bas-Champs, aux zones humides arrières littorales et à l'estuaire**

### **Les mesures du SAGE :**

Préserver, dans le cadre des documents d'urbanisme et des décisions administratives, les zones humides littorales existantes sur la base d'un premier engagement par l'inventaire du SAGE annexé et sur la base des inventaires ultérieurs réalisés par le SAGE et les collectivités ; n'autoriser que les actions liées à la restauration écologique, la gestion et l'entretien notamment pour les sites des marais de Villiers (communes de Cucq et St Josse) et de Balançon (commune de Merlimont) reconnus comme sites d'intérêt nationaux

Dans le cadre du document de l'état initial pour l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme, respecter l'objectif institué par le SAGE d'inventorier les zones humides et les zones naturelles d'expansion des crues en s'appuyant et/ou complétant l'inventaire initial réalisé dans le cadre de l'élaboration du SAGE

Préserver le caractère naturel des sites par des techniques ou procédés de gestion compatibles avec le maintien et la conservation des zones humides et favorisant l'expression des potentialités naturelles

Favoriser une gestion intégrée des zones littorales et estuariennes afin d'y développer une stratégie de préservation des zones humides et eaux estuariennes à l'échelle des 3 estuaires picards: Canche, Authie, Somme

### **Les prescriptions techniques :**

Mettre en œuvre une démarche de gestion contractuelle avec l'ensemble des usagers des sites et la retranscrire dans le cadre d'un plan de gestion concerté

Engager une réflexion quant à la maîtrise des activités nautiques en baie de Canche pouvant générer des perturbations et identifier les conflits d'usages

Favoriser l'information et la sensibilisation auprès de tous les usagers

Mettre en œuvre des échanges techniques entre les CLE des trois estuaires picards (Boulonnais, Audomarois, Authie) dans le respect des orientations des SAGE et du SDAGE

### **Programme d'Actions :**



PROGRAMMES CONCERNES	
Programme 6 : <b>Améliorer la connaissance</b>	
Programme 8 : <b>Les actions spécifiques au littoral</b>	



# Le programme d'actions

## ▪ Introduction

Les actions doivent permettre d'atteindre ou de tendre vers les objectifs définis pour chacune des orientations stratégiques. L'objectif de ce programme est également de mettre en lumière toute la transversalité nécessaire à la bonne mise en œuvre du SAGE pour l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau.

Les actions peuvent initier de nouvelles démarches ou compléter des programmes déjà en cours notamment ceux pilotés par les différentes institutions dans le cadre des principales obligations réglementaires.

**De façon générale, ces programmes permettront :**

- **D'initier et notamment par la maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche, des programmes spécifiques (par exemple pour la restauration du réseau de cours d'eau) ;**
- **d'assurer la cohérence des missions à l'échelle du bassin versant ;**
- **d'animer la concertation auprès des acteurs et maîtres d'ouvrage et de réaliser le suivi dans le cadre notamment des grands « chantiers » réglementaires (assainissement par exemple) ;**
- **d'assurer l'information et la sensibilisation des publics en utilisant les différents supports de communication.**

Le programme d'actions du SAGE de la Canche est organisé autour de 9 programmes d'action reprenant les 80 actions :

**Programme 1 : Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins**

**Programme 2 : Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource**

**Programme 3 : Préserver les milieux aquatiques et appliquer une gestion raisonnée**

**Programme 4 : Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable**

**Programme 5 : Prendre en compte la gestion de l'eau dans l'aménagement des territoires pour améliorer la qualité et prévenir les risques d'inondation**

**Programme 6 : Améliorer la connaissance**

**Programme 7 : Informer et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau**

**Programme 8 : Les actions spécifiques au littoral**

**Programme 9 : Assurer la mise en œuvre et l'animation du SAGE**



Une première consultation a été organisée auprès des partenaires institutionnels en décembre 2006 afin de vérifier et d'affiner la cohérence avec leurs différentes politiques d'intervention.

Les tableaux qui suivent prennent en compte les remarques et corrections formulées. Il est toutefois important de préciser, à ce stade d'écriture, que ces actions restent des propositions et devront être précisées dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE. Ces propositions n'engagent donc pas la responsabilité des acteurs cités.

Les évaluations économiques restent prévisionnelles et de nombreux postes sont encore à définir. **L'évaluation est, à ce stade, calculée pour 10 années soit une mise en œuvre de 2009 à 2019.**

Afin d'assurer cette mise en œuvre, il est proposé de mettre en place 2 postes d'animation supplémentaire à l'animation actuelle de la CLE.

Pour certaines politiques déjà en cours correspondant par exemple, à des obligations réglementaires (assainissement), le programme d'actions propose surtout un accompagnement des maîtres d'ouvrage. Néanmoins, le respect de ces obligations fera partie de l'évaluation par le suivi des indicateurs. La CLE pourra également animer ce suivi.

Dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE, un document spécifique aux actions sera édité et permettra de détailler, sous forme de fiches, les modalités de réalisation.



**Estimation prévisionnelle du coût de la mise en œuvre  
du programme d'actions du SAGE de la Canche**  
(Cette estimation reste incomplète car de nombreux postes de dépenses sont à définir).

	Investissement	Fonctionnement
<b>Programme 1 : Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins</b>	370 000,00 €	160 000,00 €
<b>Programme 2 : Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource</b>	2 000 000,00 €	90 000,00 €
<b>Programme 3 : Préserver les milieux aquatiques et appliquer une gestion raisonnée</b>	5 563 500,00 €	540 000,00 €
<b>Programme 4 : Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable</b>	20 000,00 €	70 000,00 €
<b>Programme 5 : Prendre en compte la gestion de l'eau dans l'aménagement des territoires pour améliorer la qualité et prévenir les risques d'inondation</b>	2 429 095,00 €	70 000,00 €
<b>Programme 6 : Améliorer la connaissance</b>	370 000,00 €	250 000,00 €
<b>Programme 7 : Informer et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau</b>	410 000,00 €	130 000,00 €
<b>Programme 8 : Les actions spécifiques au littoral</b>	190 000,00 €	40 000,00 €
<b>Programme 9 : Assurer la mise en œuvre et l'animation du SAGE</b>	110 000,00 €	1 050 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>11 462 595,00 €</b>	<b>2 400 000,00 €</b>



## Programme 1 : Coordonner la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ou des sous-bassins

Le SAGE est un outil de planification de l'eau à l'échelle d'un bassin versant. La CLE regroupe les principaux acteurs de l'eau de ce bassin afin qu'ils puissent s'entendre pour la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Il s'agit de mettre en place des groupes d'acteurs permettant de veiller à la cohérence des programmes, d'initier des réflexions et actions conjointes, d'assurer le suivi et l'évaluation.

Dans ce sens, le comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques aura un rôle fondamental à jouer pour la mise en œuvre des principales actions du SAGE.

Le Syndicat Mixte, établissement public de coopération intercommunale, dont le périmètre s'étend sur l'ensemble du bassin versant, requière les compétences pour fédérer, informer, accompagner les collectivités du bassin et réaliser des programmes en faveur des milieux aquatiques.

### Liste et descriptif des actions :

**Mettre en place des programmes d'actions à l'échelle de chaque sous-bassin et en priorité sur les aires d'alimentation en eau potable (hors zones prioritaires bassin Artois Picardie) (action proposée également dans le cadre de l'orientation stratégique 3 : « Maîtrise des écoulements et des ruissellements à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains »).**

**Ces programmes auraient pour objectif de sensibiliser les acteurs et notamment les agriculteurs de l'ensemble d'un bassin versant à des pratiques plus respectueuses de l'environnement à travers des systèmes et des pratiques ainsi que le partage d'expériences locales. Ces programmes seraient principalement basés sur des actions d'information et de sensibilisation déclinées en fonction des enjeux locaux et des problématiques du bassin versant en question. Le Syndicat Mixte pour la mise en œuvre du sage de la canche pourrait assurer la coordination globale mais le pilotage local de ces programmes pourrait être confié aux syndicats d'adduction d'eau, aux collectivités locales ou aux autres partenaires de la profession comme la Chambre d'Agriculture ou la DDAF avec les autres partenaires du monde agricole. Le financement est à définir en fonction des actions mais devra s'inscrire dans le cadre du Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH).**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte ; collectivités locales ; syndicats d'adduction, Chambre d'agriculture ...	200 000	Animation + 5 000€/an	2010



**Créer un comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques sur le bassin versant de la Canche (Cf Orientation spécifique 2 : Reconquête environnementale) Le comité de suivi sera chargé de piloter les actions pour l'atteinte du bon état écologique et chimique des eaux ainsi que d'informer, de coordonner et d'alerter les acteurs concernés dans le cadre des domaines suivants :**

**Qualité des eaux superficielles : Assainissement, rejets, pollutions.. ;  
Entretien et gestion écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques associés (qualité physique et biologique des milieux aquatiques)**

**Information et sensibilisation des acteurs locaux et du grand public.**

**Ce comité pourra, sur demande de la CLE, formuler des recommandations techniques pour aider à la décision lors des consultations soumises à la CLE. Réunir ce comité au moins une fois par semestre et plus, si nécessaire,. Sous le pilotage du syndicat mixte, ce comité sera composé des principaux partenaires techniques, institutionnels (MISE, Agence de l'eau Artois Picardie, DIREN, Conseil Supérieur de la Pêche,...), territoriaux (conseil régional, conseil général, communautés de communes, syndicats d'adduction d'eaux, autres syndicats et leurs techniciens ...) ainsi que des représentants des usagers (Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques ; Chambre d'Agriculture, Fédération Départementale des Chasseurs, associations ...).**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	Selon projets	Animation + 5 000€/an	2009

**Mettre en place une animation spécifique sous le pilotage du Syndicat Mixte pour le suivi de la mise en œuvre des mesures en étroite collaboration avec les propriétaires et les exploitants des captages**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation + 2000€/an	2011



**Mettre en place sous le pilotage du Syndicat Mixte, une animation/suivi/coordination pour la préservation des zones potentielles pour la production d'eau potable du bassin versant de la Canche en accompagnement des connaissances apportées par les différents documents (schéma de ressource piloté par le Conseil Général et programme de mesures DCE notamment)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation + 2000€/an	2011

**Suivre et assister les collectivités pour l'avancement de leurs programmes d'assainissement ainsi que l'atteinte des objectifs fixés par le SAGE dans le cadre du comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	10 000€/an	Animation	2009

**Mettre en place un observatoire de l'évolution de la gestion et de l'aménagement du territoire (photos aériennes) piloté par le Syndicat Mixte SAGE Canche sur la base notamment des projets réalisés sur le bassin versant, de leur évaluation et de leur suivi ; Réaliser le suivi des éventuelles incidences en matière de gestion de l'eau et fixer des indicateurs de résultats**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	30 000	Animation + 2000€/an	2011

**Mettre en place un réseau d'échanges et d'information à l'usage des maîtres d'ouvrage sous le pilotage du Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte		Animation	2009



## Programme 2 : Prévenir et réduire les apports polluants agricoles, domestiques et industriels pour préserver la ressource

L'état des lieux et le diagnostic ont démontré une dégradation des eaux superficielles et souterraines. Pour atteindre le bon état chimique et écologique de ces masses d'eau, des efforts conséquents sont à fournir notamment pour le respect des obligations réglementaires nationales et européennes. La maîtrise des apports polluants par rejet diffus ou ponctuel est une des priorités fortes et doit être appliquée à tous les usages et usagers.

Une attention particulière a été apportée pour proposer des programmes et actions liés à la maîtrise de l'utilisation des produits phytosanitaires et en permettant de tendre vers des techniques alternatives.

Le monde agricole par sa présence importante sur le bassin versant, doit également être moteur et prôner les bonnes pratiques agronomiques en s'engageant aux côtés des autres partenaires.

### Liste et descriptif des actions :

<b>Réaliser la promotion de la charte de bonnes pratiques agronomiques pour la préservation de la ressource en eau du bassin versant de la Canche par une information et des animations auprès des agriculteurs</b>			
Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, Chambre d'agriculture		Animation + 2000€/an	2010

<b>Dans le cadre du Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH), mobiliser les maîtres d'ouvrages publics et notamment le Syndicat Mixte pour la mise en œuvre et le financement de Mesures Agri-Environnementales (MAE) pour la protection des aires d'alimentation des captages inférieurs à 200 000 équivalent/habitant (hors zones prioritaires Artois Picardie)</b>			
Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, DRAF, DDAF, Chambre d'Agriculture, collectivités locales	A définir	A définir	En cours



**Proposer aux communes du bassin versant, leurs groupements ainsi que les gestionnaires d'espaces (voiries, paysagistes,...), la signature d'une charte de désherbage (selon le GRAPPE)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	20 000	Animation	2010

**Inciter les communes et leurs groupements ainsi que les gestionnaires d'espaces (voiries, paysagistes,...) à faire agréer une personne assurant l'encadrement de l'application des produits phytosanitaires**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	30 000	Animation	2010

**Mettre en place à titre d'exemple, un système de traitement des effluents phytosanitaires par prestation de service en concertation avec la profession agricole (CUMA, Entreprises de Travaux Agricoles, COOP,...) et les collectivités**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, professionnels agricoles,...	A définir	Animation + 2000€/an	2011

**Organiser la collecte des Emballages Vides de Produits Phytosanitaires (EVPP) et des Produits Phytosanitaires Non Utilisés (PPNU) en partenariat avec les déchèteries du bassin versant**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales, Syndicat Mixte	A définir	Animation + 5000€/an	2012



**Elaborer et mettre en place le schéma d'élimination des matières de vidange issues de l'assainissement non-collectif en s'appuyant sur les SPANC**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales Syndicat Mixte	5000€/an	Animation	2011

**Contrôler et fiabiliser les déversoirs d'orage**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	10 000€/an		2011



## Programme 3 : Préserver les milieux aquatiques et appliquer une gestion raisonnée

La préservation voir la reconquête des milieux aquatiques est un des grands engagements pour la CLE de la Canche qui s'est investie dès l'élaboration du SAGE pour leur connaissance.

La DCE fixe des objectifs ambitieux, de même que le 9<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau Artois Picardie prévoit des moyens importants pour la protection, la restauration et la gestion des milieux aquatiques. Ces cadres et ses soutiens seront précieux pour le réseau de cours d'eau et les milieux aquatiques associés du bassin versant de la Canche. Mais au-delà, la mobilisation de tous les partenaires (ONEMA, MISE, FDAAPMA, collectivités territoriales, professionnels du Tourisme et du sport, Fédération des Chasseurs, associations,...) est forte pour mettre en œuvre les moyens nécessaires à la préservation de ce patrimoine sous tous ces aspects (qualité des eaux, gestion hydraulique, gestion piscicole, continuité écologique, vitrine paysagère, aspect ludique et sportif).

### Liste et descriptif des actions :

<b>Elaborer et mettre en œuvre les plans de gestion d'entretien pour la Canche et ses affluents selon les mesures du SAGE; Assurer l'évaluation et le suivi des programmes dans le cadre du comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques</b>			
Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, Collectivités locales, associations	Restauration : 2 500 000 Entretien :	80 000	En cours

<b>Elaborer dans les deux ans qui suivent l'approbation du SAGE, sous le pilotage du comité de suivi, une étude morpho-dynamique globale pour mieux connaître le fonctionnement des cours d'eau du bassin versant et pour programmer les aménagements (dans le cadre de la restauration sous déclaration d'intérêt général)</b>			
Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	A définir	Animation	2009



**Coordonner la lutte contre la prolifération du rat musqué, organiser et optimiser les moyens et les méthodes**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, Conseil Général, FREDON	10 000	Animation + 2 000€/an	Dès approbation

**Participer au réseau d'alerte et de surveillance relatif aux espèces invasives végétales piloté par le Centre Régional de Phytosociologie**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte		Animation + 2 000€/an	2010



**Elaborer et mettre en œuvre un programme d'ouverture ou d'aménagement des barrages et des seuils afin de les rendre franchissables par les poissons migrateurs sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte du SAGE de la Canche, prendre en compte les impacts ou incidences éventuels dans le cadre des études préalables, et proposer si nécessaire, les mesures d'accompagnement ; fixer des objectifs précis pour la restauration de la libre circulation des poissons migrateurs et la continuité écologique des cours d'eau et mettre en œuvre des outils d'évaluation de la politique RLC (station de comptage, relevés de frayères, habitats piscicoles,...)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Propriétaires, Syndicat Mixte	Evaluation SM en fonction des études et premiers travaux : Canche : 980 000 Ternoise : 1 230 000 Planquette : 85 000 Créquoise : 400 500 Embryenne : 92 000 Bras de Bronne : 122 000 Course : 602 000 Baillons : 144 000 <b>Total : 3 053 500</b>	Maîtrise d'œuvre : 400 000	En cours

**Dans le cadre du comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques, mettre en place des partenariats pour la préservation et la gestion des zones humides sous le pilotage du Président du Syndicat Mixte (composé d'élus, de gestionnaires, de la MISE, de l'Agence Artois Picardie, du Conseil Régional, du Conseil Général, d'EDEN 62, du Conservatoire des Sites Naturels Nord et Pas de Calais, du Conservatoire du Littoral, les usagers, les propriétaires,...)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, Conseil Général, Conseil Régional, CSN, associations, fédération des chasseurs, FDAAPPMA, exploitants agricoles...	A définir	Animation + 2 000€/an	En cours



## Programme 4 : Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable

L'exploitation et la distribution de l'eau potable relève de la santé publique. Le territoire dispose de nombreuses ressources et peut assurer aisément les différents usages. Toutefois, même si des programmes sont en cours pour assurer la protection réglementaire des sites des captages, c'est la distribution qui apparaît comme problématique. Dans ce domaine, la CLE attend les résultats du Schéma Départemental de ressource piloté par le Conseil Général.

D'autre part, même si les stocks sont abondants, il apparaît essentiel de lancer des opérations pilotes pour réaliser des économies d'eau.

### Liste et descriptif des actions :

**Mettre en place un partenariat (sous la forme d'une convention cadre) avec le Conseil Général pour la mise en œuvre des orientations et des actions définies dans le cadre du Schéma Départemental de Ressource Eau Potable**

**Dans le cadre du partenariat avec le Conseil Général, les syndicats et les exploitants, définir et mettre en place un outil de recueil et de gestion de données relatif à l'exploitation et la distribution de l'eau**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation + 2 000€/an	Dès finalisation étude du schéma de ressource départemental

**Elaborer une politique de réduction des prélèvements d'eau vers les différents acteurs : économiques, collectifs, domestiques**

**Mettre en place des expérimentations de techniques alternatives visant à économiser l'eau**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte Collectivités locales, promoteurs privés ...	A définir	Animation + 5 000 €/an	2011



## **Programme 5 : Prendre en compte la gestion de l'eau dans l'aménagement des territoires pour améliorer la qualité et prévenir les risques d'inondation**

Il ne peut y avoir d'amélioration significative de la qualité des eaux superficielles et souterraines ni de solutions aux problématiques de ruissellement, sans réflexion ou maîtrise de l'occupation des sols sur le bassin versant ou les sous bassins.

Les évolutions liées à l'agriculture, la progression de l'urbanisation et des infrastructures ont modifié le paysage et bousculé la circulation de l'eau. Malheureusement, sous l'influence de cette nouvelle répartition, certains phénomènes naturels se sont révélés préjudiciables pour les biens et les personnes. Depuis environ 20 ans, les acteurs publics et privés se sont mobilisés et d'importants efforts ont permis progressivement d'inverser cette tendance.

Il s'agit de poursuivre ces investigations, de les structurer parfois en s'assurant d'une réelle cohérence entre tous les usages et enfin de pérenniser cette nouvelle répartition permettant de mieux gérer l'eau et de limiter les pollutions diffuses.

**Il s'agit aujourd'hui de considérer globalement le fonctionnement du bassin avec ces usages et d'enclencher une gestion concertée et équilibrée qui préserve également le fonctionnement des milieux aquatiques et la qualité des eaux superficielles et souterraines. Cette gestion passe notamment par une prise en compte dans les documents d'urbanisme et les programmes fonciers. Ce programme est à relier au programme 1, 2 et 3.**

### **Liste et descriptif des actions :**

<b>Mettre en place et coordonner un programme d'incitation à la plantation des haies, talus, fossés ou éléments végétaux en s'appuyant sur les programmes, politiques et partenaires existants comme par exemple la Maison du Bois sur le territoire des 7 Vallées</b>			
<b>Maître d'ouvrage potentiel</b>	<b>Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)</b>		<b>Début</b>
	<b>Invest.</b>	<b>Fonct.</b>	
Collectivités locales, exploitants, Syndicat Mixte, Fédération des chasseurs,...	700 000	Animation + 5 000 €/an	2010



**Réaliser un inventaire des haies, talus, fossés ou éléments végétaux (pâturages permanents et zones boisées en bordure de cours d'eau) contribuant au bon fonctionnement hydraulique du bassin versant en identifiant des priorités selon les typologies et les critères favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, collectivités locales, Fédération des chasseurs...	300 000	Animation + 2 000 €/an	2010

**Identifier les bassins versants soumis au risque de ruissellement en prenant en compte l'ensemble des programmes et dispositifs réalisés, fixer des priorités et demander la prescription et l'application des Plans de Prévention du Risque (PPR Catastrophes Naturelles) si nécessaire**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
DDE			En cours

**En basse vallée de la Canche : Poursuivre et finaliser les travaux définis dans le cadre de la DUP de 1998, mettre en œuvre les dispositions pour la reconquête des capacités de stockage et des champs d'expansion de crue et assurer l'entretien pérenne**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Communauté de communes du Montreuillois	3 <sup>ème</sup> tranche : 1 084 095 4 <sup>ème</sup> tranche : 345 000		En cours



## Programme 6 : Améliorer la connaissance

L'élaboration du SAGE a permis de faire le point sur les grandes connaissances existantes mais a également identifier de nombreuses lacunes et besoins dans de nombreux domaines. Il s'agit surtout de réunir et de structurer les données à l'échelle du bassin versant alors qu'elles étaient jusque là éparses.

### Liste et descriptif des actions :

**Recenser les puits perdus ou les puisards recevant des eaux usées domestiques (dans le cadre des missions de l'assainissement) et réaliser une sensibilisation auprès des particuliers notamment sur les obligations réglementaires**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales		Animation + 5 000 €/an	En cours

**Créer un outil central de gestion des données avec les différents partenaires et permettre un accès à tous (connaissance en hydrogéologie)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	40 000	Animation + 2 000 €/an	2012

**Recenser, cartographier et porter à connaissance l'ensemble des forages en activité ou abandonnés**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales, Syndicat Mixte	30 000	Animation + 2 000 €/an	2012



**Participer à la définition des aires d'alimentation (en s'appuyant notamment sur la vulnérabilité de la nappe) et synthétiser les données**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte		Animation	2010

**Suivre la qualité des eaux des forages notamment pour ceux soumis à des pollutions chroniques**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte		Animation + 5 000€/an	2009

**Elaborer une base de données pour mieux connaître et suivre les prélèvements réalisés pour l'ensemble des domaines d'activités (collectivités, domestique, agricole, industrie, particuliers, pisciculture...)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte		Animation + 5 000€/an	2010

**Réaliser un inventaire complet des points de rejet (eaux usées et eaux pluviales), les cartographier, les caractériser et les porter à connaissance selon une méthodologie fixée par le comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques et ceci dans un délai de 2 années après approbation du SAGE de la Canche ; le suivi, le pilotage, la vérification et l'actualisation seront assurés par le Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	80 000	Animation	2010



**Mettre en place un suivi physico-chimique et biologique pour encadrer les travaux d'amélioration de la station industrielle de St Pol sur Ternoise**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Entreprises, Syndicat Mixte	50 000	Animation	2009

**Assurer** un suivi global dans le cadre du comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques **et évaluer la nécessité de points de mesure complémentaire sur la base de la synthèse des données existantes (prendre en compte les résultats du diagnostic écologique réalisé sur la Ternoise et en tirer parti pour les autres linéaires et ceci afin de mieux cerner les enjeux dans le cadre de l'objectif de bon état écologique).**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	A définir	Animation + 5 000€/an	2009

**Poursuivre et organiser les inventaires pour les unités de production piscicoles et les habitats naturels et la faune et la flore associées**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	10 000	Animation + 2 000€/an	En cours

**Réaliser les études nécessaires pour l'amélioration de la connaissance des ouvrages hydrauliques**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	A définir	Animation	En cours



**Réaliser un diagnostic des activités de loisirs permettant d'évaluer la pression sur le réseau de cours d'eau et les milieux aquatiques ainsi que sur le secteur littoral et estuarien, afin d'assurer à long terme, un développement compatible de ces activités avec les objectifs de préservation des milieux aquatiques**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	40 000	Animation	2012

**Créer un outil central pour la gestion et l'actualisation des données sur les zones humides (centraliser les données, les valoriser, les diffuser) et poursuivre les démarches locales d'inventaires, de sensibilisation, de protection et de reconquête sous le pilotage du Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	60 000	Animation + 2 000 €/an	En cours

**Actualiser et ceci au plus tard dans un délai de 3 ans après l'approbation du SAGE, l'inventaire des zones humides alluviales et littorales du bassin versant afin de disposer d'une délimitation la plus précise possible de l'ensemble de ces espaces (échelle du 10 000° sur fond cadastral) et d'une connaissance suffisante pour en suivre l'évolution et en assurer la protection**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation	En cours

**Définir et engager un programme de recherche pour la connaissance de l'évolution des zones humides du bassin versant et déterminer les causes de dégradation**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	40 000	Animation + 2 000 €/an	2011



**Faire le bilan de tous les ouvrages de tamponnement existants et des connaissances de communes concernant leurs réseaux pluviaux**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	A définir	Animation	2010



## Programme 7 : Informer et sensibiliser tous les publics à la protection de l'eau

L'information et la communication sont une des grandes missions d'un SAGE. C'est grâce à ces actions que le message peut passer, que les comportements peuvent évoluer et que les initiatives s'enclenchent.

Le SAGE de la Canche est un avant-propos à de nombreuses actions de communication. C'est une des missions statutaires du Syndicat Mixte qui s'investira de façon importante.

### Liste et descriptif des actions :

<b>Relayer l'information existante et proposer des actions pédagogiques ou d'animation auprès des utilisateurs professionnels (techniques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires notamment)</b>			
<b>Maître d'ouvrage potentiel</b>	<b>Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)</b>		<b>Début</b>
	<b>Invest.</b>	<b>Fonct.</b>	
Syndicat Mixte	20 000	Animation + 2 000 €/an	2011

<b>Afin de limiter les pollutions, réaliser une information régulière auprès des exploitants et des communes en s'appuyant sur les expériences existantes (animations, visites terrain, bulletins d'information,...) sous le pilotage du Syndicat Mixte</b>			
<b>Maître d'ouvrage potentiel</b>	<b>Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)</b>		<b>Début</b>
	<b>Invest.</b>	<b>Fonct.</b>	
Syndicat Mixte	5 000 €/an	Animation	2011

<b>Relayer l'information fournie par le Service Régional de Protection des Végétaux (SRPV) afin d'assurer une veille réglementaire relative à l'utilisation des produits phytosanitaires et assurer la diffusion de l'information</b>			
<b>Maître d'ouvrage potentiel</b>	<b>Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)</b>		<b>Début</b>
	<b>Invest.</b>	<b>Fonct.</b>	
Syndicat Mixte		Animation + 2 000 €/an	2009



**Relayer et réaliser une sensibilisation en s'appuyant sur les communes (bulletins municipaux par exemple) pour la reconquête de la qualité de l'eau souterraine à destination du grand public et du public scolaire**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	5 000 €/an	Animation + 2 000 €/an	2009

**Informier le public sur les risques pour la ressource en eau du transfert de certaines molécules (produits phytosanitaires par exemple) vers les nappes**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, GRAPPE	10 000	Animation	2012

**Informier les producteurs d'effluents organiques dont le site n'est pas situé sur le territoire, mais qui épandent sur ce territoire, des mesures à respecter dans le cadre du S.A.G.E.**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
SATEGE		Animation	2009

**Informier les habitants et les vidangeurs du bassin versant de la Canche sur les contraintes liées au recyclage des matières de vidange de fosse**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
SATEGE	20 000	Animation	2010



**(Dans le cadre des économies d'eau) Réaliser une campagne d'information et de sensibilisation vers les publics cibles et notamment les constructeurs locaux**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation	2011

**Elaborer un guide « des bonnes pratiques » à destination des élus et des acteurs locaux rappelant les grands principes de la réglementation et de la gestion raisonnée des cours d'eau et des zones humides, proposant des outils pour la préservation et la gestion et l'entretien ; et détaillant les orientations du SAGE de la Canche, en assurer la promotion par l'organisation de visites, la diffusion de conseils ...**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	50 000	Animation	2009

**Elaborer un programme de communication et de sensibilisation des élus, du monde socio-professionnel (exploitants agricoles, artisans,...) et du grand public (animations scolaires, bulletins d'informations, plaquettes thématiques, événements particuliers,...) sur les actions en faveur d'une gestion raisonnée des cours d'eau et de la protection des milieux aquatiques notamment les zones humides**

**Mieux faire comprendre les objectifs, d'expliquer les techniques et moyens utilisés, de mettre en évidence les bénéfices acquis pour la reconquête des milieux et de prévenir d'éventuels aménagements « sauvages » défavorables à cette reconquête ; mettre en place et exploiter des sites « vitrines » (station de comptage piscicole, point d'information sur le fonctionnement du milieu aquatique, etc.)**

**Promouvoir les principes de gestion piscicole patrimoniale retenus par le PDPG dans le cadre des communications et/ou des animations proposées auprès des acteurs de l'eau et des habitants du bassin versant**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, FDAAPPMA, Fédération des chasseurs, Conservatoire des Sites, associations de protection de l'environnement,...	80 000	Animation + 5 000 €/an	2010



**Elaborer et mettre en place un programme de signalisation des cours d'eau permettant d'identifier l'ensemble du réseau hydrographique**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	80 000	Animation	2012

**Mettre en place un outil d'information permanent (par exemple dans le cadre de l'instruction des permis de construire ou des certificats d'urbanisme) à l'usage des différents maîtres d'ouvrage et des particuliers et notamment pour ce qui concerne les techniques alternatives**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	30 000	Animation + 2 000 €/an	2012



## Programme 8 : Les actions spécifiques au littoral

Pour l'orientation relative au littoral, un programme particulier est consacré. Celui-ci est très transversal car il aborde l'ensemble des thèmes sur le périmètre concerné. Toutes ces actions sont complémentaires des programmes affectés à l'ensemble du bassin et ne les annulent pas.

Outre les enjeux liés à la qualité des eaux, les milieux naturels littoraux sont particulièrement remarquables et doivent faire l'objet d'une démarche concertée pour leur préservation et leur gestion. Le SAGE est un outil complémentaire aux autres démarches réglementaires ou contractuelles.

### Liste et descriptif des actions :

**Définir, dans le cadre du comité de suivi global de la qualité de l'eau du bassin versant, les modalités pour la mise en place d'un réseau de mesures « littoral » ; exploiter et interpréter les résultats de ce réseau ; Prendre en compte les résultats pour la définition des actions futures ; transmettre les besoins dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur des Données sur l'Eau et s'assurer de la cohérence**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Agence de l'Eau, DIREN	A définir		2010

**Assurer le suivi précis des eaux conchylicoles dans le cadre ou en complément du REMI (réseau microbiologie d'IFREMER)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
IFREMER	A définir		2009



**Identifier à partir des données existantes relative à l'évolution morphologique de la zone estuarienne, les besoins en connaissance et privilégier les partenariats avec les organismes compétents et les équipes universitaires (Université du Littoral) en lien avec les programmes et démarches en cours (PLAGE, PPR, gestion intégrée des zones côtières,...)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, Collectivités locales,...		Animation + 2 000 €/an	2011

**Réaliser une étude relative à l'évolution des zones humides littorales, à la détermination des causes de dégradation et à la proposition d'actions de gestion à prendre en compte par les différents acteurs**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	40 000	Animation	2013

**Conduire et réaliser un diagnostic global pour identifier précisément les causes de dégradation de la qualité des eaux conchylicoles et des eaux de baignade**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Agence de l'Eau, Syndicat Mixte	50 000	Animation	2011

**Mettre en œuvre un plan global de réduction et de traitement des sources de pollution intégrant les objectifs de maîtrise des pollutions d'origine microbiologique**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	A définir	Animation	2012



**Programmer la mise en place d'un dispositif d'alerte aux pollutions (algues toxiques, hydrocarbures) pouvant en particulier affecter ces activités sensibles**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	A définir		2014

**Organiser des formations aux techniques de lutte contre les pollutions accidentelles**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	A définir		2013

**Initier, avec l'appui du CEDRE, en lien avec d'autres collectivités de la côte d'opale de façon à être sur une échelle pertinente, une réflexion sur l'élaboration de plan de prévention des pollutions marines « infra-Polmar » - pollutions marines de faible ou moyenne ampleur).**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	A définir		2013

**Mettre en place une formation des acteurs responsables de la lutte, aux techniques de nettoyage (incluant des techniques alternatives respectueuses de l'environnement) . Cette formation peut être valorisée hors du cadre des pollutions marines accidentelles pour le nettoyage courant.**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	A définir		2014



**Elaborer une organisation de lutte contre la pollution au niveau communal et intercommunal**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	A définir		2014

**Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme de mesures spécifiques en zones protégées**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
	A définir		

**Réaliser un diagnostic de l'entretien sur les cours d'eau et les réseaux hydrologiques des Bas Champs en concertation avec les associations syndicales autorisées et les collectivités ; élaborer un plan de gestion pluri-annuel et le communiquer auprès du comité de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques et des instances administratives compétentes**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte (étude relative à la restauration des cours d'eau) ; Associations syndicales autorisées	30 000		2009

**Dans les 3 années qui suivent l'approbation du SAGE, disposer d'une délimitation la plus précise possible de l'ensemble des zones humides littorales (échelle du 10 000°) et d'une connaissance suffisante pour en suivre l'évolution et en assurer la protection**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation	2009



**Elaborer un diagnostic et à la suite un plan de gestion concerté et contractuel à des fins patrimoniales et écologiques pour les sites d'intérêt national des marais de Villiers et de Balançon et engager une réflexion pour le respect de la réglementation sur ces sites**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Collectivités locales	A définir		2009

**Mettre en œuvre un programme spécifique de sensibilisation et de communication auprès de tous les acteurs du littoral concernés**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation + 2 000 €/an	2010

**Recenser et réaliser un diagnostic des ruisseaux en zone littorale et envisager leur réhabilitation et leur valorisation**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte, collectivités locales...	30 000	Animation	2012



## Programme 9 : Assurer la mise en œuvre et l'animation du SAGE

La mise en œuvre du SAGE est un chantier important car il doit permettre de maintenir une dynamique au sein de la CLE pour la réalisation des objectifs dans le cadre des programmes. Le Syndicat Mixte apparaît comme l'opérateur essentiel pour animer cette concertation et mobiliser les autres maîtres d'ouvrages.

### Liste et descriptif des actions :

**Elaborer une convention cadre permettant de fixer les conditions de mise en œuvre du SAGE et la décliner en conventions de projet ou de partenariat avec les maîtres d'ouvrages pour la réalisation des projets et programmes**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Selon projet	Selon projet	Animation	2009

**Garantir les moyens techniques et en animation pour la mise en œuvre du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la Ressource en eau et des milieux aquatiques au niveau du Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte		Poste Animation 1 : 39 000 €/an Poste Animation 2 : 32 000 €/an Poste Animation 3 : 32 000 €/an	2009

**Assurer le suivi et l'évaluation des programmes au travers des tableaux de bord du SAGE**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation + 2 000 €/an	2009



**Réaliser un guide pour la prise en compte des préconisations des SAGE dans les documents d'urbanisme mais également à destination des communes sous le régime du Règlement National d'Urbanisme (R.N.U.)**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	30 000	Animation	2010

**Réaliser des documents de communication synthétiques pour faire connaître les objectifs du SAGE et le contenu du PAGD et du règlement auprès de tous les publics**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	40 000	Animation	2009

**Dans le cadre du comité de suivi, assurer l'animation et mettre en place les partenariats proposés par le PAGD notamment par la rédaction de conventions cadre avec les différents maîtres d'ouvrage**

Maître d'ouvrage potentiel	Evaluation prévisionnelle des coûts (en euro)		Début
	Invest.	Fonct.	
Syndicat Mixte	20 000	Animation	2009



# Partie 3 : La mise en œuvre et le suivi des objectifs portés dans SAGE

## 1 - LA COMPATIBILITE DU SAGE AVEC LE SDAGE

L'article L. 212-3 alinéa 2 du code de l'environnement dispose que « le schéma d'aménagement et de gestion des eaux doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu à l'article L. 212-1 ou rendu compatible avec lui dans un délai de trois ans suivant la mise à jour du schéma directeur ».

En vertu de cet article, le SAGE de la Canche doit donc être compatible avec le SDAGE du bassin Artois-Picardie approuvé le 20 décembre 1996.

Le SDAGE du bassin Artois-Picardie approuvé en 1996, a pour but la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Il vise à assurer :

- la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides,
- la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux,
- le développement et la protection de la ressource en eau,
- la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource.

Ces objectifs doivent être poursuivis de façon à satisfaire ou à concilier les exigences des différents usages de la ressource en eau : santé, salubrité publique, alimentation en eau potable de la population mais aussi pêche, agriculture, tourisme, sport nautique, etc.

Les orientations générales du SDAGE du bassin Artois-Picardie sont au nombre de 7 :

- la garantie de l'alimentation en eau potable,
- l'amélioration de la qualité des eaux de rivières,
- l'intégration de l'eau dans la ville,
- la reconquête du patrimoine écologique,
- la valorisation du littoral,
- la maîtrise de l'eau,
- l'information et la sensibilisation.

Le SAGE de la Canche répond à ces orientations générales dans les mesures et actions qu'il propose.

Le SDAGE établit une série de dispositions réparties en différents thèmes permettant une gestion équilibrée de la ressource en eau :



- la gestion quantitative de la ressource,
- la gestion qualitative de la ressource,
- la gestion et la protection des milieux aquatiques,
- la gestion des risques,
- le bassin minier,
- la gestion intégrée.

En application du principe de compatibilité, ces dispositions pourront être déclinées, adaptées et complétées en fonction du contexte local.

### **Un nouveau SDAGE en cours d'élaboration :**

Depuis 2006, le comité de bassin travaille à la rédaction d'une nouvelle version du SDAGE Artois Picardie qui aura vocation notamment à répondre aux objectifs fixés par la DCE. Ce document correspondra au plan de gestion et s'appliquera aux deux districts hydrographiques internationaux qui concernent le bassin Artois Picardie : les districts « Escaut, Somme et Côtiers manche Mer du Nord » et « Meuse ». La coordination internationale est réalisée dans le cadre des commissions internationales de l'Escaut et de la Meuse dont les sièges sont à Anvers et à Liège. Le projet de SDAGE, selon le calendrier du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, sera finalisé durant l'année 2007. Le SDAGE et le Programme Pluriannuel de Mesures doivent être adoptés par le Comité de Bassin et approuvés par le Préfet Coordonnateur avant le 22 décembre 2009.

Néanmoins, et ceci grâce à l'association des représentants des différents SAGE du bassin lors des réunions de la commission SDAGE, il a déjà été possible de suivre les différentes étapes de rédaction du futur SDAGE. La CLE de la Canche n'a pas émis d'avis officiel sur ce projet mais les grandes dispositions étant connues, il a été possible d'évaluer la cohérence ou les éventuelles incompatibilités avec le projet de SAGE en cours de finalisation. Ces éventuelles incompatibilités pourraient également être corrigées lors d'une révision du SAGE après approbation du SDAGE.



## 2 – EVALUER ET SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DU SAGE

### Une évaluation nécessaire et utile pour garantir et asseoir le rôle stratégique de la CLE

Le but premier de l'évaluation consiste à mesurer la réussite d'un projet ou d'un programme. Cette évaluation doit permettre de déterminer les aspects du projet qui doivent être améliorés en répondant à des questions comme celles-ci :

- **La pertinence du projet** : Dans quelle mesure les objectifs du programme sont-ils justifiés par rapport aux besoins ou enjeux réels identifiés ? Les enjeux ont-ils évolué ? les objectifs initiaux ont-ils besoin d'être modifiés ?
- **L'efficacité du projet** : Dans quelle mesure les objectifs visés ont-ils été atteints ? Les instruments de mise en œuvre ont-ils produits les effets attendus ? Quel jugement peut-on porter sur la mise en œuvre et sur les résultats atteints ?
- **L'efficience du projet** : Les objectifs ont-ils été atteints au meilleur coût ?
- **La cohérence du projet** : Les objectifs et les programmes d'actions sont-ils cohérents entre eux ? Les moyens juridiques, humains, financiers mis en place sont-ils adaptés ou proportionnés aux stratégies et aux objectifs ? la politique évaluée est-elle cohérente avec d'autres politiques ?
- **L'utilité ou l'impact du projet** : Les effets obtenus sont-ils globalement satisfaisants ? En quoi l'atteinte des objectifs participe-t-elle à l'atteinte d'objectifs plus globaux ?

Cette démarche s'inscrit notamment dans le champ de l'évaluation de l'action publique. La mise en œuvre du SAGE doit permettre de poursuivre la dynamique insufflée lors de l'élaboration notamment par un pilotage efficace exercé par la CLE et un partenariat solide avec les collectivités territoriales du bassin versant. Le Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche ayant exercé les fonctions de secrétariat technique lors de l'élaboration doit être la structure opérationnelle fédératrice assurant la conduite et la coordination des actions et des maîtrises d'ouvrage. L'évaluation permettra de légitimer et de confirmer le rôle de pilote de la CLE et donc de l'ensemble des acteurs en témoignant de leurs engagements (ou de leurs « distances ») dans la mise en œuvre du projet.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques de décembre 2006 rend obligatoire la rédaction d'un règlement opposable à tous les habitants du bassin versant. Le champ de l'évaluation s'élargit donc bien au-delà de la sphère des acteurs de la gestion de l'eau. Il est indéniable que la CLE s'appuiera en partie sur les services de l'Etat compétent pour l'instruction des dossiers loi sur l'eau (Service Départemental de Police de l'Eau).

### Une première phase nécessaire pour lancer la mise en œuvre

Il est indéniable qu'une première phase sera nécessaire pour mettre en place le processus d'évaluation. Il est important de préciser que le Syndicat Mixte, tout au long de la phase d'élaboration, a anticipé sur la mise en œuvre, par la réalisation de nombreux programmes tels que :



- La communication et la sensibilisation de tous les publics ;
- La connaissance et la synthèse des données de l'eau ;
- La protection des milieux aquatiques (libre circulation des poissons migrateurs ; restauration des cours d'eau) ;
- La prévention des risques ;
- La coordination et le partenariat avec les collectivités territoriales.

Cette première phase intensifiera et recadrera les actions du Syndicat Mixte en compatibilité avec les objectifs du SAGE. Elle s'attachera à :

- Définir et préciser les moyens disponibles pour le Syndicat Mixte dans sa mission de coordination et de pilote dans la mise en œuvre ;
- Définir des programmes ou des actions pilotes parmi les propositions du PAGD : en fonction des objectifs fixés par les mesures, la CLE portera la priorité sur une première série d'actions permettant d'enclencher la phase de mise en œuvre ;
- Définir les outils d'évaluation les plus pertinents pour permettre de vérifier de l'efficacité des actions engagées et des moyens consacrés.

Cette évaluation, conformément à la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, devra être annualisée par un rapport de la CLE. Elle permettra de mettre en perspective les avancements de la mise en œuvre du SAGE par rapport aux résultats du bassin Artois-Picardie (en cohérence avec le SDAGE).

De façon globale, l'évaluation devra surtout vérifier la cohérence et la compatibilité des programmes publics (collectivités locales) vis-à-vis des objectifs et des mesures du PAGD dont dépend la crédibilité du SAGE. Sans jouer un rôle de contrôle, la CLE devra organiser le pilotage du SAGE en s'appuyant sur la coordination possible par le Syndicat Mixte dont le périmètre recouvre l'ensemble du bassin versant.

L'évaluation sera donc réactualisée et réajustée en fonction des actions et des éventuels écarts constatés par rapport aux objectifs.

### **Les outils de l'évaluation : une banque de données à l'échelle du bassin versant**

Même si l'évaluation comme telle ne commence qu'au milieu ou à la fin de l'initiative, la planification de l'évaluation doit être intégrée dès le début de la mise en œuvre du SAGE dans le cadre de la création d'un tableau de bord. Celui-ci sera nécessairement évolutif en fonction des résultats annuels constatés.

Afin de rendre compte le plus explicitement possible de cette évaluation, la CLE présentera annuellement un tableau de bord évolutif illustré par des indicateurs.

Les indicateurs seront les plus pertinents possibles et devront être facilement collectés. Ils correspondront aux paramètres déjà connus et renseignés dans le cadre des différentes politiques des organismes de l'Etat, des établissements publics, des collectivités locales .... Mais ces indicateurs pourront être complétés et enrichis au fur et à mesure de la mise en œuvre et des programmes réalisés.

Calés sur les 5 grandes orientations stratégiques du SAGE, ils permettront de décrire les différents usages de l'eau et les pressions exercées sur les milieux aquatiques par exemple. Ils permettront également de vérifier les engagements, les moyens et



les efforts réalisés par les différents types d'acteurs pour la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Concernant les règles d'usage ou d'utilisation de la ressource en eau fixées par le règlement, les indicateurs seront déterminés avec les services instructeurs et renseignés annuellement.

Globalement, la définition des indicateurs prendra en compte les recommandations suivantes (source : Indicateurs régionaux des contrats de rivières et des SAGE de Rhône Alpes ; Rapport d'études 31 octobre 2006 ; Etudes techniques et Conseil « Eau-Milieus aquatiques ; Claudine Lecuret) :

- Ne pas complexifier le processus ;
- Bien définir qui fait quoi et à quoi servira l'indicateur ;
- Optimiser le temps consacré pour renseigner les données ;
- Privilégier des indicateurs simples, facilement compréhensibles ;
- Prévoir le fonctionnement : la méthode de récupération des données, le renseignement de la donnée, la circulation de la donnée....

### **« Médiatiser » les résultats de l'évaluation**

Un récent rapport relatif à l'analyse et aux recommandations pour la mise en œuvre des SAGE (Source : Bassin Loire Bretagne) met en évidence l'importance de communiquer autour de l'évaluation du projet de SAGE. En effet, il s'agit de mettre en lumière l'engagement (ou le non-engagement) de chacun dans la mise en œuvre du SAGE. La communication à tous les niveaux (CLE, Collectivités locales, partenaires institutionnels mais également grand public pour l'évaluation des objectifs du règlement) est un levier non négligeable pour affirmer et améliorer la reconnaissance locale du SAGE.

Cette transparence sera donc appliquée pour l'évaluation du SAGE de la Canche d'autant plus que le Syndicat Mixte est déjà impliqué depuis plusieurs années dans des programmes de sensibilisation et a construit de nombreux partenariats locaux.



# Annexes

## **Méthodologie pour la lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols sur les parcelles agricoles du bassin versant de la Canche**

*(Dans le cadre du Plan d'Aménagement et de Gestion Durables de la ressource et des milieux aquatiques- Orientation stratégique 3 : Maîtriser et prévenir les risques à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains)*

La lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols sont des priorités sur le bassin versant de la Canche. Deux enjeux principaux dépendent de la maîtrise de ces disfonctionnements :

- la protection des personnes et des biens,
- la reconquête de la qualité des eaux de surface et souterraines
- Maintenir le « capital sol » en place (zone rurale)

La coulée boueuse est le principal signe révélateur de ces phénomènes sur un territoire. Elle se manifeste par l'apparition, après de fortes précipitations, de torrents de boue en provenance des territoires agricoles. Cette eau de ruissellement est plus ou moins chargée en Matière En Suspension (MES, particules de terres des parcelles agricoles). En plus des dégâts causés par une inondation classique, la coulée boueuse implique d'importants travaux de nettoyage pour les particuliers et la collectivité.

**Ce guide s'adresse à tous les maîtres d'ouvrage désireux d'entreprendre des actions en faveur de la prévention et de la réduction de ces phénomènes. Il propose une trame d'intervention par étapes incontournables. Ces préconisations s'appuient sur les nombreuses actions mises en place par les territoires du bassin versant depuis une quinzaine d'années. Fruits de la concertation et de ce retour d'expérience, ce guide doit permettre d'aboutir à la construction d'un projet global et concerté de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols, condition indispensable pour répondre aux deux enjeux liés à ces disfonctionnements.**

**Par ailleurs, il énonce des principes forts que la Commission Locale de l'Eau du bassin versant de la Canche souhaite voir appliquer pour régler ces disfonctionnements. Cette philosophie d'action s'appuie sur plusieurs principes.**



- 5 principes fondateurs:

Le premier est **d'agir globalement sur un bassin versant** en prenant en compte l'ensemble des acteurs et de proposer un dispositif de lutte complet.

Le second est **un traitement du ruissellement à la parcelle** avec comme objectif principal l'infiltration ou la rétention de l'eau où elle tombe. Il s'agit donc de prendre en charge le plus en amont possible le ruissellement de surface pour éviter qu'il ne se transforme en érosion des sols. Pour ce faire, c'est tout le cheminement de l'eau qui doit être pris en compte, de l'amont vers l'aval. Deux approches correspondent à cet objectif, une attention particulière aux techniques culturales sur les plateaux limoneux et des actions paysagères grâce à des aménagements végétaux légers pour recréer des obstacles naturels au flux.

Le troisième est de, partout où cela est possible, **préférer une rétention temporaire** plutôt que permanente en amont du bassin versant. C'est à dire permettant une répartition dans le temps des volumes d'eau ruisselés et concentrés.

Le quatrième correspond à **la maîtrise pérenne des problèmes de ruissellements et d'érosion des sols** induisant un changement durable des pratiques des acteurs du bassin versant concerné.

Le dernier concerne **l'entretien pérenne des aménagements mis en place**. La pérennité et l'efficacité des ouvrages dépendent en grande partie du soin qui sera attribué à leur surveillance et à leur entretien. Le maître d'ouvrage doit donc intégrer cette obligation dès la conception de l'ouvrage, en désignant pour chaque ouvrage les modalités de cet entretien.

La prise en compte de ces principes incontournables, s'appuie sur la mise en place d'un jeu complémentaire et souvent indissociable d'actions. Ces actions concernent autant des techniques ou des aménagements, que les moyens déployés pour les faire accepter par les acteurs concernés. De plus, **la concertation doit donc être omniprésente** dans tout projet de lutte contre le ruissellement et d'érosion des sols.



## **Phase 1 : Premières approches, définition des actions à entreprendre :**

Cette première phase doit permettre de :

- Informer le Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche
- Connaître les dégâts causés, leurs natures et repérer les zones touchées
- Caractériser les phénomènes en analysant les fréquences de retour et les périodes d'occurrence dans l'année
- Définir et délimiter le bassin versant
- Lister les communes et communautés de communes concernées, les acteurs du bassin versant

A titre d'information, il est à noter qu'une convention lie la Chambre d'Agriculture du Pas de Calais et le Conseil Général du Pas de Calais et permet d'aider gratuitement les collectivités à réaliser l'avant-projet sommaire.

Des éléments doivent figurer dans l'Avant Projet Sommaire et doivent :

- Vérifier la pertinence de l'unité hydrologique de référence et estimer sa surface, (selon la taille du territoire concerné, il peut être défini plusieurs unités de références)
- Identifier les principaux axes de ruissellements grâce à la topographie,
- Repérer les captages pour la production d'eau potable,
- Identifier les exutoires connectés au réseau hydrographique de surface,
- Identifier les agriculteurs exploitant des parcelles sur le bassin versant d'étude concerné ainsi que les autres intervenants (gestionnaires de voirie, collectivités,...)
- Repérer les grandes dominantes de l'occupation du sol du bassin versant d'étude (boisements, prairies, cultures, voiries, espaces urbanisés),
- Repérer l'origine des principaux flux responsables des désagréments (parcelles agricoles et surfaces imperméabilisées) et mettre précisément en évidence les causes de dysfonctionnements (agricole, voirie, équipement particulier,...)
- Indiquer les voies d'amélioration possibles et les hiérarchiser (travaux réalisables, études complémentaires)
- Aides techniques et financières disponibles

En fonction des conclusions de cette première phase, deux scénarii sont possibles :

- a) La situation peut se résoudre sans étude ou expertise technique importante, cette solution concerne les petits bassins versants où peu d'exploitants sont concernés ; il convient alors de négocier directement avec ceux-ci sur les dispositions à prendre. Même si cette solution peut être plus rapide dans sa mise en œuvre, le maître d'ouvrage n'est pas dégagé de l'application des principes édictés plus hauts.
- b) Les phénomènes en jeu sont importants sur le plan des dégâts, des surfaces concernées, du nombre d'acteurs impliqués, il est nécessaire de mener des



investigations plus poussées. Cette situation oblige à poursuivre la démarche décrite dans la phase 2.

## **Phase 2 : Mode d'intervention et montage du projet d'étude de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols et instances de concertation :**

Cette phase s'appuie sur différentes actions visant la concertation et la coordination des acteurs sur le bassin versant :

- Réunir les collectivités concernées par le bassin versant d'étude,
  - Désigner le maître d'ouvrage en prenant en compte, la répartition des communes, des communautés de communes concernées par le bassin versant d'étude et leurs compétences respectives,
  - Constituer un comité de pilotage représentatif de tous les problèmes rencontrés sur le bassin versant d'étude (composition type en annexe),
  - En fonction des phénomènes et de leurs importances, le maître d'ouvrage doit définir le mode d'intervention. Plusieurs solutions s'offrent à lui :
- La réalisation en régie : le maître d'ouvrage possède en interne les moyens techniques pour répondre aux exigences définies plus bas dans le cadre du cahier des charges,
  - La réalisation par un prestataire extérieur (e bureau d'étude ou la DDAF en tant que service d'ingénierie) : dans ce cas, des éléments déclinés dans le cadre du cahier des charges permettront de rédiger la proposition d'étude.



## **Les éléments de l'étude ou du cahier des charges**

### **I/ Contenu de l'étude de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols agricoles :**

#### **A/ Etudes des phénomènes :**

L'étude des phénomènes doit s'articuler et porter au moins sur les points suivants :

Etat des lieux de l'occupation des sols :

- Analyse fine de l'occupation des sols du domaine agricole en distinguant les principales productions courantes, les cultures à risques, sens de culture, le taux de couverture des sols en hiver
- Identification des éléments du paysage à la fois linéaires et surfaciques (haies, talus, fossés, et prairies, jachères, boisements) contribuant au bon fonctionnement hydrologique du bassin versant,
- Repérage des actions existantes : parcelles concernées par des MAE, CTE, CAD, aménagements existants.

Définition des risques et de la vulnérabilité :

- Caractéristiques pédoclimatiques du bassin versant d'étude,
- Estimation des volumes d'eau produits par unité hydrologique
- Identification des périodes à risques,
- Repérage des parcelles agricoles concernées par le phénomène d'érosion des sols et intensité des phénomènes,
- Zonage de la vulnérabilité du bassin versant au ruissellement et à l'érosion des sols.
- Capacité d'évacuation des réseau pluviaux

Le recueil de ces données et informations doit s'effectuer en associant au plus près tous les acteurs concernés. Autant que cela est possible, la cartographie doit être privilégiée. Cette étape doit faire l'objet d'une validation du comité de pilotage.

#### **B/ Propositions des actions à mettre en place**

La nature des actions à mettre en œuvre est bien évidemment dépendante des résultats des investigations visant à caractériser les dysfonctionnements présents sur le bassin versant. En tout état de cause, ces actions doivent respecter les principes édictés en préambule de ce guide ainsi que l'ordre de mise en œuvre indiqué de manière à bien répondre aux enjeux de prévention des ruissellements .



## **1) Actions agronomiques**

Les actions agronomiques ont pour objectif de favoriser et d'optimiser l'infiltration et le stockage de l'eau sur les parcelles agricoles. Elles peuvent ou doivent se mettre en place sur l'ensemble du bassin versant mais une attention particulière devra être apportée aux parties amont du bassin versant. Les actions agronomiques concernent les pratiques suivantes :

- Le couvert végétal d'interculture,
- Le travail du sol favorisant la rugosité et la rétention de surface pour les parcelles nues,
- La simplification du travail du sol (non labour, semi direct,...),
- L'assolement concerté pour éviter la concentration de cultures à risque.

L'efficacité de ces mesures se limite à des pluies de faibles intensités (quelques mm/h), mais elles peuvent permettre de limiter les coûts des aménagements plus en aval et surtout réduisent leurs coûts d'entretien. Le zonage de la vulnérabilité des parcelles doit permettre de proposer des mesures agronomiques ciblées en fonction de l'intensité des phénomènes. Par ailleurs, la mise en place par les agriculteurs de ces bonnes pratiques agronomiques dépendent largement d'animations sur le terrain pour promouvoir l'utilité et la nécessité d'y recourir.

## **2) Aménagements végétaux légers**

Pour compléter les actions agronomiques, il est souvent nécessaire d'intervenir avec des aménagements d'hydraulique douce. Comme pour les mesures agronomiques, la logique « du plus en amont possible » s'applique. L'objectif de ces aménagements est de ralentir les écoulements se produisant à la suite de la saturation en eau du sol. Ils comprennent :

- Les haies,
- Les fascines ou diguettes végétales,
- Les bandes enherbées.

Ils s'installent en limite de parcelles et dans les talwegs ou sur le trajet de l'eau. Ils jouent un rôle de régulation des débits et de filtre pour les Matières en Suspensions transportées.

En règle générale l'accueil de ce type d'aménagement sur une parcelle est basé sur le volontariat des exploitants. Il est donc primordial pour une efficacité optimum, de les impliquer directement pour le positionnement. De plus, une animation spécifique doit être mise en place pour amplifier l'adhésion des agriculteurs.

Pour garantir la pérennité des ouvrages, leurs installations nécessitent une convention entre le maître d'ouvrage, l'exploitant et le propriétaire. Les modalités d'entretien doivent être précisées dans la convention.



### **3) Aménagements régulateurs**

Lorsque les enjeux relatifs à la protection d'habitations sont importants ou prédominants, il peut être nécessaire de recourir à l'emploi d'aménagements hydrauliques lourds lorsque les conclusions du diagnostic le préconisent ou que les possibilités d'intervention en amont (mesures agronomiques ou aménagements légers) n'apparaissent pas suffisantes. Il s'agit de mettre des freins aux écoulements dans les parties les plus encaissées du bassin versant empruntées par l'eau. Les aménagements de ce type le plus couramment utilisé sur le bassin versant de la Canche sont :

- Digue
- Barrage de creuse
- Fossé de rétention
- Fossé d'infiltration

Les volumes d'eau à traiter sont en général conséquents, une étude technique par ouvrage doit être réalisée. De plus, dans certains cas la maîtrise foncière peut être pertinente.

Il faut souligner que les coûts d'entretien de ces ouvrages peuvent être conséquents et doivent être calculés et intégrés au projet global.

Par conséquent et dans l'objectif de limiter l'impact financier de cet entretien, le maître d'ouvrage doit poursuivre la mise en œuvre des actions agronomiques sur l'ensemble du bassin versant en concertation avec la profession agricole.

### **4) Aménagements de stockage**

Quand les actions agronomiques et les aménagements d'hydraulique douce et dure sont insuffisants ou impossibles à mettre en place dans certains secteurs, il est nécessaire d'envisager des aménagements de stockage. Les aménagements de stockage sont couramment utilisés pour le traitement des eaux produites par la voirie ou les surfaces imperméabilisées. De moins en moins mis en place dans le cadre de projet de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols agricoles, ils interviennent en derniers recours pour une protection des habitations. Ils se situent en général dans les parties aval des bassins versants et se composent de :

- Bassin de rétention
- Bassin tampon
- Mares

Ce type d'aménagement présente un coût élevé à la réalisation mais surtout à l'entretien. En effet, si les mesures agronomiques et d'hydraulique douce sont insuffisantes en amont, le comblement du bassin par les MES peut être très rapide. Sa conception nécessite donc des études techniques suffisantes pour garantir, d'une part un fonctionnement efficace avec un volume de stockage adapté aux besoins et d'autre part une sécurité optimum pour les populations en aval vu les volumes pouvant être stockés.



Par ailleurs, certains de ces aménagements sont équipés de système de traitement pour l'eau stockée. En effet, les eaux qui ruissellent sur certaines surfaces comme la voirie ou les parkings peuvent être chargées en pollution. Il est donc obligatoire de traiter si le milieu récepteur ne peut les recevoir en l'état. A l'instar des aménagements hydrauliques lourds, la maîtrise foncière peut s'avérer pertinente, notamment pour la mise en œuvre de l'entretien. Cette maîtrise foncière est à prendre en compte dans le coût de la réalisation.

Ces propositions d'aménagement seront accompagnées d'un argumentaire justifiant le recours aux actions et aménagements prévus dans le cadre du projet.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage, avec l'aide du comité de pilotage devra définir un niveau de protection que pourront apporter les actions et les aménagements mis en place et ceci en fonction d'une certaine intensité d'épisodes pluvieux. basée sur une analyse statistique. Cela implique que pour un épisode pluvieux d'une intensité supérieure, le dispositif est insuffisant et peut engendrer de nouveaux désagréments. **Le maître d'ouvrage doit donc être conscient des limites du dispositif de lutte parce qu'il est impossible de se prémunir totalement contre tous les événements.**

### ***C/ Localisation et hiérarchisation des actions***

En respectant les principes énoncés plus haut et en fonction des phénomènes identifiés, un schéma, c'est à dire un dispositif global de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols devra être proposé. Ainsi seront reportées sur une carte, les mesures à mettre en place. Les différents types d'actions ou d'aménagements devront être identifiés. De plus, une hiérarchisation des secteurs pourra être proposée, de manière à permettre au maître d'ouvrage de réaliser un phasage pertinent des actions.

### ***D/ Coûts et devis estimatifs***

Une estimation financière de ce dispositif global sera établie. Elle fera apparaître pour toutes les actions, d'une part les coûts de réalisation et d'autre part les coûts d'entretien inhérents à ces actions. Par ailleurs, une estimation pour les actions d'animation et de sensibilisation pourra être proposée.

### ***E/ Modalités d'intervention***

Une fois les aménagements définis et validés par chaque partie (comité de pilotage et acteurs terrains), il faut déterminer le cadre de leurs réalisations notamment pour les autorisations administratives à formuler.

La Déclaration d'Intérêt Général (D.I.G.) est un outil administratif à privilégier même si l'intervention concerne uniquement des propriétés publiques. Elle permet de garantir l'intérêt général du projet et de valider l'intervention du maître d'ouvrage.



La loi sur l'eau indique que la D.I.G. est obligatoire à partir de 160 000 euros pour le coût des travaux, il est toutefois vivement recommandé d'y avoir recours en deçà de ce seuil. L'instruction d'une DIG, quand elle est prévue dès le départ ne rajoute pas de délai supplémentaire au projet.

A l'exception des aménagements concernés par des procédures de maîtrise foncière, la plupart des aménagements nécessitent une convention liant l'exploitant, le propriétaire de la parcelle et le maître d'ouvrage. Constituée de plusieurs articles, sur la description de l'ouvrage, sa position, elle fixe les engagements des différentes parties à savoir le propriétaire, l'exploitant et le maître d'ouvrage. Ces engagements concernent d'une part le respect de l'ouvrage et d'autre part l'entretien de ce dernier. En effet, l'efficacité des ouvrages dépend en grande partie de leur entretien. Il est donc primordial que soit consigné dans la convention les modalités de l'entretien de l'ouvrage en précisant à qui en revient la charge. Cette convention est établie en général pour 5 années avec tacite reconduction.

***(Modèle de convention en fonction du type d'action et d'aménagement en annexe)***

## **II/ Le suivi et l'évaluation du dispositif de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols**

Après la mise en place des actions et des aménagements et afin de garantir une efficacité optimum du dispositif global, il convient de mener un suivi régulier. Une évaluation de l'efficacité du projet ou des dispositifs est également nécessaire pour répondre aux enjeux de la reconquête de la qualité des eaux superficielles. Celle-ci devra s'appuyer sur la définition d'une série d'indicateurs permettant de témoigner ou non de l'efficacité du dispositif notamment pour les processus de transfert des Matières En Suspension.

### **A/ Suivi du projet**

#### **a) Animations agronomiques**

Une grande partie des actions et des aménagements induit le volontariat et la mobilisation des exploitants agricoles. En effet, les actions agronomiques ne peuvent être imposées que dans certains cas précis (décret 2004). Il est donc nécessaire, pour aboutir à une bonne adhésion des agriculteurs, de mettre à leur disposition des informations sur les pratiques agronomiques. Dans ce cadre, la chambre d'agriculture du Pas de Calais est compétente pour réaliser cette information. En effet, un réseau de conseillers agricoles est présent sur l'ensemble du bassin versant de la Canche notamment au travers des Groupements Régionaux de Développement Agricole (GRDA). Ces actions de sensibilisation, pouvant prendre diverses formes (réunions, bulletins d'information, expérimentations,...) sont nécessaires en amont de la mise en place de ces actions mais aussi lorsqu'elles sont adoptées par les agriculteurs. Ainsi, ces animations participent à la pérennité dans le temps et dans l'espace des actions agronomiques elles mêmes mais aussi de tous les aménagements hydrauliques mis en place en aval.



Le maître d'ouvrage s'engage donc à mener ou à dégager les moyens nécessaires pour ce suivi.

Dans le cadre de la convention entre la Chambre d'Agriculture et le conseil Général évoquée plus haut, la Chambre d'agriculture assiste les maîtres d'ouvrage pour sensibiliser les agriculteurs du bassin versant concerné sur les bonnes pratiques agronomiques.

### **b) Suivi et pérennité des aménagements**

Si les animations agronomiques sont les garantes du caractère pérenne des actions et des aménagements réalisés, le suivi, la concertation et les conventions qui en découlent sont des atouts supplémentaires.

Quand le schéma hydraulique « idéal » est établi, il reste, en concertation avec les agriculteurs, à caler sur le terrain les actions et les aménagements. Cette phase est particulièrement décisive et oblige une implication complète des personnes accueillant les aménagements. Il convient d'obtenir, en faisant appel à la concertation et la négociation un accord optimum.

Ainsi, le positionnement et la matérialisation sur le terrain des futurs aménagements doivent s'effectuer en présence de toutes les parties concernées et faire l'objet d'un consensus. Sans cet accord partagé, l'aménagement pourrait être remis en cause et c'est l'efficacité du dispositif qui s'en trouverait affectée.

Pour éviter cet écueil, l'accord obtenu est entériné par une convention liant, l'exploitant de la parcelle, le propriétaire et le maître d'ouvrage (voir paragraphe « Modalités d'intervention »). De plus, les périodes d'intervention, le mode opératoire peuvent être définis pour garantir en permanence l'efficacité de l'aménagement.

Il est également important de souligner que la coordination dans l'espace et dans le temps représente à la fois une difficulté (suivi des instructions de financements et retours des arrêtés, suivi des plannings d'intervention du maître d'ouvrage ou des équipes déléguées pour les aménagements, gestion des aléas tel que les conditions météorologiques...) et un facteur clé de la réussite du projet dans la mesure où cette coordination permet d'assurer la mise en œuvre dans des délais raisonnables et « acceptables » pour tous.

## **B/ Evaluation du fonctionnement du dispositif**

Si l'efficacité des actions agronomiques et des aménagements végétaux légers n'est plus à démontrer, l'estimation précise des volumes d'eau pouvant être traités, n'est pas aisée. Aussi cette particularité confère à l'évaluation (à posteriori) du dispositif, une importance de premier ordre.

Il convient donc de vérifier le bon fonctionnement de toutes les actions et les aménagements mis en place. Pour ce faire, il est proposé au maître d'ouvrage de réunir tous les acteurs du dispositif au moins une fois par an. Lors de cette réunion, devront être examinées :

- Les épisodes de coulées de boue dans les communes du bassin versant,



- La présence de signes d'érosion (ravines, dépôts de limons,...) dans les parcelles du bassin versant,
- L'état des aménagements, une fiche de suivi par ouvrage devra être renseignée (fiche fournie en annexe),
- Le taux de couverture des sols pour la campagne en cours et à venir,
- Les sorties pompiers
- Intervention unités départementales
- Les besoins supplémentaires en actions agronomiques et aménagements

Dans le cadre de la convention qui lie la Chambre d'Agriculture du Pas de Calais et le Conseil Général du Pas de Calais, une assistance de la Chambre d'Agriculture pour l'organisation d'une réunion d'évaluation des aménagements est possible.

De plus, à la suite d'épisode pluvieux importants, une visite pour estimer « les dégâts » dans les parcelles et sur les aménagements peut permettre de compléter les connaissances relatives au fonctionnement hydraulique du bassin versant et au dispositif de lutte. Pour ce faire, une personne au niveau local (élus, agriculteurs) peut être désignée par le comité de pilotage pour assurer cette surveillance.

Le maître d'ouvrage adressera un compte rendu incluant les fiches de suivi des ouvrages ainsi que toutes informations qui jugera utiles au Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche et au Comité Technique Local du bassin versant.

#### Annexes (en cours de rédaction et de synthèse) :

- Composition type du comité de pilotage ou comité technique local
- Fiches techniques pour les actions et aménagements
- Le contenu du dossier de D.I.G.
- Convention pour les ouvrages
- Fiche de suivi des ouvrages
- Liste d'indicateurs à transmettre au comité de suivi



## ANNEXE 1 : Composition type du comité de pilotage

Président de la (ou des) Communauté(s) de communes concernée(s) ou son (ses) représentant(s),

Représentant de la Sous Préfecture des arrondissements concernés,

Représentant de la Direction Départementale de l'Agriculture du Pas de Calais,

Représentant de la Direction Départementale de l'Équipement du Pas de Calais,

Représentant de la Mission Inter Service de l'Eau (MISE),

Représentant de la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN),

Représentant de l'Agence de l'Eau Artois Picardie,

Représentant de la Chambre d'Agriculture du Pas de Calais,

Représentant agricole

Représentant du Conseil Général du Pas de Calais,

Représentant du Conseil Régional du Nord Pas de Calais,

Représentant des Unités départementales concernées,

Représentant du Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche,

Personnes à intégrer si leurs structures sont présentes sur le territoire concerné

Représentant de l'association de riverains,

Représentant d'une association de protection de la nature,



---

## GLOSSAIRE

<sup>i</sup> **Ecosystème** : Un écosystème est constitué par l'association dynamique de deux composantes en constante interaction:

- un environnement physico-chimique, géologique, climatique ayant une dimension spatio-temporelle définie : le biotope,

- un ensemble d'êtres vivants caractéristiques : la biocénose.

L'écosystème est une unité fonctionnelle de base en écologie qui évolue en permanence de manière autonome au travers des flux d'énergie. L'écosystème aquatique est généralement décrit par : les êtres vivants qui en font partie, la nature du lit, des berges, les caractéristiques du bassin versant, le régime hydraulique, la physicochimie de l'eau... et les interrelations qui lient ces différents éléments entre eux.

<sup>ii</sup> **Taux de collecte** : rapport de la quantité de matières polluantes captée par le réseau à celle générée dans la zone desservie par le réseau. La quantité de matières polluantes captée est celle parvenant aux ouvrages de traitement à laquelle se rajoutent les boues de curage et de nettoyage des ouvrages de collecte.

<sup>iii</sup> **Assainissement non collectif, individuel, autonome** : mode de collecte et de traitement des eaux usées qui s'effectue sur une ou plusieurs parcelles d'habitation. Il est adapté en secteur d'habitat diffus. Ou définition de l'arrêté du 6 mai 1996 : *tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.*

<sup>iv</sup> **Inondation** : Submersion lors d'une crue, des terrains avoisinant le lit d'un cours d'eau.

<sup>v</sup> **Matières organiques ou oxydables (MO)** : désigne les matières organiques (ensembles des substances d'origine biologique) et autres substances oxydables contenues dans un effluent ou un biotope pollué.